

• revue bimestrielle
d'information
et d'analyse

politikā

HORS-SÉRIE

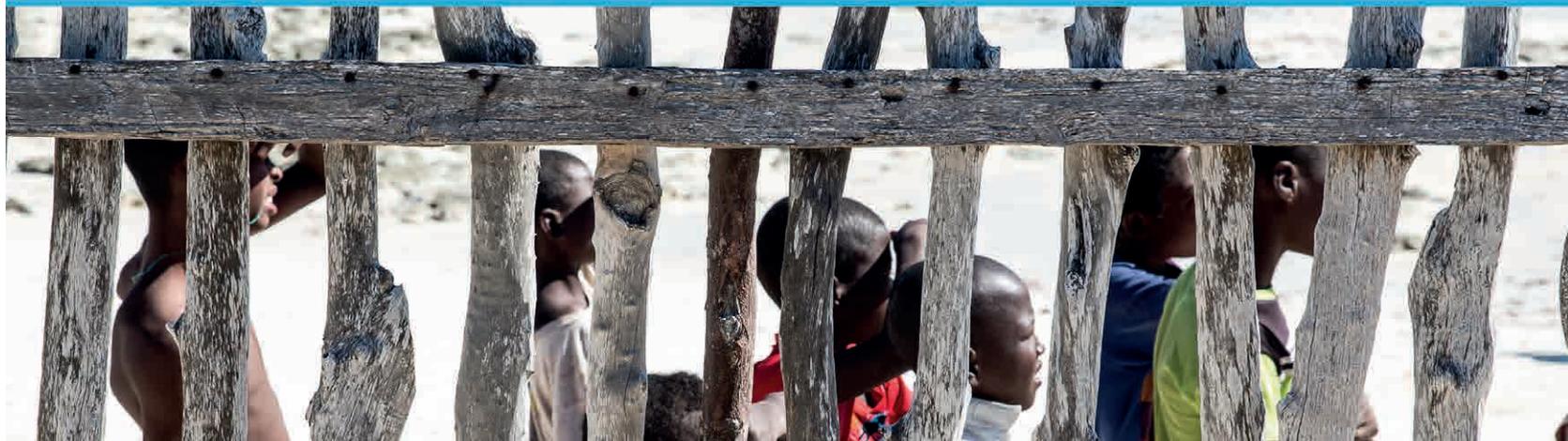
INDÉPENDANCE 60 ANS

D'ESPOIRS
DE DESTRUCTION

TEXTES, INTERVIEWS, ANALYSES... RETRACEZ LES 60 ANS DE
L'INDÉPENDANCE DE MADAGASCAR

Avec C. Rafidinarivo, H. Rajaonarison, J. Ramasy, J. Rasoloarison,
Z.V. Randriamaro, J.A. Raveloson, L. Mbolanomena, Na Hassi, L.C. Ratsironkavana...

SOMMAIRE



LE CHEMIN VERS L'INDÉPENDANCE

5 Récit. 26 juin 1960. Enthousiasme et détachement à Antananarivo à la proclamation de l'indépendance

7 Interview. Général Désiré Ramakavelo, officier à la retraite, membre de l'Akademia Malagasy :
« Rien n'équivaut à la liberté »

12 Analyse. État postcolonial malgache. Une greffe qui a mal pris

14 Analyse. Gouvernance. Élités, familles politiques et pouvoir à Madagascar depuis le XIX^e siècle

17 Interview. Hemerson Andrianetrazafo, historien de l'art et artiste plasticien :
« La "déresponsabilité" du citoyen a été le véritable maelström qui nous a broyés »

CONSTRUCTION DE LA RÉPUBLIQUE

24 Interview. Rivo Rakotovo, président du Sénat : « Notre indépendance économique a été reléguée au second plan »

29 Analyse. Crises cycliques. « Toute poussée de croissance se traduit par un soubresaut politique »

31 Analyse. Économie. Nos choix économiques ont-ils été pertinents ?

33 Analyse. Maritimisation. Perspective géopolitique de la diplomatie

36 Interview. Christophe Bouchard, Ambassadeur de France à Madagascar : « Les Îles Éparses ne doivent pas être un sujet de conflit, mais au contraire un sujet de coopération »

PERSPECTIVES

43 Interview. Fela Mijoro Razafinjato : « Nous recherchons l'équité non pas l'égalité pour les personnes en situation de handicap »

46 Analyse. Genre. Le genre dans Madagascar d'aujourd'hui et dans l'avenir

49 Analyse. Identités et histoires. Construction identitaire nationale dans le champ de conflit de l'ethnicité merina et « côtière »

55 Interview. Michèle Rakotoson : « Le travail d'Indépendance est un travail psychologique, de confiance en soi et en sa culture »

61 Analyse. Système social. La protection sociale tout au long de l'indépendance

64 Fiction. Lettre aux anciens du pays



Défaite de l'indépendance

« Année magique ». 1960 est l'année du destin. Au sortir de la Seconde guerre mondiale qui a vu bon nombre de ses enfants combattre auprès de leurs mères patries et servir de chair à canon, l'Afrique aspirait légitimement enfin à l'indépendance, dans un mouvement global mondial d'émancipation. Oui au XX^e siècle, de nombreux pays étaient encore asservis par des puissances coloniales. Ce passé est récent, à l'échelle de l'humanité, mais nous semble déjà si lointain.

Ce chemin vers l'indépendance a été jalonné de sueur et de sang. Les pères fondateurs du Continent noir aspiraient à une indépendance glorieuse et à construire des Nations, peut-être meilleurs que celles qui les ont colonisées : des sociétés se basant sur l'égalité. À nous de dresser le bilan : que diraient nos pères fondateurs s'ils voyaient dans quel état nous avons laissé l'Afrique? Devrait-on célébrer en 2020 la fête de l'indépendance ou notre défaite ?

« Année tragique ». 2020 aurait dû être l'année de la liesse. Comme de nombreux pays africains, Madagascar célèbre le soixantième anniversaire de son indépendance. Cette étape essentielle aurait dû être marquée par des festivités importantes. C'était sans compter sur un virus qui a tout détruit sur son passage.

La pandémie qui continue de faire des ravages nous a également ramenés à notre triste réalité. La crise sanitaire a mis à nu nos écueils. Elle nous a mis au devant de la réalité et au devant de ce que nous n'avons pas su faire durant l'indépendance, de ce que nous n'avons pas su consolider : un système de santé efficace,

un système de protection sociale au profit de tous les citoyens, une force productive soutenant l'administration publique... Il aura donc fallu qu'une pandémie survienne pour que la plupart des pays reconnaissent la nécessité impérieuse de la seconde indépendance : l'indépendance économique qui sous-tend la nécessité de disposer d'outils de production efficaces et de produire des denrées stratégiques comme les médicaments.

Dans la réalité, la Grande île n'a jamais été entièrement indépendante. Le pays continue à tout importer. Et, comble de l'ironie, une grande partie du budget servant à faire fonctionner la machine administrative provient des aides extérieures, que cela soit sous forme de prêts ou de dons. Le combat pour les prochaines années sera assurément économique. La lutte sera autrement plus difficile, car il ne s'agit plus de combattre une quelconque puissance étrangère mais de combattre nos tares, nos préjugés, nos mauvaises habitudes.

Pour son second numéro hors-série, *Politikā* revient donc sur l'indépendance : aussi bien le cheminement vers cette émancipation que les jalons historiques, à travers des textes, des analyses pointues ou des interviews. Il ne s'agit nullement de faire du passésisme ou d'être nostalgique, mais d'analyser avec lucidité notre cheminement pour essayer d'établir où nous allons nous diriger et de porter sur la place publique les questions de fond. C'est un exercice, comme un autre, qui nous permettra d'avancer. P

Raoto Andriamanambe

Politikā est une publication de



La reproduction, même partielle, des articles et illustrations parus dans Politikā est interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.
Politikā décline toute responsabilité pour les documents remis.

Les opinions exprimées dans la revue sont individuelles et n'engagent que leur auteur.

FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Constantin GRUND

DIRECTEUR DE PUBLICATION
ADJOINT
John MIANDRARIVO

COMITÉ DE LECTURE
Dominique RAKOTOMALALA
Hanitra RAHARINOSY
Hanta ANDRIANASY
John MIANDRARIVO
Constantin GRUND

BECOM EDITIONS ET

COMMUNICATION
DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR
Tanteliarimiza
RAKOTOMALALA

DIRECTEUR DE CRÉATION
Toky RAJAONA

RÉDACTEUR EN CHEF
Andriamanambe RAOTO

MISE EN PAGE ET INFOGRAPHIE
Julio Brian RAHARO SAROBIDY

ATTACHÉE DE PRODUCTION

Christiane Fitiavana
RAMIHANTRASOA

ÉQUIPE PERMANENTE

Alain ILONIAINA
Hilda HASINJO
Karina ZARAZAFY
Van-Lee BEHAJA

CONTRIBUTEURS

Anouska Fitiavana
RANAIVOMANANARIVO
Christiane RAFIDINARIVO
Helihanta RAJAONARISON
Jean-Aimé RAVELOSON
Jeannot RASOLOARISON
Juvence RAMASY

Léontine MBOLANOMENA

Lucka Cédric
RATSIRONKAVANA
Mireille RAZAFINDRAKOTO,
François ROUBAUD et Jean-
Michel WACHSBERGER
Na Hassi
Zo Vololona RANDRIAMARO

PHOTOS/ILLUSTRATIONS

Agence ANTA
Henitsoa RAFALIA
Hilda HASINJO
Ihandry RANDRIAMARO
Julio Brian RAHARO SAROBIDY

redaction@politikā.mg

LE LONG CHEMIN VERS

L'INDÉPENDANCE

4 Récit. 26 juin 1960. Enthousiasme et détachement à Antananarivo à la proclamation de l'indépendance *par Helihanta Rajaonarison*

7 Interview. Général Désiré Ramakavelo, officier à la retraite, membre de l'Akademia Malagasy : « Rien n'équivaut à la liberté »

12 Analyse. État postcolonial malgache. Une greffe qui a mal pris *par Juvence Ramasy*

14 Analyse. Gouvernance. Élités, familles politiques et pouvoir à Madagascar depuis le XIX^e siècle *par Jeannot Rasoloarison*

Interview. Hemerson Andrianetrazafoy, historien de l'art et artiste plasticien : « La "déresponsabilité" du citoyen a été le véritable maelström qui nous a broyés »



«La République française accepte la République malgache comme un État indépendant». Extrait du discours de Philibert Tsiranana, le 26 juin 1960.

26 juin 1960

Enthousiasme et détachement à Antananarivo à la proclamation de l'indépendance

*Helihanta Rajaonarison,
maîtresse de conférences à la Faculté des lettres et sciences humaines,
Université d'Antananarivo, effectue un travail de mémoire
en interrogeant les témoins de cette journée historique,
à la manière d'un journaliste.*

HELIHANTA RAJAONARISON

«Tous nos témoins s'accordent sur un point : le stade de Mahamasina n'avait jamais accueilli autant de monde que le 26 juin 1960, jour de proclamation de l'indépendance. La presse, elle aussi, l'affirme. "Des milliers de Tananariviens

sont venus à Mahamasina pour écouter la déclaration officielle de l'indépendance de Madagascar." Ou encore : "Plusieurs heures avant la cérémonie, des milliers de gens ont rejoint Mahamasina et les vallées environnantes".

Certains Tananariviens ont assisté à la cérémonie, installés sur les hauteurs de la ville. Les femmes ont bien été associées à la célébration ; en témoigne le nombre impressionnant de parasols qui, déployés ou non, font partie, avec les *lamba*, de la...

... panoplie de l'élégance. Le *lamba*, grande étole dans laquelle on se drape, est assimilé par le Malgache au vêtement et représente, symboliquement, la personne elle-même. Alors que depuis des décennies les hommes de la ville avaient abandonné le *lamba*, sans s'être donné le mot, ce jour-là, chacun chercha à donner une touche malgache à sa tenue, arborant ce signe d'une identité malgache. Le Maire de la ville, fervent défenseur de la cause de l'indépendance durant ses études en France au début des années 1950, en tant que militant de l'Association des étudiants d'origine malgache et, plus tard, à Madagascar, en tant que président de l'AKFM, marqua l'événement, se distinguant de la majorité des personnalités officielles. De leur côté, les artistes de la troupe d'Odeam Rakoto posèrent devant l'un des symboles de la souveraineté malgache du temps passé, ce palais que le général de Gaulle évoquait dans son discours. Tous ont revêtu leurs habits des grands jours.

C'est surtout après les discours officiels que la foule en liesse générale laissa éclater sa joie. Jean-Louis Rafidy, reporter de Radio Madagascar chargé de couvrir l'événement, se rappelle qu'un "moment de silence absolu suivit le discours du président Tsiranana" avant que n'éclate un tonnerre d'applaudissements. Il dit avoir alors ressenti, comme d'autres témoins, une vive émotion. À la sortie du stade, aux rires et à la joie vinrent s'ajouter cris, sifflements, klaxons : autant de manifestations d'enthousiasme selon le journal *Gazety hehy* du 1^{er} juillet 1960.

Cette adhésion d'une partie probablement importante de la population tananarienne, pourtant critique à l'égard de Tsiranana, est confirmée par le journal d'opposition, *Imongo vaovao* qui écrit : "Le public venu nombreux écouter le général de Gaulle en 1959 était composé essentiellement d'écoliers et d'habitants des périphéries de la capitale pour lesquels on avait spécialement affrété des moyens de transport et sur les visages desquels se lisaient contrariété et manque de joie. Au contraire, la foule présente à la cérémonie du 26 juin 1960, est bien d'Antananarivo. On n'est pas allé la chercher à 100 km à la ronde ; elle est venue spontanément consciente de l'importance de l'évé-

nement. Et les visages irradiaient de joie." Il faut ajouter que la célébration tombant quelques semaines après la moisson du riz, les paysans des environs, venus en ville effectuer leurs achats les plus importants de l'année, ont grossi le public des festivités.

“ La proclamation de l'indépendance s'est faite dans un climat ambigu. ”

Pourtant, la proclamation de l'indépendance s'est faite dans un climat ambigu au point que l'historienne Lucile Rabearimanana évoque "un accueil mitigé des Antananariviens" malgré la présence d'une foule nombreuse mais disparate et aux sentiments mêlés. De plus, une partie des habitants est restée à l'écart de la célébration. Il en est ainsi des opposants et des Malgaches ayant la citoyenneté française. Gaby Rabesahala se souvient être venu très tôt à Mahamasina en chef scout pour assurer le service d'ordre. Citoyen français, il dit avoir vécu l'événement avec quelque confusion et ajoute : "Ma seule motivation était que le mouvement scout malgache allait être cité dans le discours du Président parce que nous avons aidé les sinistrés des grandes inondations de 1959. Ce fut la seule chose qui occupait mon esprit et évidemment, je n'ai rien retenu des discours. D'ailleurs après le défilé, j'étais directement rentré à la maison où il n'y avait pas de fête et on ne parlait pas du tout de cette histoire d'indépendance." Micheline Rasoamiamanana, alors adolescente, dit avoir éprouvé un détachement par rapport à ce qui se passait : "De citoyenneté française, j'étais indifférente. Depuis chez nous (à Ambatonakanga), je voyais les gens descendre à Mahamasina mais cela ne me touchait pas."

Des opposants au régime ont également pris une certaine distance par rapport à la célébration. Par exemple, le journal *Basy Vava*, quotidien proche de l'AKFM, n'évoque aucunement l'événement dans son numéro 816 du lendemain de la proclamation officielle de l'indépendance. Interrogée en 2010, Christiane Andriamirado, une proche d'un leader du "non" au référendum, se rappelle que chez elle personne ne s'était rendu à Mahamasina. De tels choix peuvent expliquer l'absence de photos privées car les habitants de la capitale connaissent la photographie depuis le XIX^e siècle. En 1856, dignitaires et notables affluèrent vers le Révérend William Ellis de la London Missionary Society, le premier photographe installé dans la capitale². Plus tard durant la colonisation, des Malgaches ouvrirent des studios dont le succès durant l'entre-deux-guerres témoigne de l'engouement des citadins pour les portraits. Pour Gisèle Ravoniharoson, par exemple, qui a voté "non" au référendum, les photographies étaient d'abord réservées aux "grands événements familiaux ou religieux". Mais elle ajoute une précieuse remarque : "En fait, c'était pour nous (ma famille et moi) un jour férié comme un autre mais avec les discours de Tsiranana en plus. Nous étions perplexes car c'est vrai que nous désirions l'indépendance mais pas comme "celle-là" [sic] ! L'idée de faire des photos ne nous a même pas effleuré l'esprit !" Pour sa part, Armand Randrianasolo, fils de photographe, ne se souvient pas avoir vu des gens venir au studio de son père se faire photographier, en ce jour historique. "Je me souviens juste d'une photo de nous enfants avec une de mes cousines que mon père a faite à la maison. On tenait chacun une lettre pour former ensemble le mot *fahaleovantena* ("indépendance"). Tout le monde dans la famille se rappelle de cette photo aujourd'hui introuvable". La journée du 26 juin s'est estompée rapidement dans l'esprit des Malgaches de la capitale après l'annonce par Tsiranana du retour des anciens députés Ravoahangy, Raseta et Rabemananjara, prévu pour le 20 juillet. D'ailleurs, le président en escomptait bien un profit sur le plan politique.» P

RÉFÉRENCES

Helihanta Rajaonarison in *Les Indépendances en Afrique, l'événement et ses mémoires 1957/1960 - 2010*, p. 253-271

Général Désiré Ramakavelo

*Officier à la retraite, membre
de l'Akademia Malagasy*

« Rien n'équivaut à la liberté »

Il est un acteur de premier rang de l'histoire de la Grande île. Le général Désiré Ramakavelo a passé en revue pour Politikà les principaux événements de l'histoire contemporaine malgache.

PAR RAOTO ANDRIAMANAMBE

C'est sur les hauteurs d'Andrainarivo, à quelques mètres de l'hôtel Panorama – un lieu hautement symbolique – que le général Désiré Ramakavelo a accepté de se confier à *Politikà*. L'homme reste très actif même s'il a été admis à la retraite depuis plusieurs années. Écrivain, poète signant sous la plume Madera, enseignant, membre titulaire de l'*Akademia malagasy*, animateur d'une émission d'éducation à la

citoyenneté sur la Radio Don Bosco... cet officier à la retraite touche à tout est un fin observateur de la vie de la nation. Il a accepté de revenir sur l'histoire contemporaine de la Grande île.

Quel était votre sentiment vis-à-vis de Madagascar à l'accession l'indépendance ?

J'étais parmi la génération qui a vécu la colonisation, cette époque où les Malgaches, classés parmi les autochtones ou les indigènes, ne subissaient que des maltraitances. D'autres Malgaches avaient la citoyenneté française et jouissaient des mêmes droits que les Français. Certains collèges et lycées étaient même réservés uniquement aux Français. Après les réformes apportées...



“ Mais pourquoi la population est-elle pauvre et continue à s'appauvrir sans qu'on n'ait jamais connu les affres de la guerre ?

... par la loi cadre, j'avais accès au lycée Gallieni. Cependant, les élèves malgaches ne s'entremêlaient pas avec les cinq français qui fréquentaient l'établissement, à l'époque. Puis après, l'indépendance avait été acquise. J'étais marqué par le fait de voir flotter le drapeau malgache sur Manjakamiadana ainsi que par le discours du président Philibert Tsiranana, à Mahamasina, ceinturé par l'écharpe tricolore malgache. J'avais 20 ans et j'avais assisté au premier défilé de l'armée malgache. C'était vraiment émouvant. J'ai ressenti de la libération en moi.

Avez-vous ressenti à l'époque le désir de la jeunesse malgache de s'affranchir des Français ?

Une année après la proclamation de l'indépendance, j'étais parti en France pour intégrer la classe préparatoire pour les grandes écoles au lycée Kléber, à Strasbourg. J'étais particulièrement frappé par le fait de voir un Français balayer la rue ! À Madagascar, ils se considéraient comme des roitelets, des personnes vraiment intouchables. Depuis, ma perception des choses et ma façon de vivre avec les étrangers ont changé. Je me suis rendu compte que nous sommes tous sur le même pied d'égalité.

Comme tout Malgache de cette génération, et de celle qui la précède, surtout ceux qui vivaient en France en ces temps, j'étais pétri d'ambitions, d'assurance et de volonté pour ne se dépasser et pour faire des choses concrètes pour le pays. C'est ce qui m'a poussé à exceller et à toujours vouloir être parmi les meilleurs dans tous les domaines. Les Malgaches se faisaient toujours de plus en plus remarquer par leur courage et leurs manières de faire les choses. Ils avaient toujours cette motivation de démontrer leurs capacités et de réussir. Hélas, je ne pense plus que les jeunes Malgaches d'aujourd'hui ont encore ce sentiment. Sans la colonisation, nous n'aurions

pas eu cette fierté et cette ambition de vouloir nous mesurer avec les étrangers.

Durant la première République, l'omniprésence des coopérants ou encore la présence des Français est-elle oppressante ?

Capitaine et chef de bureau du service civique à l'état-major de la Défense nationale, j'avais demandé à ce que les deux coopérants français du conseil technique fussent remplacés par des gradés malgaches à la fin de leurs contrats. Même quand ils étaient encore là, je ne leur accordais plus du tout de responsabilités.

J'avais dit à mon chef de corps qu'à compétence égale, je préférerais plutôt

“ **Les Malgaches se faisaient toujours de plus en plus remarquer par leur courage et leurs manières de faire les choses.** ”

travailler avec mes compatriotes. Je n'avais nul besoin de coopérants français. J'avais envoyé cette impression d'être un anti-français, ce n'était pas le cas. Je ne voulais que responsabiliser les Malgaches. Le général Gabriel Ramanantsoa a remarqué et apprécié le fait que j'avais ce caractère.

Quelle est votre perception quant au fait que les militaires se sont aussi mis à faire de la politique ?

Cela a commencé déjà en 1972 avec la prise de pouvoir du général Ramanantsoa. Les militaires y ont pris goût. J'étais ministre de la Défense nationale parce qu'on m'avait désigné, mais je ne trouvais pas également d'inconvénient au fait que Cécile Manorohanta fut nommée à ce poste, tant qu'elle avait la compétence. Avec la deuxième République, l'idée était surtout de faire des militaires des militants en uniforme. À partir du moment où vous intégrez les militaires dans le domaine politique, il faut s'attendre à tout. Toutefois, la politique, c'est pour les politiciens, et les militaires devraient défendre le pays et le bien du peuple, tout en respectant la discipline et la hiérarchie. Mais ce qui a créé vraiment un mauvais état d'esprit, c'est quand le général Ramanantsoa avait annoncé durant un discours : “Pour moi, c'est le soldat de deuxième classe (qui m'importe) d'abord”. Cet acte allait inverser complètement la hiérarchie militaire. J'appelle cela du populisme, pour ne pas dire de la démagogie. Une situation qui ne devrait pas avoir sa place dans l'armée nationale.

On dit souvent que 1972 est la deuxième indépendance pour Madagascar. Partagez-vous ce point de vue ?

Tout d'abord, je tiens à rappeler qu'il y a deux dates importantes : le 14 octobre 1958 et le 26 juin 1960. Je préfère la première, quand Madagascar est devenue une République. Pour moi, l'indépendance devrait se traduire par des actions et des situations bien précises. Car la réalité de Madagascar, avec les appuis et les aides de l'extérieur, ne reflète guère l'indépendance. Beaucoup de faveurs ont été octroyées aux étrangers plutôt qu'à nos concitoyens. Mais en quoi, sommes-nous indépendants ? Toujours est-il que nous pouvons parler quand même de souveraineté. ...

... Ainsi, les accords de coopération de 1960, jugés opprimants pour les Malgaches qui semblaient demeurer dans un état d'esclave, ont été dénoncés en 1972. Ils étaient baptisés *dinam-panandevozana*. Lors de son retour des négociations qu'il a menées, Didier Ratsiraka avait été reçu à Ivato par une foule incommensurable. Je pense que c'est à cause de cet accord de coopération qu'il avait fallu attendre deux ans, après la proclamation de la République en 1958, avant que l'indépendance n'ait été prononcée. Nous étions restés sous la responsabilité française, la nation dépendait toujours de l'étranger. Au sein du gouvernement de la première République, il y avait encore trois Français.

Le problème reposait sur la base même du fondement de la République malgache et de l'indépendance de la Grande île car la Constitution malgache avait été calquée sur celle de la cinquième République française. Les Français avaient toujours cette mainmise sur Madagascar. Ce qu'il fallait contester.

La seconde République a plongé Madagascar dans les affres de la pauvreté. Comment l'avez-vous vécu de l'intérieur ?

Il y avait trop d'égoïsme durant la deuxième République. Les dirigeants ne travaillaient que pour s'enrichir et pour profiter de tous les avantages que leur poste leur offrait. Les discours politiques semblaient refléter une proximité avec le peuple, mais dans la réalité, les dirigeants s'enrichissaient d'une façon éhontée et scandaleuse en face d'un peuple qui s'appauvissait à vue d'œil. Pour moi, être patriote est agir pour le bien du peuple, chercher tous les moyens pour pousser l'ensemble de la population dans le progrès en passant par l'amélioration du pouvoir d'achat. Un dirigeant est comme un père de famille. Il doit être cette personne responsable, celle qui vise le progrès et le développement

de son foyer et de son entourage. Il ne peut délibérément s'enrichir alors que son foyer demeure dans la pauvreté. Le premier élément constitutif d'une nation est la famille. Tant que le pays demeure dans la pauvreté, cela veut dire qu'un dirigeant occupe juste son poste, mais qu'il est loin d'être responsable. S'il l'est, des résultats positifs devront se faire sentir.

“ **La pratique même de la politique a été biaisée.** ”

Le choix de Madagascar de quitter la zone CFA n'est-il pas regrettable, vu la situation actuelle et la stabilité de certains pays en Afrique qui y sont restés ?

Sous couvert par la zone CFA, la monnaie locale valait le double du franc français et un ariary équivalait à 5 CFA. Actuellement, un euro vaut dans les 4 300 ariary. Cette comparaison nous permet de mettre en perspective l'idée du pouvoir d'achat actuel de la population. On ne peut pas tomber plus bas. Mais pourquoi cette régression ? Tout d'abord, j'estime qu'il y a toujours un fondement culturel qui est le socle d'une nation. Ensuite, la pratique même de la politique a été biaisée. Faire de la politique nécessite de la préparation, une stratégie définie, un programme, une idéologie bien fondée et un parti ayant des représentants sur toute l'île, et surtout, des membres prêts à militer activement. À Madagascar, c'est plutôt le contraire qui arrive. Les personnalités qui répondent à ce critère n'ont jamais pu accéder au pouvoir, à l'exemple des pasteur Richard Andriamanjato avec l'AKFM, Manandafy Rakotonirina et le MFM, Dr Marojama Razanabahiny

de Vonjy iray tsy mivaky ou encore Monja Jaona du Monima. Depuis Philibert Tsiranana, les personnes qui sont arrivées au pouvoir ont mené une politique sans préparation, négligeant même tout ce qui constitue la culture malgache. Le nomadisme politique est de plus en plus courant. 60 ans après notre indépendance, nous continuons toujours à parler de progrès ou de développement, alors que la réalité reflète plutôt le contraire. On ne cesse de parler des potentialités de Madagascar, de ses richesses, mais pourquoi la population est-elle pauvre et continue à s'appauvrir sans qu'on n'ait jamais connu les affres de la guerre ? C'est malheureux mais c'est la réalité.

Parlez-nous du tournant de la vie politique malgache dans les années 1990.

La population avait réclamé davantage de liberté. Les mouvements populaires leur avaient donné la liberté de faire de la politique et celle de communiquer à travers les médias. À la fois importante, utile et indispensable, rien ne vaut la liberté. Elle donne une responsabilité à quelqu'un et lui permet de choisir. Mais à Madagascar, cette liberté est réservée à ceux qui sont avec le pouvoir. Ceux qui ont des idéologies différentes sont souvent jugés et condamnés pour leurs opinions. Ils ne jouissent pas de la liberté qui part du principe du respect des droits...

Est-ce à cause de cette privation de liberté au sein même d'une République censée promouvoir la liberté qu'on n'en finit pas avec les mouvements de protestations comme en 1991, en 2002 puis en 2009 ? Jouissons-nous réellement de cette liberté face à l'armée qui se doit d'être garante de la stabilité d'une administration ?

Nous ne savons pas tirer des leçons du passé. Dès que nous changeons de régime, nous avons cette fâcheuse

tendance de vouloir recommencer à zéro. Le cycle a tendance à se répéter. En effet, la politique que les dirigeants mènent devrait guider le pays à travers un programme bien pensé, une idéologie précise exécutée par des personnes expérimentées et compétentes. Malheureusement, le népotisme est ancré dans le système administratif malgache, là où il devrait y avoir question de connaissances, de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être. Quand j'étais ministre, j'ai toujours martelé que l'armée est, à la fois la garante de la sécurité du pays et également celle de la Constitution et de son application *stricto-sensu*.

Durant les mouvements populaires de 1991, quand le pays s'était enlisé, à l'occasion d'un point de presse, entouré par des officiers et des généraux, je me suis adressé aux politiciens en leur disant de prendre leurs responsabilités pour ne pas tenir en otage la population malgache. J'avais ajouté: "autrement l'armée prendra la sienne". C'était tout. Je n'avais pas donné d'explications ni de clarification. Les politiciens ont été tenus de trouver obligatoirement et rapidement un consensus pour faire sortir le pays de la crise, d'où la signature de la convention de Panorama, le 31 octobre 1991. Enfin, on avait pu respecter, à la fois la Constitution et les aspirations populaires du professeur Albert Zafy. Comme convenu, un gouvernement destiné à préparer les élections avait été mis en place par la suite avec Guy Willy Razanamasy comme Premier ministre. Didier Ratsiraka était resté au pouvoir. Les affrontements ont été évités avec le respect de la Constitution et des lois existantes.

Gardez-vous un souvenir particulier de cette période ?

J'étais un peu haï de partout. On m'avait taxé d'être l'homme de Didier Ratsiraka, mais comme j'étais au sein de la Haute autorité de l'État (HAE), on m'avait taxé d'être l'homme du président

Albert Zafy. Or, les accords avaient été conclus durant la convention de Panorama. Je ne voulais pas être "l'empêcheur de tourner en rond". Il est navrant qu'à Madagascar, quand on essaye de respecter la légalité, les gens vous voient d'un mauvais œil. Je ne suis pas adepte de la compromission. Ce n'est pas mon genre.

“ **J'ai toujours martelé que l'armée est la garante de la Constitution et de son application stricto-sensu.** ”

En 2002, la légalité, incarnée par Didier Ratsiraka, avait été virulamment opposée à la légitimité, incarnée par Marc Ravalomanana. Comment analysez-vous cette situation ?

Il faut faire la part des choses. Je suis peut être incompris par notre classe politique sur ce point. Je dis toujours qu'à partir du moment où un Président est élu au suffrage universel, il reflète la légalité que j'estime primer sur la légitimité. Ce n'est pas une question de nombre qui donne la légitimité, mais c'est une question de droit. Nous avons eu la tendance de penser que dès qu'il y a des manifestations, la légitimité est en jeu. C'est la raison pour laquelle cela devient une habitude. Comment voulez-vous travailler de cette manière ? Dès que des citoyens ne sont pas contents et qu'ils essayent de réunir des milliers ou des dizaines de milliers de personnes, devraient-ils être légitimes par rapport

aux 25 millions de Malgaches ? Je donne le pas à la légalité. Mais à partir du moment où les personnes qui sont dans la légalité ne respectent pas les lois, la légitimité a le droit de primer.

Dans quelle direction le pays avance-t-il ? Qu'espérer pour les 60 prochaines années ?

Il est très difficile de faire des projections avec la pandémie qui sévit actuellement. Le pays fait et fera face à de multiples difficultés : sociales, économiques et surtout sur le chapitre de l'éducation. Ces problématiques vont peser sur l'avenir de notre pays. Nous ne pouvons pas espérer un rebond en un an, nous aurions besoin de plusieurs années, à condition qu'il y ait une cohésion populaire avec les dirigeants. Si on se divise encore, il est impossible d'atteindre les buts.

Vous avez occupé de hautes fonctions de l'État. Y a-t-il des choix que vous regrettez ? Si c'était à refaire, les referiez-vous ?

Je regrette que nous ayons perdu notre culture et nos valeurs. Une nation ne peut vivre sans sa culture et ses valeurs qui constituent des éléments fondamentaux dans son développement et dans son progrès. Nous devons nous recentrer sur notre culture sans pourtant négliger le progrès.

Regardez le Japon ou la Chine. Ces pays avancent dans la modernité sans renier leur passé ou leur culture. Pour nous, le *fihavanana* est cette relation familiale sacrée dans le sens large du terme qui inclut la famille, les voisins, tous les Malgaches. Nous nous devons de nous entraider, de nous respecter et d'arrêter de nous saborder mutuellement. Le respect commence par soi-même et se répartit dans toutes les directions. P

AVEC VAN-LEE BEHAJA



État postcolonial malgache

Une greffe qui a mal pris

L'État malgache a, au cours de la postcolonie, emprunté diverses trajectoires dans son processus de formation voire de déformation/transformation. Comme nombre de ses pairs africains, le modèle d'importation n'a pas réussi sa greffe¹, voire n'a pas pu supplanter la construction étatique et la forme bureaucratique précoloniale².

PAR JUVENTE RAMASY

L'État postcolonial malgache s'inscrit ainsi dans une hybridation³ qui est un «*prolongement*» de sa construction à travers un processus précolonial⁴. Il empruntera tour à tour voire en même temps la forme de l'État colonial, de l'État intégral et de l'État prébendier⁵. Toutefois, l'image d'un État «*fort*» ne correspond pas à la réalité dans le sens où cette «*force*» ne s'applique pas à l'ensemble du territoire. Pour ce faire, des arrangements avec des élites locales étaient et sont d'ailleurs toujours nécessaires. La déformation/transformation de cet État «*fort*» en État «*faible*» ou «*failli*»

dans sa capacité à répondre aux défis sécuritaires et de développement sera de plus en plus manifeste.

ÉTAT : UN PRODUIT D'IMPORTATION

L'État malgache, classé dans la catégorie d'États «*fragiles*» en juillet 2013 par la Banque mondiale et en mai 2014 par la Banque africaine de développement (Bad), se voit concurrencer dans son monopole de la violence légitime sur certains pans du territoire. Cependant, la faillite ou la fragilité de l'État ne conduit pas à son

effondrement, nous sommes plutôt face à un État résilient reposant sur la puissance de réseaux politiques informels chevauchant une «*faible*» bureaucratie⁶. Dans cette perspective, s'entremêlent deux structures étatiques, une officielle et une officieuse qui influent sur la transformation ainsi que le fonctionnement de l'État malgache.

L'État en Afrique et en Asie serait un pur produit d'importation⁷. Il s'agit du modèle européen, wébérien ou westphalien, qui a été greffé au sein de ces sociétés. Or d'après Jean-François Bayart, la thèse de l'extra-

néité de l'État est erronée car des États ou des formations politiques existaient bien avant le fait colonial aussi bien en Afrique qu'en Asie. Ce fut le cas notamment en Chine, en Corée, au Japon, en Afghanistan, en Iran, en Éthiopie, en Égypte et à Madagascar⁸.

La diffusion de l'État moderne en Afrique s'est faite à travers la colonisation et le processus de décolonisation donnant naissance à l'État postcolonial qui est le prolongement de l'État colonial⁹. Les États d'Afrique et d'Asie, réputés artificiels, disposent en réalité d'une assise sociale propre et n'étant nullement dépourvus de « racines structurelles dans la société », pas plus qu'ils ne ressemblent à des « ballons suspendus en l'air¹⁰ ».

En effet, nous ne sommes pas face à un processus de « construction de l'État », en tant que création délibérée d'un appareil de contrôle politique, mais plutôt face à un processus de « formation de l'État » en tant que processus historique conflictuel, involontaire et largement inconscient, conduit dans le désordre des affrontements et des compromis par la masse des anonymes¹¹. La greffe de l'État importé ne se limite pas seulement à sa « construction » par une élite « d'importateurs » mais elle a bel et bien trait à sa « formation », étant entendu que celle-ci donne à une minorité d'autochtones l'opportunité historique de capter à leur avantage les nouvelles institutions¹² et de participer à la vulgarisation du pouvoir de Bruce Berman et John Lonsdale.

ÉTAT COLONIAL, ÉTAT INTÉGRAL ET ÉTAT PRÉBENDIER

En tant que prolongement de l'État colonial, l'État postcolonial ou néocolonial dispose donc des mêmes caractéristiques autoritaires et bureaucratiques au sein duquel la transparence n'est pas de mise¹³. Ce nouvel État résulte de la combinaison de trois formes d'États selon Crawford Young : l'État « colonial », avec sa relation de commandement à la société à caractère quasi militaire auxquels, son interventionnisme marqué en matière économique, sociale et éducative entre autres ; l'État « intégral » avec sa vision totalisante ainsi qu'une forme de contrôle direct et global sur la société à travers les appareils politiques et administratifs évacuant

ou subordonnant toutes les formes de pouvoirs intermédiaires (chefferie coutumière, entreprises privées, Église...) ; l'État « prébendier » ou « néopatrimonial-clientéliste », un système où gouvernants font des détenteurs de charges (ministres, fonctionnaires, chefs militaires...), leurs clients et en échange d'une soumission personnelle ces derniers sont autorisés à profiter de cette charge et à en faire une source de prébendes, de revenus personnels.

“ Nous sommes en présence d'un État hybride oscillant entre fiction et réalité. ”

Nous sommes ainsi en présence d'un État hybride oscillant entre fiction et réalité. En tant que fiction, bien que l'État dispose par exemple du monopole de la force publique légitime sa capacité de mise en œuvre de politiques publiques s'avère très faible. Il se trouve par ailleurs concurrencé dans son monopole de la force publique par une violence illégitime perpétrée par des entrepreneurs de l'insécurité tels que les dahalo au sein du monde rural et qui se répand à l'heure actuelle au « croissant de l'insécurité » recouvrant 15 des 22 régions de Madagascar¹⁵. Cette violence se confond parfois avec la violence publique légitime.

La réalité de l'État se manifeste par contre comme site et enjeu de la lutte pour le pouvoir politique et économique afin de s'approprier le « gâteau national » au sein du régime de manducation politique. Il existe aussi par l'impact considérable qu'il exerce sur l'ensemble des sociétés. Même dans les cas limites où l'État ne parvient à contrôler ni son territoire ni sa population, il conserve une réalité symbolique, il existe dans la tête des gens et pas seulement dans celle des élites.

PATRIMONIALISME ET PATRONAGE

Les post-colonies instaurèrent toutes, peu ou prou, des ordres à vocation totalitaire, dotés de partis uniques, d'États « forts » aux projets démiurgiques et généreux en matière de services publics, de politiques économiques centralisées et de programmes ambitieux de développement, le plus souvent lourdement assistés. Dans cet ensemble, l'État postcolonial malgache met en œuvre une grande falsification des situations politiques et économiques passant par une surenchère politique se manifestant par des investissements à outrance et éléphants blancs sous couvert d'élan patriotique et de politiques symboliques.

S'y affirmèrent des logiques propres d'instrumentalisation de la dépendance et de la pauvreté, des logiques de cooptation des élites fondées sur le patrimonialisme et le patronage combinées à la mise en place d'un pouvoir d'État déchargé de responsabilité politique réelle, pourvu d'une base sociale restreinte. Au regard des spécificités de l'État postcolonial, il ressort que celui-ci est fort éloigné du modèle unique ainsi que de l'État du colonisateur. Si bien qu'il est avancé que la greffe de l'État a mal pris¹⁴. P

REFERENCES

1. Badie & Birnbaum, 1982,
2. Fournet-Guérin 2009,
3. Bayard 2006,
4. Berman & Lonsdale, 1992 ; Ramasy, 2010,
5. Young, 1994,
6. Ramasy & Vallée, 2013,
7. Badie B. et Birnbaum P., 1982, op. cit., pp. 178 et 181, 7Raison-Jourde F., 1986, « Un État pré-colonial affronté à la modernisation occidentale : le royaume merina au XIXe siècle » in Coquery-Vitrovitch C. et Forest A., Décolonisation et nouvelles dépendances, Presses Universitaires de Lille, pp. 123-158. Voir aussi Bois D., 2002, « Empire merina, royaume malgache », in Raison-Jourde F. et Randrianja S. (dir), La Nation malgache au défi de l'ethnicité, Paris, Karthala, pp. 95-106,
8. Amin S., 1973, Neo-Colonialism in West Africa, Harmondsworth: Penguin Books, p. 274,
9. Hyden G., 1983, No Shortcuts to Progress. African Development Management in Perspective, Londres, Heinemann, p. 19,
10. Berman B. et Lonsdale J., 1992, Unhappy Valley: conflict in Kenya and Africa, London, J. Currey, Nairobi, Heinemann Kenya, Athens, Ohio University Press, 2 vol., 504 p,
11. Bayart J-F., 1996, « L'historicité de l'État importé », Les Cahiers du CERI, n° 15, p. 4,
12. Mafeje A., 2002, op. cit., p. 7,
13. Ramasy, 2018,
14. Badie B., 1992, L'État importé. L'occidentalisation de l'ordre politique, Paris, Fayard, 334 p.



Gouvernance

Élites, familles politiques et pouvoir à Madagascar depuis le XIX^e siècle

Au cours de son histoire, Madagascar a connu diverses formes d'organisation politique. Pendant la période dite « protohistoire » (des origines au XV^e siècle), une forme d'organisation socio-politique basée sur la parenté à travers le fihavanana existe.

Dans cette organisation qui met en valeur le clan, les individus existent et exercent une fonction bien définie sous l'encadrement des vieux et des aînés (les zokiolona et les raiamandreny).

PAR JEANNOT RASOLOARISON

À partir du XV^e-XVI^e siècle, l'introduction d'une nouvelle forme d'organisation socio-politique par des groupes d'arabisés et de malais et basée sur des rapports de force met fin à l'organisation clanique gérontocratique. Au cours du «*temps des ancêtres*» (1500-1810)¹ différents groupes de populations entrent ainsi dans l'ère du Fanjakana où un puissant individu doté d'un pouvoir fort et surnaturel (le mpanjaka) domine l'ensemble de la société. Le *Fanjakana*, qui désigne à la fois un pouvoir et un territoire, est marqué dans son existence par le contrôle du pouvoir par le *mpanjaka* aidé de ses conseillers ou encore des notables lignagers. À partir de cette période des royaumes malgaches commencent la personnalisation du pouvoir autour d'un personnage central. Pour l'exercice du pouvoir, ce dernier s'entoure des membres de sa famille ou de ses proches. Cette situation entretient la culture «*courtisane*», qui est surtout d'actualité en Imerina au XIX^e siècle, chez ceux qui veulent toujours graviter autour du cercle du pouvoir pour divers motifs, comme l'appât de gains et la soif de pouvoir.

LA CONFISCATION DU POUVOIR PAR L'OLIGARCHIE MERINA AU XIX^e SIÈCLE

Au cours du «*XIX^e siècle malgache*» (1810-1896), l'entreprise d'unification de Madagascar menée par les souverains merina a permis l'émergence d'un *Fanjakana malagasy* reconnu par les puissances occidentales (Grande-Bretagne, France, Allemagne, États-Unis...). L'existence de ce *Fanjakana* est notamment marquée par le contrôle du pouvoir par une oligarchie ploutocratique avec à sa tête le Premier ministre Rainiharo puis son fils Rainilaiarivony. Durant cette période, les relations au pouvoir sont déjà caractérisées par l'omniprésence d'un réseau de clientélisme où les lettrés et les fortunés occupent une place de choix. À partir du règne de Ranavalona I^{ère} (1828-1861), deux grands groupes *hova*, les *Tsimiamboholahy* et les *Tsimahafotsy*, considérés comme des «*faiseurs de rois*», s'imposent au détriment des *andriana*. Leurs membres forment une oligarchie qui a la haute main sur le pouvoir central et sur l'armée². Au temps du Premier ministre Rainilaiarivony, cette oligarchie est essentiellement formée de *manamboninahitra*, les officiers de l'armée,

qui ne sont que des exécutants aux ordres de Rainilaiarivony, quelles que soient leurs fonctions³.

ÉLITES ET POUVOIR PENDANT LA COLONISATION FRANÇAISE

À la fin du XIX^e siècle, l'avènement de la colonisation française et le changement de dirigeants n'ont pas modifié en profondeur la nature de la structure étatique. Au *Fanjakana malagasy* se substitue seulement le *Fanjakana frantsay*. Ce dernier était incarné par l'État colonial, mis en place par la France à Madagascar après l'adoption de la loi d'annexion du 6 août 1896. Dans cet État colonial, les dignitaires *merina* du XIX^e siècle ou leurs descendants s'efforçaient toujours d'avoir une place au sein du pouvoir, en devenant notamment des collaborateurs ou auxiliaires des Français. C'était, par exemple, le cas de Rasanjy, ancien proche collaborateur de Rainilaiarivony, devenu gouverneur de l'Imerina au début de la colonisation.

“ Après la Seconde Guerre mondiale, en plus des Merina, des élites des régions en dehors de l'Imerina intègrent aussi le cercle du pouvoir colonial

Après la Seconde guerre mondiale, en plus des *Merina*, des élites des régions en dehors de l'*Imerina* intègrent aussi le cercle du pouvoir colonial. Les Malgaches, du moins les lettrés et les notables, sont associés dans le cadre de la décolonisation (de 1946 à 1960) à l'exercice du pouvoir. Pour favoriser l'augmentation en nombre des

cadres malgaches au niveau de l'administration, les autorités coloniales françaises ont mis en place un système de recrutement basé sur des critères politiques. Des agents malgaches de l'administration coloniale ou des notables qui se distinguent par leur loyauté envers la France sont ainsi recrutés à titre politique pour exercer la fonction de gouverneur ou de chef de canton. Un certain nombre de fonctionnaires malgaches, non-*Merina*, bénéficie aussi de cette mesure car l'objectif des autorités coloniales est de pallier l'insuffisance en nombre des fonctionnaires non *merina*. Ces fonctionnaires nommés à titre politique et leurs enfants vont constituer des «*familles politiques*» après 1960. La prise de responsabilité des Malgaches est effective à partir de 1956 avec la mise en œuvre de la politique de malgachisation des cadres. Avec l'application de la Loi-cadre du 23 juin 1956, la majorité des places disponibles au sein des cadres de l'État (66%) est réservé aux fonctionnaires autochtones⁴. À partir de 1956, à Madagascar, on assiste également à une «*politisation des identités*»⁵ pour l'exercice du pouvoir.

L'OMNIPRÉSENCE DES ÉLITES ET FAMILLES POLITIQUES AU SEIN DU POUVOIR APRÈS 1958

En 1958, après 62 ans de colonisation française, intervient la mise en place de la République. Cela constitue l'aboutissement du processus de décolonisation entamé par la France pour ses colonies en Afrique noire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La République que certains appellent *Fanjakana repoblikana* succède ainsi à l'État colonial. Après l'adoption de la Constitution de la République malgache par l'Assemblée nationale constituante et législative le 28 avril 1959, Philibert Tsiranana, leader du Parti social-démocrate (PSD), et jusque-là président du Conseil de gouvernement, est élu président de la République par le Parlement le 1er mai 1959, avec 113 voix sur 114, pour un mandat de sept ans. Le gouvernement constitué le 14 mai 1959 illustre la place prépondérante du PSD dans le pays.

Parmi ses six membres figurent des personnalités acquises à la cause du parti, comme Alfred Ramangasoavina, un ancien adversaire du parti, qui a la charge du ministère ...

... du Plan, et Albert Sylla, ancien cadre de l'Union des démocrates sociaux de Madagascar (UDSM), qui occupe la fonction de Vice-président du gouvernement chargé de l'Agriculture. En juin et juillet 1959, le PSD parvient à contrôler toutes les institutions de la République avec la domination de ses éléments dans les bureaux de

“ **Les descendants des détenteurs du pouvoir dans le royaume de Madagascar et les enfants des élites politiques malgaches de l'après-Seconde Guerre mondiale exercent ensemble le pouvoir.** ”

l'Assemblée nationale et du Sénat et dans les Conseils généraux de province, issus de la transformation des Assemblées provinciales. Pour l'Assemblée nationale, la présidence est assurée par Jules Ravony, un ancien dirigeant de l'UDSM qui est passé au PSD, tandis que pour le Sénat, elle est assurée par Gabriel Rajaonson, un ancien membre du parti d'opposition *Antokon'ny Kongresin'ny Fahaleovantenan'i Madagasikara* (AKFM, le parti du Congrès de l'indépendance de Madagascar) qui est passé au PSD. Lorsqu'il était au pouvoir, le PSD avait mis en place «une aristocratie à majorité côtière»⁶. Ceux qui occupent des postes de haute responsabilité dans le pays (ministres, directeurs, ...) sont majoritairement recrutés parmi l'élite «côtière»

et issus, pour la plupart, des rangs de l'ancien Parti des déshérités de Madagascar (PADESM). Des personnalités comme Philibert Tsiranana, André Resampa, Albert Sylla et Norbert Zafimahova exercent ainsi le pouvoir ensemble.

Le contrôle du pouvoir par les «côtiers» continue pendant la deuxième République. Le poste du président de la République est occupé par Didier Ratsiraka, issu du groupe des *Betsimisaraka*⁷, et dans les autres institutions de l'État (Conseil suprême de la révolution, gouvernement, Assemblée nationale populaire), les personnalités d'origine «côtière», composées de civils et de militaires, figurent également en nombre. Par la suite, les *Merina* ont contrôlé le sommet du pouvoir à partir de la fin de la troisième République. Néanmoins, que cela soit pendant la deuxième ou la troisième République, l'exercice du pouvoir reste toujours une affaire des «familles politiques». Les descendants des détenteurs du pouvoir dans le royaume de Madagascar au XIXe siècle et les enfants des élites politiques malgaches de l'après-Seconde Guerre mondiale de tous bords exercent ensemble le pouvoir. Constitués d'hommes politiques et de techniciens, ils forment la classe politique qui dirige Madagascar depuis 1958⁸. Depuis l'indépendance, les «familles politiques», comme les Tsiranana, les Ratsiraka, les Sylla, les Zafimahova, et bien d'autres, incarnant les élites politiques de l'île, font un «verrouillage par le haut»⁹ du système politique, empêchant ainsi l'entrée ou l'intégration de nouveaux acteurs. Quelle que soit la République, on assiste toujours à une personnalisation du pouvoir par le président de la République. Ce dernier doit son accès à son poste grâce à l'aide ou à l'action des familles politiques, soucieuses de préserver leurs intérêts. Cet état de fait entretient toujours l'omniprésence d'un État clientéliste à Madagascar. P

RÉFÉRENCES

1. Hubert Deschamps, Histoire de Madagascar, Paris, Editions Berger-Levrault, 1972.
2. Guy Jacob, «L'armée et le pouvoir dans le Royaume de Madagascar au temps du Premier ministre Rainilaiarivony (1864-1895)», *Omalysy Anio*, 33-36, 1991-1992, p. 381-402.
3. Manassé Esoavelomandroso, La province maritime orientale du «Royaume de Madagascar» à la fin du XIXe siècle (1882-1895), Antananarivo, Imprimerie FTM, 1979, 432p.
4. Emile Joseph Ramarosaona et Zaïveline Razafindrakotohasina Ramarosaona, Quatre années de «Joi cadre». L'aube de la souveraineté internationale 1956-1960, Antananarivo, Edition Tsipika, 2010, 85p.

5. Didier Galibert, Les gens du pouvoir à Madagascar. Etat postcolonial, légitimités et territoire (1956-2002), Paris, Editions Karthala, 2009, 575p

6. Didier Galibert, op. cit, 2009.

7. Cécile Lavrard-Meyer, Didier Ratsiraka. Transition démocratique et pauvreté à Madagascar, Paris, Editions Karthala, 2015, 613p.

8. Manassé Esoavelomandroso, «Classe politique et sous-développement à Madagascar (1958-1993). Les mirages de la démocratie consensuelle», in Manassé Esoavelomandroso et Gaëtan Feltz, dir., Démocratie et développement : mirage ou espoir raisonnable ?, Paris, Editions Karthala, 1995, p. 341-352. Manassé Esoavelomandroso, «Classe politique et sous-développement à Madagascar (1958-1993). Les mirages de la démocratie consensuelle», in Manassé Esoavelomandroso et Gaëtan Feltz, dir., Démocratie et développement : mirage ou espoir raisonnable ?, Paris, Editions Karthala, 1995, p. 341-352.

9. Juvence Ramasy, «Partis politiques postcoloniaux et implémentation de la démocratie à Madagascar», *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines*, 15, FLSH, Université d'Antananarivo, p. 65-84.

BIO



Jeannot Rasoloarison est professeur à la mention Histoire Faculté des Lettres et sciences humaines, au sein de l'Université d'Antananarivo. Historien, il est membre associé de l'*Akademia Malagasy*.

Hemerson Andrianetrazafy
Historien de l'art et artiste plasticien

« La "déresponsabilité" du citoyen a été le véritable maelström qui nous a broyés »

Ils sont nombreux à être nés à la même année où Madagascar a retrouvé son indépendance. Nous sommes allés à la rencontre de l'un des plus illustres d'entre eux. Hemerson Andrianetrazafy est un artiste aux multiples visages.

PAR RAOTO ANDRIAMANAMBE

Hemerson Andrianetrazafy est né le 2 avril 1960. Le jour où les accords franco-malgaches ont été signés à l'Hôtel Matignon entre le Premier ministre français Michel Debré et le président Philibert Tsiranana. L'artiste qui ne peut être enfermé dans une case a quasiment grandi avec la république malgache.

Il garde en lui cette colère latente qu'il mue en œuvres artistiques. Pour lui, l'avenir de la Grande île s'inscrit dans un avenir en commun. Un face à face passionnant avec ce grand témoin de l'histoire.

Grandir avec la République. Quel est le sentiment qui vous parcourt ?

C'est excessivement compliqué. Tout simplement parce que, atteignant l'âge de 60 ans et ayant vécu 60 années de soi-disant indépendance sans pouvoir se finaliser, ni se réaliser tout à fait ; j'ai vécu 60 années de frustrations, 60 années de combat incessant pour mettre en place non seulement l'idéal de l'homme que je voudrais devenir, mais aussi pour me projeter dans une société vis à vis de laquelle j'ai du mal à vivre. Le système est lourd et l'héritage est pesant. Je

me considère comme étant le résultat de ces 60 années de la République. Je ressens à travers chaque fibre de mon corps, à travers les expériences que j'ai traversées, la lourdeur de notre mode de fonctionnement. Nous n'arrivons pas à nous réaliser en tant que nation et nous ne parvenons pas à nous réaliser en tant que compatriotes. Du point de vue institutionnel – au vu de l'histoire et des crises incessantes – nous n'avons pas d'horizon bien défini vers où aller. J'ai l'impression de flotter!

...



“ *Quel type
de nation
voudrions-
nous devenir
et comment
pourrions-nous
y parvenir?* ”

*** Vous partagez un constat très amer. Est-ce que tout a été aussi noir ? À un certain moment, nous avons eu des périodes d'éclaircies emplies de promesses. Je pense notamment à la première République.

Effectivement, il y a eu des périodes fastes, notamment en 1972. Je me remémore l'enthousiasme des manifestants qui demandaient un changement radical de repères et de modes de fonctionnement. C'était aussi le cas pour les autres moments de forte émotivité dans la rue. Je pense à la fin des années 80, au début des années 90, à 2002 et 2009, etc. À chaque fois que les citoyens descendaient dans la rue, pleins de frustration, pleins de colère, ils espéraient un changement radical. On se réfère à chaque fois à ces adages : "izay be no basy", "nymita-be tsylanin'ny mamba". On croit que l'on va changer quelque chose. Mais finalement, on se retrouve toujours dans ce panier infect de la démagogie à outrance et cela ne nous amène pas loin parce que l'on bute continuellement sur le même problème, avec ce problème qu'est la difficulté de se formuler un avenir viable. On ne peut pas toujours formuler une société ou un devenir social à partir de frustrations.

Il faut se projeter dans les rêves, dans la créativité. Il est important d'avoir une prise de conscience extrêmement claire de la réalité : notre rapport à l'espace, notre rapport au temps, notre rapport à notre mode de fonctionnement. Il faut prendre en ligne de compte la dimension culturelle. Lorsque je parle de la culture, c'est tout ce que génère l'homme en tant qu'individu et en tant qu'homme social. Nous avons malheureusement cette incapacité à nous y projeter, tant et si bien que notre imaginaire et notre imagination s'alimentent tout simplement de ce qui se produit ailleurs en termes de concepts, par exemple. C'était déjà le cas dans le paradis socialiste prôné par "sa majesté" Ratsiraka I^{er}, c'est le cas actuellement avec l'IEM, où l'on

essaie de voir un Madagascar radieux avec des infrastructures qui seront les pastiches de ce qui se fait en Occident ou en Extrême-Orient.

Finalement, même au niveau de notre mode de fonctionnement, il est un peu bizarre qu'au bout de 60 ans nos législations soient toujours formulées en français. Lorsqu'il s'agit de langage juridique, un peu suranné, archaïque, il est difficile pour un non spécialiste, justement, de pénétrer là-dedans. Comment peut-on appliquer ces mesures extraverties à une réalité qui est la nôtre ? Ce qui fait que nous sommes en face d'une société perpétuellement schizophrène : la réalité et ce qu'on prône sont différents.

“ Comment peut-on appliquer des mesures extraverties à une réalité qui est la nôtre ? ”

À quand remontent vos premiers souvenirs « conscients » ?

Mes premiers souvenirs remontent au 25 décembre 1963. J'étais dans mon village maternel. Il pleuvait beaucoup. Mon père voulait qu'on le rejoigne à Manjakandriana. Il m'a obligé avec ma sœur à quitter le village sous une pluie battante avec l'eau ruisselante jusqu'aux mollets marqués par les blessures dues aux hautes herbes de l'Itasy. On a dû traverser tout un vallon pour rejoindre Soavinandriana. C'était là que j'ai pris conscience pour la première fois de mon existence.

Puis vinrent les années 1972, que certains appellent la seconde indépendance. Était-ce réellement le cas ?

Au niveau de la perception collective, on considère que c'était une des étapes essentielles de l'émancipation de la Grande île vis à vis de la pesanteur coloniale de la France. D'un côté, cela peut se tenir parce que les revendications à l'époque étaient que l'on sorte de cette logique néo coloniale. C'était à la fois une démarche politique et culturelle. L'indépendance politico-institutionnelle prônée en 1958 ou en 1960 ne changera pas grand-chose au rapport qui s'était entretenu entre le groupe de ce qu'on n'appellait plus les indigènes, les citoyens malgaches, et les Français qui étaient encore privilégiés. Le problème avec 1972 est que, sur le plan des médias, on a annoncé haut et fort la sortie de la zone franc, la remise en cause de l'accord de coopération par Didier Ratsiraka, alors ministre des affaires étrangères ; mais au niveau local, l'économie était encore entre les mains des grandes compagnies coloniales, comme la Compagnie lyonnaise, la Compagnie marseillaise... tout le système était encore entre les mains des Français.

Le glissement vers un régime socialisant les ayant fortement inquiétés, ces derniers ont trouvé d'autres parades. La plupart sont rentrés en Métropole, mais ils ont choisi de transférer leurs affaires entre les mains de la communauté indo-pakistanaise qui jouait auparavant le rôle d'intermédiaire sur le terrain. Durant cette conversion, nous les Malgaches, n'avons pas pris conscience qu'il fallait non seulement remettre en cause ce qui a été, mais qu'il fallait aussi formuler ce qui aurait pu être. À chaque fois qu'il y a de forts mouvements de contestation, nous avons buté contre ce mur : la différence entre un avenir viable et celui enviable. Cela a laissé le champ libre à la démagogie à outrance. La situation a permis à n'importe qui ***

*** – pour peu qu'il ait une grande gueule – de se positionner par rapport à la prise de pouvoir qui était devenu le but ultime de toute démarche politique.

Il y aura surtout un après 13 mai 1972 du point de vue collectif. Le vahoaka a pris le pouvoir et le populisme s'y est immiscé. À rebours, le mouvement n'est-il pas regrettable au vu de la situation actuelle ?

Au fil de ces années qui se sont succédées, la notion même de sociabilité s'est effritée. Il n'y a plus de perspectives pour le commun. Tout un chacun est replié sur lui-même. Chacun ne jugeait les événements qu'à l'once de ce qu'il ressentait. En termes de système, il faut dire que la seconde République n'avait pas favorisé l'émergence d'un espace public où l'on puisse se concerter. Il n'y a plus eu d'espace de dialogue et la vie politique a été carrément jugulée. On se souvient de la mise en place du *mandatehezana*. On ne pouvait faire de la politique que dans l'optique du parti, dans l'optique du Président: "tout pour la révolution!" Il n'y avait aucune alternative.

C'était là également qu'on s'était efforcé de mettre en place cette logique de la pensée unique qui va faire son chemin jusqu'au point où il y a des gens qui considèrent que, finalement, ce qu'ils croient, ce en quoi ils croient, constitue une panacée. Il a été impossible de faire émerger un semblant d'intelligence collective. Durant la deuxième République, il n'y avait plus d'espace de conservation à part le monde religieux. C'est à l'issue de la messe de dimanche que les concitoyens parlaient enfin. Ce qui explique l'émergence du *Fiombonan'ny Fiangonana Kristiana eto Madagasikara (FFKM)*. C'est sous son impulsion qu'est née cette conscience collective d'un malaise social profond qui a provoqué les événements de 89, 91 et 92 et qui ont vu la chute de la deuxième République.

La deuxième République est-elle la source de tous nos maux actuels ?

Il y avait tout d'abord ce mirage du "paradis socialiste" qui ne cadrait pas avec la pratique politique de l'époque. Le pouvoir était hyper centralisé. Le Président Didier Ratsiraka était le seul détenteur des décisions. Le Premier ministre n'était là que pour les apparitions télévisées. Les ministres en charge des différents portefeuilles étaient tout au plus des courtisans destinés à satisfaire le désir du grand

“ **Les ministres en charge des différents secteurs étaient tout au plus des courtisans destinés à satisfaire le désir du grand chef.** ”

chef. La nationalisation des entreprises a marqué cette période. Même les avoirs des entreprises privées avaient été nationalisés, comme dans le secteur du transport. J'ai un ami d'Antsirabe qui avait été vraiment à deux doigts du suicide lorsqu'on a réquisitionné son parc automobile. Tout un ensemble de faits a généré un malaise social profond, qui a été entretenu et qui ne pouvait être masqué par les discours en vogue. La communication était entre les mains de ce système. Il n'y avait pas de communication en dehors.

Comment le jeune que vous étiez avait vécu ces années de difficulté économique et de privation ?

Je les ai mal vécues. Elles m'ont incité à me défaire de tout un système, à devenir rebelle, à ne dépendre de personne. Les problèmes ont commencé au sortir du service national hors forces armées. J'avais été envoyé pendant deux ans à Mandritsara, en tant qu'enseignant au lycée Victor Miadana. Au retour, j'ai fondé un foyer. Cela ne m'avait pas incité à intervenir au niveau du "commun". J'étais devenu l'exemple parfait de cet égoïste qui évolue au sein de son monde. Mais ça ne m'empêchait pas de porter un regard sur la situation. Plus je faisais mes réflexions, plus je me disais : "non, je ne peux pas adhérer à ce système". À l'arrivée, j'étais devenu un excentrique éjecté du système.

Comment l'excentrique que vous étiez a-t-il observé le délitement de l'économie de Madagascar ? Vos premiers souvenirs conscients remontaient à 1963, l'économie ne se portait pas si mal à cette époque, alors qu'au creux de la vague ratsirakienne, la Grande île était tombée dans un gouffre...

J'ai fondé une famille, au moment où je n'avais rien. Je faisais vivre ma famille avec 12 500 FMG qui étaient le montant de ma bourse au quota de deux-tiers à l'université. En ce temps-là, il était possible de survivre pendant un mois avec 12 500 FMG. Je ne dirais pas que c'était facile. C'était dur. Surtout lorsque tout était rationné. Les pères de famille se levaient à 3 ou à 4 heures du matin pour aller aux *tsempokontany* afin d'avoir quelques poignées de riz ou une pincée de sel... Ce qui me désole, c'est que jusqu'à maintenant toutes les institutions et les dirigeants qui ont essayé de gérer la société malgache aient gardé cette même logique issue de la *politikan'ny kibo* de Philibert Tsiranana: cette tendance à considérer que le Malgache est un "tube digestif ambulante".

Politikan'ny kibo, tsaky pôpy, vary mora maintenant. C'est une constante et on évacue l'option selon laquelle la première et la dernière richesse d'une société devrait être sa population. Mais lorsqu'on parle d'économie, en fait ce sont des potentialités qu'on jette dans la rue.

Pour peu qu'on leur offre les moyens intellectuels et culturels, ces citoyens pourront participer à la mesure de leur vouloir ou de leur devenir. Il n'y a pas de réussite économique sans la participation et l'inclusion du citoyen de base. La "déresponsabilité" du citoyen a été sans doute le véritable maelström qui nous a broyés au bout de ces 60 ans. Lorsque l'on parle de *vahoaka*, c'est d'une entité qui n'est même pas un concept. Les citoyens qui se définissent comme "importants" ne s'assimilent pas comme *vahoaka*. Il suffit d'analyser les discours de ces personnalités qui se croient importantes.

Comment analysez-vous ces crises politiques cycliques ?

Les descentes dans la rue sont un moment de folie. Les aspirations sont exacerbées. Nous arrivons toujours au même "process": mouvement populaire, espoir, liesse, projection de tous les fantasmes en devenir. Puis surviennent des groupes qui canalisent et bouclent le système, que cela soit le Hery Velona, le TIM ou l'IRD.

Un espace nouveau a été ouvert quand le président Zafy Albert était au pouvoir. Ainsi, les citoyens ont pu se rassembler dans les partis politiques. A-t-on utilisé à bon escient cette liberté nouvellement recouvrée ?

Je ne pense pas. Je me souviens d'une certaine période sous le fameux slogan *Tsy maintsy mipoka ny sarom-bilany* emprunté à Rado. Mais personne ne s'était posé la question: qui allait manger? Nous avons changé de régime sans changer de système.

Durant les périodes Zafy Albert, il ne s'agissait plus d'un système unique entre les mains d'un Grand Timonier, mais d'un partage des bénéfices entre les nouveaux privilégiés. La première démarche des députés avait été de quémander des privilèges: 4x4, indemnités, etc. Il n'y eut de la part de nos médias que deux jours de dénonciation. Puis ils se sont tus. C'est

“ Les descentes dans la rue sont un moment de folie.

devenu une situation normale qui se perpétue jusqu'à maintenant. Lorsque nous réfléchissons sur le destin commun, sur les actions qui affectent la communauté, il en ressort que nous manquons de culture politique au sens noble du terme. Durant les périodes Zafy Albert, il s'agissait de faire de la politique pour s'enrichir. C'est ce qu'on essaie de perpétuer jusqu'à maintenant.

En 1996, Didier Ratsiraka est encore «ramené» au pouvoir. Est-ce que cela témoigne du fait que le Malgache pardonne facilement ou que le Malgache ait la mémoire courte?

Notre détachement par rapport au temps et à notre passé nous caractérise. Nous n'avons pas de point d'ancrage. L'histoire, qu'elle soit récente, ancienne, longue ou courte n'affecte ni le présent, ni la conscience collective des Malgaches. Nous avons tendance à oublier facilement notre passé, nous n'avons pas de lien par rapport à notre présent et nous avons du mal à nous positionner par rapport au futur. La société malgache navigue à vue, sans véritable projets structurants. Par exemple, les projets proposés actuellement se résument

en la mise en place d'infrastructures, plus ou moins rutilantes qui ne reflètent guère un développement soutenable. Personnellement, à l'issue de ces 60 années, je crois que nous ne pourrions avoir un avenir viable sans un retour à ce que nous sommes, aux sens fondamentaux du terme. Si nous ne prenons pas la peine de construire ensemble, nous manquerons de projection dans l'avenir et nous nous résignons sur le succès ponctuel. Alors qu'il faudrait nous lier à notre réalité spatiale tout en sachant quel type de société nous voudrions bâtir. Quel type de relation humaine voulons-nous prôner pour vivre ensemble?

Quel type de nation voudrions-nous devenir et comment pourrions-nous y parvenir? Certains ont toujours tendance à croire que les meilleures solutions viennent d'ailleurs. Il faudrait tout simplement encourager les discussions, mais également la créativité qui est malheureusement négligée à Madagascar. Il nous incombe de formuler notre idéal social tout en rétablissant l'harmonie de l'individu avec son terroir. Qu'on vive bien et qu'on se sente utile surtout là où nous sommes.

En 2002, Marc Ravalomanana était présenté comme un modèle de succès. Il présentait un profil atypique car il était issu du paysannat. Mais, la population malgache l'a aussi éjecté en 2009, comment pourrait-on expliquer cette situation paradoxale ?

Marc Ravalomanana s'était présenté comme étant la contre-figure du *Deba*. D'ailleurs, cette appellation (de *Deba*) n'est pas gratuite. Elle est inspirée du langage filmique des années 70, désignant le chef de bande ou le méchant par excellence, celui qui est au cœur de l'histoire. Lorsque Marc Ravalomanana a été poussé de la mairie à la présidence, constituait-il l'autre facette ou juste le contrepoids du *Deba*? Une fois arrivé au pouvoir, était-...

... il réellement porteur de l'aspiration des Malgaches ? Il faut se rappeler que c'est un homme d'affaires. Il est bien normal qu'il ait dirigé Madagascar comme s'il s'agissait de son propre business. Ce qui n'a pas permis la résolution des problèmes de fonds auxquels le pays faisait face. D'où cette déconvenue dont l'issue a été son éviction.

2009 peut-il s'apparenter à 1972 du fait que le mouvement ait été porté par la jeunesse ?

Entre les années 90 et les années 2000, la situation a changé. Les mouvements sont toujours comparables avec la masse populaire, les protestations et les contestations ou encore la violence, mais la différence essentielle est que le mouvement de 72 avait pour issue une aspiration à la fois politique et culturelle. Il s'était basé sur un contexte de refus du néo colonialisme. 2009 est davantage la résultante de soubresauts internes et d'un dysfonctionnement de notre système. Ils se répèteront tant que le problème de fond n'est pas résolu.

...l'élection démocratique de Hery Rajaonarimampianina est quand même un motif d'espoir sur le fait que Madagascar en ait fini avec ses soubresauts réguliers ?

Nous espérons mettre en place une République. Le mal-être demeure au sein de la société ; l'avènement de Hery Rajaonarimampianina n'a pas changé les avanies du système, ni encore la vie ou la perception de la population. Un constat : à Madagascar, aucun régime n'a été capable de désenclaver l'ensemble de l'île. En 2020, l'accessibilité de certaines régions s'apparente à une situation du XVII^e ou du XVIII^e siècle. Les communautés sont tellement isolées. Ce qui ne permet guère d'espérer la moindre sécurité. En tous cas, le développement des activités hors de la ville pourrait tisser un autre rapport à l'économie

nationale. Avec les possibilités technologiques actuelles, les moyens pour le peuple de se mettre en contact sont facilités pour développer l'innovation et l'entrepreneuriat dans toute l'île.

“ Nous espérons mettre en place une République mais le mal-être demeure au sein de la société. ”

Le président actuel nourrit de grandes ambitions et affiche un nationalisme très marqué. Sommes-nous dans la bonne voie ?

Ses discours ne diffèrent pas de ce qui a été déjà énoncé depuis longtemps. Qu'on se remémore les années de gloire d'un certain Didier Ratsiraka, qui a entrepris également des démarches pour les Îles Éparses en son temps. On ne peut pas espérer un avenir radieux sans des véritables politiques concertées et des politiques sectorielles globales.

Il faudra se projeter dans le moyen et le long terme, en termes de démarche politique, pour qu'il puisse y avoir de la cohérence dans les actions. Il faut capitaliser les expériences et prendre en ligne de compte tous les acquis du passé. Depuis la deuxième République, le concept de *fokonolona* a été bien souvent occulté, alors qu'on clame souvent un retour aux sources qui va provoquer une autre réalité institutionnelle, politique, sociale et culturelle.

Que diraient nos pères fondateurs s'ils voyaient Madagascar dans cet état ?

La situation est à en pleurer ! J'ai eu le privilège de côtoyer mes grands-parents. Parmi lesquels il y a eu des combattants de 1947 emprisonnés à Antanimora. Mais l'image qu'ils se faisaient de l'avenir de Madagascar ne ressemblait nullement à celle du présent. En effet, ils projetaient une vision d'une société harmonieuse ; une société où ils seraient libres de décider de ce qu'ils feraient, où ils seraient libres de disposer de ce qu'ils possèdent.

Aujourd'hui, le patriotisme est une ironie pour le Malgache, qui ne dispose même pas de l'espace de terre qu'il a sous ses pieds. L'avenir se formule en commun et nécessite la promotion d'un espace public dans lequel tout le monde puisse discuter, prendre conscience des véritables problèmes et formuler les solutions durables pour l'avenir. La question est donc : qu'est-ce qu'on peut faire maintenant avec nos moyens ? P

AVEC VAN-LEE BEHAJA ET KARINA ZARAZAFY

BIO

Hemerson Andrianetrazafy est un artiste-plasticien, historien de l'art et enseignant dans diverses universités de Madagascar. Il réside et travaille à Antananarivo et fait partie d'un regroupement d'artistes qui entendent redynamiser la société locale pour un meilleur devenir culturel.

Il est membre de la section I, Arts et Lettres, de l'*Akademia malagasy*. Il a, à son actif, de nombreuses expositions aussi bien à Madagascar qu'ailleurs. Il est l'auteur de nombreux ouvrages.

CONSTRUCTION

DE LA RÉPUBLIQUE

24 Interview. Rivo Rakotovoao, président du Sénat : « Notre indépendance économique a été reléguée au second plan »

29 Analyse. Crises cycliques. « Toute poussée de croissance se traduit par un soubresaut politique » par Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger

31 Analyse. Économie. Nos choix économiques ont-ils été pertinents ? par Lucka Cédric Ratsironkavana

33 Analyse. Maritimisation. Perspective géopolitique de la diplomatie par Christiane Rafidinarivo

36 Interview. Christophe Bouchard, Ambassadeur de France à Madagascar : « Les Îles Éparses ne doivent pas être un sujet de conflit, mais au contraire un sujet de coopération »



TSIRANANA, MIALA
2^e REPUBLIQUE

« Tsiranana, miala » : « Tsiranana, dégage ! »
Une simple grève estudiantine s'est muée en un mouvement de contestation qui réclamera le départ du chef de l'État. Le premier d'une longue série.

Rivo Rakotovao
président du Sénat

« Notre indépendance économique a été reléguée au second plan »

A la tête du Sénat, Rivo Rakotovao, un baron du HVM, le parti de l'ancien président de la République, Hery Rajaonarimampianina, mène la barque contre vents et marées. Il nous parle du cheminement économique, de l'indépendance politique, du passé et du futur de la Grande île.

PAR HILDA HASINJO

C'est l'une des rares voix discordantes dans la communication institutionnelle de l'administration. Il préside aujourd'hui la Chambre

haute, et en tant que tel, a été chef d'État par intérim. Rivo Rakotovao entretient une relation tendue mais

néanmoins cordiale avec la majorité. Le Sénat étant le dernier bastion de l'opposition.

...



**“ Quand le fossé
devient trop
grand, les
soulèvements
populaires
surviennent,
inévitablement.**

... Comme la plupart des pays africains, Madagascar célèbre le soixantième anniversaire de l'indépendance cette année. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Mon premier sentiment a été la joie. Il est important, en tant que Malgache et en tant qu'être humain d'être indépendant et de l'avoir vécu durant ces 60 ans. Mais après, on se pose des questions. Que sommes-nous devenus en 60 ans d'indépendance? Personnellement, je trouve que nous avons marqué un grand recul. Du moins nous n'avons pas avancé. Auparavant, Madagascar était une référence régionale en termes d'enseignement supérieur ou de médecine. Mais maintenant, où en sommes-nous? En termes économique, nous avons exporté nos produits. Maintenant, ce n'est plus tellement le cas.

Il est peut-être vrai que les relations internationales ont changé, mais la Grande île n'a pas suivi ce mouvement et les indicateurs tendent à nous prouver ce fait. Nous n'avons pas assez d'hôpitaux pour accueillir les malades, pas assez d'écoles pour nos élèves, pas assez d'universités pour préparer nos élites. Contrairement à beaucoup de pays qui étaient au même niveau que nous en 1960, nous n'avons pas fait assez de projection pour prévoir les évolutions auxquelles nous avons à faire face. Pourtant, le rôle de l'État est de planifier. Mais nous ne l'avons pas fait.

On aime présenter 1972 comme la deuxième indépendance. Partagez-vous ce point de vue ?

Une dizaine d'années après la vague de décolonisation, des prises de conscience se sont opérées au sein des élites des pays nouvellement décolonisés. Je dis que nous avons retrouvé notre indépendance en 1960, officiellement. Mais pendant une décennie, la France a été présente pour nous comme l'aurait été les parents après l'émancipation de leurs

enfants. 12 ans plus tard, nous avons décidé de voler de nos propres ailes. Mais nous étions-nous préparés? Les douze années que nous nous sommes donnés pour quitter définitivement la France, sa "protection" et son "influence" ont-ils suffi pour préparer notre émancipation? La réalité est qu'en termes d'idéologie, nous avons été bien préparés ; mais l'économie en a pâti car nos élites d'antan ne se sont pas préparées à ces défis économiques. L'indépendance économique a été reléguée au second plan. Pourtant, nous avons nos potentiels. Durant la colonisation, Madagascar était un fournisseur de matières premières. Même après le retour de l'indépendance, rien n'a vraiment changé dans ce sens. C'est pour cela que sur le plan international, il a été de notoriété publique de dire que l'Afrique noire était mal partie, à l'image de Madagascar.

« Personnellement, je trouve que nous avons marqué un grand recul.

Comment appréciez-vous la manière dont la « nouvelle indépendance » a été utilisée par l'amiral Didier Ratsiraka ?

Les Malgaches se sont réjouis du retrait de l'accord de coopération, en 1972. En effet, nous avons pensé que nous étions à même de gérer nos propres affaires. Nous avions des élites formées à l'étranger, nous avions une armée et nous avions les matériels. Nous nous sommes dit que nous étions capables de diriger notre propre développement. Était-ce une nouvelle indépendance? Je trouve juste que c'est le cours normal

de l'histoire. Car il y avait des étapes à suivre. La "nouvelle indépendance" était un langage politique. Elle n'avait aucun sens dans la pratique. À cause du manque de préparation à l'émancipation, Madagascar a tâtonné en matière d'idéologie. Nous n'avons plus rien construit pour faire face à toute l'évolution que cela demandait à un pays indépendant. Bien évidemment, cela a conduit à diverses crises et explosions sociales.

Notre indépendance a-t-elle été utilisée à bon escient ?

Il y a des personnes qui sont nostalgiques de la colonisation. Peut-être parce que durant cette période, il y avait un certain ordre et de l'harmonie dans la société. Je ne suis pas de ces gens-là. Mais je les comprends dans le sens où, finalement, la réalité ne reflète pas les promesses qui ont été formulées. Un écart considérable se creuse entre ce qui a été dit et ce qui se passe réellement. La plus grande partie de nos infrastructures est héritée de la colonisation. Pourtant leur reconstruction devrait être le rôle de l'État.

L'expérience de la démocratie est-elle concluante pour Madagascar ?

Aujourd'hui, certaines franges de la société prônent le retour à la monarchie. Je trouve que Madagascar essaie tant bien que mal de réussir l'expérience de la démocratie. En tant que républicain, je serai en faveur d'un État fort. Je ne serai jamais pour la monarchie. Cependant, il faut aussi se dire que nous n'avons pas encore mis en avant la vraie société que nous voulons. Bien sûr, nous voulons une société qui respecte les structures républicaines, qui consulte l'avis de ses citoyens ; nous voulons un État qui s'autorégule et non un État qui serait le seul détenteur de la vérité. C'est tout un exercice, surtout pour des dirigeants qui n'ont pas encore la

maturité politique. Le pouvoir, dit-on, rend aveugle. Il faut s'y exercer et s'y préparer.

Dans les pays en voie de développement, comme Madagascar, il n'y a pas de vraie préparation pour accéder au pouvoir. Quand il y a un affrontement politique, le premier réflexe de celui qui ne s'est pas préparé est de penser que le camp d'en face veut le déstabiliser ou le destituer. L'on ne cherche même pas à comprendre pourquoi un désaccord s'installe. Toujours dans ce sens, nous parlons toujours de la démocratie comme d'une valeur à laquelle nous tenons, pourtant, nous sommes adeptes de la nomination. Aux oubliettes la représentativité ! Les chefs *fokontany*, selon la Constitution, devraient être élus. Mais les dirigeants en font fi. C'est bien dommage car, dans la réalité, ils sont les premiers représentants de l'État dans la société. Pourtant, ils n'ont pas la légitimité des urnes.

Comment avons-nous géré les sociétés étatiques ?

Dans ma jeunesse, j'ai travaillé dans la gestion des sociétés d'État. Durant ce temps, je savais déjà que ces structures n'allaient pas survivre, du seul fait qu'il n'y avait pas de concurrence. L'interventionnisme à outrance de l'État n'était pas une bonne option. Il est impossible de penser que l'État à lui seul allait pouvoir acheter les produits de tous les paysans et de les revendre. Tel a été le cas pour le riz. C'était peut-être une situation par laquelle il fallait passer, en situation de crise, mais elle a été intenable à long terme. Même en constatant cette inefficacité, nous n'avons pas pensé à changer de direction. Nous avons été contraints par les partenaires techniques et financiers à sortir de la nationalisation par l'ajustement structurel de 1989. Une fois de plus, nous ne nous sommes pas préparés à cela.

Depuis 1960, nous sommes allés de crise en crise. Pensez-vous que c'est une fatalité ?

Bien sûr que non, ce n'est pas une fatalité. Le fait est juste que toute situation est le fruit de notre propre manière de gérer le pays. Les méfaits se ressentent jusqu'à l'étranger : les investisseurs se méfient de nous. Depuis toujours, nos dirigeants ne sont pas partisans de la continuité de l'État. Nous avons changé de Constitution quatre fois en 60 ans. Nous n'envoyons pas le bon signal à l'extérieur. Les partenaires ont peur de venir à

“ Quand le fossé devient trop grand, les soulèvements populaires surviennent. ”

Madagascar car nous n'arrivons pas à mettre en place une assise stable. C'est un cercle vicieux, qui continuera à nous embrigader. De l'autre côté, c'est aussi une brèche politique que les dirigeants creusent eux-mêmes en accroissant le fossé entre les promesses et la réalité. Quand ce fossé devient trop grand, les soulèvements populaires surviennent, inévitablement. Bien entendu, ces brèches sont utilisées par les adversaires politiques à leurs avantages. C'est aux dirigeants d'y remédier.

Quelle peut être la place d'un Sénat dans la République ? Est-il utile ou le président a-t-il raison de vouloir le supprimer ?

Madagascar a choisi d'avoir une structure bicamérale. Le rôle politique du Sénat est de maintenir un équilibre du pouvoir et d'assurer une

représentativité dans les discussions sur les affaires de l'État. Nous n'avons pas le pouvoir de destituer un président de la République. En d'autres termes, le Sénat ne représente pas une menace pour le chef de l'État. Le maintenir ou le supprimer est un choix politique. Le Président est libre de le faire ou pas. Néanmoins, il doit passer par le changement de la Constitution à travers un référendum. Dans un exercice démocratique, je trouve qu'avoir un système législatif à deux chambres n'est pas négatif.

Du point de vue politique, le Sénat n'a pas voulu mettre des bâtons dans les roues de l'administration, même si la majorité y est occupée par l'opposition ; Au contraire, l'institution lui a octroyé le pouvoir de légiférer par ordonnances en l'absence de l'Assemblée nationale. Combien de textes sont passés au Sénat ? Combien ont passé avec succès notre examen ? Le Sénat, tel que je le dirige actuellement, n'est pas une entrave au pouvoir. Nous devons être droits et impartiaux et examiner sans parti pris les textes qui nous sont soumis afin de répondre aux besoins et attentes de la population et de les orienter dans l'intérêt de la Nation.

Les communications de l'administration actuelle se focalisent sur le fait que Madagascar veuille devenir un « centre » en Afrique. Est-ce un choix passager ou l'illustration d'une mue de notre diplomatie, plus agressive ?

L'objectif est noble. Néanmoins, cela ne se décrète pas, cela s'acquiert. Nous avons besoin de travailler, et travailler dur pour y arriver. Il est vrai que nous avons besoin de rattraper le temps perdu, mais nous devons avoir une vision claire de ce que nous voulons devenir. Quand est-ce que nous allons être le “centre de l'Afrique” ? Comment allons-nous y arriver ? Dans quels domaines ? Ce sont autant de questions auxquelles nous devons répondre. Il n'y a pas de magie dans la diplomatie et les relations internationales. ...

*** Il faut se préparer. En 2020, la question qui se pose est le genre de préparation que nous avons effectué pour clamer haut et fort que nous sommes le "centre de l'Afrique". La jeunesse et l'arrogance de l'âge ne suffisent pas pour faire face au monde extérieur. Il ne faut pas mener le pays dans un va et vient incessant, chaque pas doit compter car il n'y a plus de marche arrière possible. Sans une démarche réfléchie, le pays risque d'être la risée du monde entier. Aujourd'hui, Toamasina n'est plus un port d'éclatement parce que nous n'avons pas une vision assez éclairée de la situation mondiale en termes de transit maritime. Nous n'avons pas su nous projeter dans l'avenir. Résultat des courses : nous avons été détrônés par La Réunion et l'île Maurice. Ce n'est pas du jour au lendemain que la situation va se rétablir. Ce n'est pas grave d'avoir une politique étrangère plus agressive. Cependant, il faut être réaliste. Des étapes sont à suivre.

Avez-vous bon espoir pour la restitution des Îles Éparses. Avons-nous les moyens de nos ambitions ?

Pour ma part, la question de la restitution des Îles Éparses ne se pose plus. Elles sont à nous. Les Nations unies l'ont reconnu. C'est écrit. Il n'y a plus de débat là-dessus. Maintenant, la question est à la gestion ou la co-gestion. La co-gestion est une manière de gérer. Personnellement, c'est une option à étudier. Je ne pense pas que nous ayons les moyens de gérer tout seul ces îles. Nous ne connaissons pas réellement leurs potentiels. Nous ne les avons pas explorées. Je pense que nous n'aurions rien à perdre si nous acceptions de gérer les Îles Éparses aux côtés d'un pays qui les a jalousement préservées durant toutes ces décennies. Nous aurions plus à gagner si nous arrivons à négocier des termes mutuellement avantageux pour les deux pays, et faire rentrer des ressources qui pourront nous aider à financer notre développement.

Que pensez-vous du cheminement vers le libéralisme, avec un fort accent mis sur le capitalisme, en Afrique ?

Madagascar, comme l'Afrique, a ses ressources, renouvelables ou non, qu'il faut exploiter. Madagascar, comme l'Afrique, a besoin de ces ressources pour financer son développement. Nous avons besoin de capital pour ce faire. Heureusement pour nous, nous avons encore ces ressources. Maintenant, il serait question de mettre en place un partenariat intelligent et mettre de côté un nationalisme déplacé. Nous devons mettre à profit ces richesses afin de les transformer en infrastructures dont nous avons besoin pour notre développement. Nous ne pouvons pas nous vanter d'être autosuffisants si nous ne commençons pas par utiliser nos ressources. Ce n'est pas forcément

“ *La politique est toujours considérée comme une activité malsaine.* ”

un diktat du capitalisme. C'est un besoin impérieux. Prenons l'exemple du Botswana avec ses diamants. Avant que l'État n'ait choisi de travailler avec les spécialistes dans le domaine, le pays a été sujet à la corruption de grande envergure et à la violence. Maintenant, le diamant a permis à ce pays de se développer avec une célérité incroyable. Le défi repose sur la question de la redistribution de ces ressources. Les fruits de ces richesses doivent se répercuter sur le quotidien de la population. Les négociations sociales doivent permettre de renforcer toutes les couches de la société, pour

que le fossé ne se creuse pas entre les capitalistes, apporteurs de fonds, et les travailleurs.

D'aucuns pointent du doigt la responsabilité – ou l'irresponsabilité, c'est selon – de l'élite dans l'étiollement économique surtout de la Grande île. Partagez-vous cet avis ?

La politique est toujours considérée comme une activité malsaine dans laquelle il ne faut pas se mouiller. Nos élites préfèrent être définies comme étant des techniciens et non des politiciens. C'est bien dommage. Nous pouvons changer les choses qu'à travers la politique et à travers la politique. Nous ne pouvons être un bon technicien sans être un bon politicien. Inversement, un politicien ne sera pas bon s'il n'est pas un technicien dans son domaine.

Malheureusement, dans la Grande île, la situation est telle que les élites préfèrent se détourner de la chose publique et laisser le secteur économique s'appuyer sur les seules épaules de l'État. Il faut aussi se dire que l'État ne se donne pas vraiment les moyens de valoriser ces ressources en ne leur donnant pas les moyens de marquer leur présence et de s'attacher au pays. Maintenant, les rares personnes que l'on considère comme étant nos élites sont des personnes qui font de l'État une forme de loterie sur laquelle elles misent pour bénéficier de soutien et de privilèges ; sans être ni franches, ni sincères dans leurs contributions. P



Crises cycliques

« Toute poussée de croissance se traduit par un soubresaut politique »

La trajectoire économique de Madagascar se caractérise d'abord par une « énigme », à savoir une tendance récessive qui perdure depuis l'indépendance, il y a plus d'un demi-siècle, et que rien ne semble pouvoir endiguer. Mireille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger ont signé un livre référence qui explique, chiffres et argumentaires à l'appui, pourquoi la Grande île ne s'en sort pas depuis son indépendance.

© HENTSOA RAFALIA

PAR MIREILLE RAZAFINDRAKOTO, FRANÇOIS ROUBAUD ET JEAN-MICHEL WACHSBERGER

« (...) Peu de pays, y compris en Afrique subsaharienne, peuvent se targuer d'une aussi piètre performance en termes de croissance. Si l'économie malgache fait preuve d'une constance certaine, celle-ci se manifeste avant tout par son inexorable capacité involutive. Selon les données compilées par la Banque mondiale (2017), le PIB par tête était estimé à 132 USD en 1960 et atteignait 402 dollars en 2015.

Dans le même temps, le PIB par tête de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, parti d'un niveau légèrement inférieur (117 dollars), était multiplié par quatorze (1 588 dollars) en 2015, soit un niveau quatre fois supérieur à celui de Madagascar. Pourtant l'Afrique est loin de s'être montrée particulièrement performante.

L'Asie du Sud-Est et le Pacifique, plus pauvres d'un tiers en début de période avec 90 dollars, étaient seize fois plus riche que Madagascar en 2015, avec un PIB par tête moyen de 6 552 dollars. Cette comparaison à prix courant cache une partie de l'histoire, que les séries longues établies par Maddison (2011) et son équipe permettent de dévoiler. En dollars constants, non seulement Madagascar décroche du

... continent, lui-même largement à la traîne des autres régions du monde, mais la Grande Île a vu le pouvoir d'achat de sa population amputé d'un tiers de sa valeur entre 1950 et 2015, alors que celui de l'Afrique subsaharienne a presque triplé (2,8). Au-delà des moyennes anonymes, la comparaison avec un certain nombre de pays d'Afrique permet de prendre une mesure plus palpable de l'échec malgache. Nous avons retenu à titre illustratif : le Cameroun et la Côte d'Ivoire, deux pays de taille comparable en termes de population, également anciennes colonies françaises et qui chacun représentait le centre de développement dans leur région respective, l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest ; le Bénin, avec qui Madagascar a partagé de nombreuses similitudes du point de vue de sa trajectoire politique ; enfin le Burkina Faso, l'autre pays d'Afrique francophone où la même approche d'économie politique a été menée dans le cadre d'un programme de recherche commun¹.

Madagascar se fait distancer par tous ces pays, et est le seul qui présente une trajectoire résolument régressive. L'amplitude des variations est certes plus marquée au Cameroun et en Côte d'Ivoire, sous l'impact des cours mondiaux des matières premières et de la guerre civile (pour la seconde), mais ces deux pays ont réussi à enclencher des processus durables de croissance (bien que réversibles), ce dont Madagascar s'est révélé incapable. Madagascar non seulement perd du terrain vis-à-vis de ces deux pays, mais il ne souffre pas la comparaison avec le Bénin et le Burkina Faso, pourtant infiniment moins bien dotés à tous points de vue. En dollar courant, le PIB par tête était deux fois plus élevé que celui du Burkina Faso en 1960. Cinquante ans plus tard, il lui était de 33 % inférieur. Le retard du Bénin qui était de 30% à l'indépendance s'est transformé en un avantage de près du double en fin de période. En moyenne, ces deux pays, bien piètres performeurs à l'échelle mondiale, ont crû environ trois fois plus vite que Madagascar.

Si la trajectoire économique de Madagascar est une "énigme", c'est aussi un "paradoxe", et là se niche la seconde composante du "mystère" malgache que nous cherchons à lever. À y regarder de plus près, Madagascar n'a pas connu qu'un long épisode de récession continu. À de nombreuses

reprises, le pays a semblé enclencher un cycle de croissance. Néanmoins, à chaque fois que Madagascar a connu une telle ébauche de décollage, celle-ci s'est soldée au bout de quelques années par une crise politique majeure (pour la croissance) qui a remis en question la dynamique positive amorcée. Tel fut le cas au début des années 1970, 1990 et 2000, ainsi qu'à la fin de la dernière décennie (période non encore révolue). Parodiant la formule de Marx, l'histoire tragique de Madagascar se répète comme une farce, ad nauseam.

“ La trajectoire économique de Madagascar est une “énigme” et aussi un “paradoxe”.

La seconde moitié des années 1960 voit Madagascar amorcer un début de décollage, après une première moitié atone. Entre 1964 et 1971, le PIB croît de près de 5 % l'an. Pourtant, les mouvements étudiants et urbains de 1972, qui avaient été précédés par des révoltes paysannes dans le sud du pays l'année précédente, viennent briser cet élan et conduisent à la chute de la première République. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que le pays renoue avec la croissance, qui va en s'accroissant. Entre 1986 et 1990, le PIB par tête augmente de 3 % par an. Les politiques d'ajustement structurel engagées depuis le début de la décennie semblent enfin porter leurs fruits. Las, le mouvement populaire en faveur de la démocratie, amorcé en 1991, met à bas le régime du président Didier Ratsiraka et la deuxième République, et brise l'élan économique à l'œuvre². Il faudra attendre la seconde moitié des années 1990 pour voir le moteur de la croissance se remettre en marche, après une période de balbutiements et sous la houlette du président Didier Ratsiraka de retour au pouvoir, mais cette fois démocratiquement élu en 1996.

Pourtant les élections présidentielles de 2001 auxquelles il concourait avec une confiance soutenue par ses succès économiques seront âprement disputées par son principal opposant Marc Ravalomanana. Après six mois de contestations violentes, avec ses effets catastrophiques sur l'économie du pays (le PIB par tête reculera de 9% en 2002), le second prendra le pouvoir tandis que le premier s'exilera en France³. À nouveau, Madagascar se relèvera de cet épisode troublé et la croissance repartira à un rythme soutenu. Entre 2004 et 2008, le PIB croît de près de 6 % en moyenne, en accélération progressive, tandis que les prévisions de l'époque annonçaient une croissance encore plus rapide pour les années ultérieures. Pourtant les dérives autoritaires de Marc Ravalomanana conduiront à un coup d'État début 2009⁴. Marc Ravalomanana s'exilera à son tour en Afrique du Sud, tandis que les putschistes conduits par Andry Rajoelina tiendront le pays en coupe réglée, dans un imbroglio juridique et institutionnel ; quant à l'économie, elle végétera ensuite et jusqu'à maintenant dans un état désastreux, faisant craindre l'effondrement du régime (et du pays) à tout moment, malgré la résolution électorale de la crise fin 2013 et l'accession par les urnes du président Hery Rajaonarimampianina.

(...) Madagascar semble donc voué à une loi d'airain difficile à entendre : toute poussée de croissance se traduit par un soubresaut politique qui en efface les traces immédiatement. À l'aune de l'histoire du pays depuis un demi-siècle, la seule exception à cette règle correspond à la période dite d'"investissement à outrance", à la fin des années 1970 ; encore convient-il d'en relativiser la portée dans la mesure où l'épisode de croissance entièrement imputable à un choc massif d'investissement public, à tous points de vue insoutenable, n'aura duré qu'un an (+10 % en 1979), immédiatement stoppé (+1 % en 1980) et suivi d'une année de récession brutale (-10 % en 1981). (...)» P

RÉFÉRENCES

Miréille Razafindrakoto, François Roubaud et Jean-Michel Wachsberger, *In L'énigme et le paradoxe, économie politique de Madagascar*, IRD éditions

1. Koussoubé et al., 2015
2. Raison-Jourde
3. Roubaud, 2002
4. Randrianja, 2012a



© HENTSOA RAFALIA

PAR LUCKA CÉDRIC RATSIRONKAVANA

Le PIB par habitant était estimé à 132 US dollars en 1960 jusqu'à atteindre 402 dollars en 2016 selon les données compilées par la Banque Mondiale en 2017. Madagascar n'a multiplié que trois fois son Produit intérieur brut (PIB) par habitant en presque 60 ans d'indépendance. Alors que, le PIB par tête de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, parti d'un niveau légèrement inférieur (117 dollars), était multiplié par quatorze (1 588 dollars) en 2015, soit un niveau quatre fois supérieur à celui de Madagascar. De plus, l'histoire politique de Madagascar nous rappelle que l'économie a été longtemps fragilisée par des récurrentes crises politiques et sociales. À chaque fois que le pays enregistre une hausse du taux de croissance économique,

une crise politique majeure apparaît. Ce fut le cas au début des années 1990, 1970, 2000 et en 2009.

ARGUMENTS D'ORDRE MACROÉCONOMIQUE

Comment peut-on expliquer ce phénomène? Beaucoup de publications scientifiques ont apporté des éléments d'explication, dont l'ouvrage intitulé: *Énigme et Paradoxe, Economie Politique de Madagascar*¹ (voir extrait de l'ouvrage p.29). Selon cet ouvrage, nombreux sont les facteurs de blocage qui expliquent cette trajectoire régressive. Parmi eux, on peut citer la faiblesse des corps intermédiaires entre la population et les dirigeants, l'individualisme des élites, l'atomisation de la population, le rôle ambigu des bailleurs

de fonds et de la communauté internationale... D'autres facteurs, notamment d'ordre économique, sont aussi à l'origine de cette régression. Ce qui équivaut à dire que les choix stratégiques économiques n'ont pas toujours été efficaces.

Trois arguments domaine macroéconomique confirment ce constat. Il s'agit en premier lieu de la faiblesse du secteur primaire par rapport aux autres secteurs. En effet, le secteur primaire, notamment l'agriculture ne contribue qu'à 25% dans le PIB. Alors que le secteur tertiaire, notamment celui des commerces et des banques, contribue jusqu'à 55% à 60% au PIB national². Pourtant, 80% de la population exercent dans le secteur primaire. Les politiques publiques ne sont ...

... axées que partiellement dans ce secteur. Peu de politique d'encadrement ou de mesures d'accompagnement sont élaborées pour la population rurale.

La population rurale est totalement délaissée par les pouvoirs publics. Elle est aussi faiblement capturée par le système économique, ce qui se manifeste par une faible monétarisation. L'intégration dans les marchés des acteurs des territoires ruraux est limitée. Selon les données de l'Instat, publiées en 2013, le revenu moyen d'activité en zone rurale atteignait à peine les 34 000 ariary en 2012. Un tel revenu (équivalent à moins d'un demi-dollar par actif occupé et par jour) dans l'agriculture indique clairement que ce dernier a été longtemps négligé, alors que c'est un rouage central dans le développement économique. En effet, l'agriculture joue un rôle primordial dans la fourniture de facteurs de production, et notamment d'actifs, à l'industrie et aux autres secteurs modernes. Le secteur primaire constitue également une source majeure de capitaux pour une croissance économique moderne. En outre, des publications économiques⁵ ont montré dans les pays en développement - pendant les premières phases de développement - les ressources naturelles ou les produits agricoles constituent habituellement un avantage comparatif.

APPORT DES AIDES EXTÉRIEURES

L'apport des aides extérieures est également à pointer du doigt. Les projets de développement sont majoritairement financés par l'aide extérieure ou par des investissements étrangers. Prenons l'exemple de l'Aide publique au développement (APD), Madagascar figure parmi les pays d'Afrique qui ont reçu le moins d'aide en 2013, avec 21 dollars par tête⁴. Ce qui fait que le volume d'aide est relativement faible en proportion du PIB, de l'ordre de 5% en 2013. Or, l'impact de l'aide est en fonction de la qualité des institutions et des politiques dans le pays bénéficiaire.

Malheureusement, l'aide entretient un rapport conditionnel avec la croissance économique, elle ne stimule que dans certaines circonstances et surtout dans les pays qui appliquent des politiques adéquates et qui disposent d'institutions autonomes et fiables. Ce qui n'est

pas totalement le cas de Madagascar. Des réformes sur les domaines administratif et politique devraient avoir lieu, en particulier dans la lutte contre la corruption, et en matière de bonne gouvernance en général, si l'on veut que les aides extérieures contribuent de manière palpable au développement du pays. La réussite de telles réformes dépend des changements dans les comportements et les pratiques.

“ L'apport des aides extérieures est également à pointer du doigt.

INVESTISSEMENT DANS LE CAPITAL HUMAIN

D'après le Rapport mondial sur le développement humain (RMDH) paru en 2016, le niveau de l'IDH à Madagascar, en 2015, était de 0,512 - contre une moyenne de 0,523 pour l'Afrique sub-saharienne -, et de 0,717 pour le monde. Madagascar est ainsi classé parmi les pays à faible développement humain. La Grande île se situe au 158^e rang sur 188 pays. Pourtant, l'investissement dans le capital humain est un choix stratégique important pour développer l'économie d'un pays. De nombreux ouvrages économiques ont largement montré que l'investissement dans le capital humain procure des retombées économiques importantes à long terme.

Si l'on prend par exemple le secteur éducation, une étude menée au sein du Cercle de réflexions des économistes de Madagascar (Crem), en collaboration avec l'Unicef Madagascar⁵ a démontré qu'une augmentation de 10 % de l'effectif des élèves du primaire augmenterait de 3,5% le PIB réel. Malheureusement, les statistiques actuelles ne reflètent pas ce constat. Selon, les données publiées par l'Unicef Madagascar⁶, plus de 1,7 million d'enfants âgés de 6 à 14 ans ne sont pas scolarisés.

Et parmi les enfants inscrits dans l'enseignement primaire, seuls 40% d'entre eux terminent le cycle primaire, 20% l'enseignement secondaire de premier cycle, et 10% le lycée. L'État devrait ainsi financer massivement les différentes actions menées dans ce secteur. À titre d'exemple, afin d'atteindre une éducation de qualité pour tous, un montant total additionnel de 174 millions de dollars par an devrait être mobilisé dont 47 millions de dollars pour l'enseignement primaire et 127 millions de dollars pour l'enseignement secondaire⁷. P

REFERENCES

1. Selon un ouvrage intitulé : «*Enigme et Paradoxe, Economie Politique de Madagascar*» M. RAZAFINDRAKOTO, F. Roubaud, J.M Wachsberger, 2017
2. Tableau de bord économique N° 30, Janvier 2018, Instat Madagascar.
3. Economics of development, sixth edition by Dwight H. Perkins, Steven Radelet and David L. Lindauer © 2006, 2001, 1996, 1987, 1985 by W.W. Norton & Company, Inc.
4. NAUDET et RUA (à paraître), données CAD-OCDE ; FMI, World Economic Outlook Database ; Banque mondiale, World Development indicator. Calcul des auteurs
5. «*Investir davantage dans les secteurs sociaux pour soutenir la croissance et la redistribution des revenus*», Document de Plaidoyer du CREM en collaboration avec l'UNICEF Madagascar
6. Madagascar Education Investment Case, Executive Summary, Unicef 2018
7. Madagascar Education Investment Case, Executive Summary, Unicef 2018

BIO



Lucka Cédric Ratsironkavana est économiste de formation, spécialiste dans le volet de la protection sociale : l'éducation, la santé publique, la retraite, le chômage ou encore les catastrophes naturelles. Il est également chercheur au sein du Cercle de réflexions des économistes de Madagascar (Crem). YLTP 2019.

Perspective géopolitique de la diplomatie

Depuis les années 1970, la maritimisation qui est le processus d'accroissement des échanges internationaux par voie maritime s'accélère. L'auteure met en perspective la place de la Grande île au cœur de l'océan Indien à travers une rétrospective au prisme des relations internationales.

PAR CHRISTIANE RAFIDINARIVO

Quelle perception avons-nous du monde qui inspire notre façon d'y avoir prise et notre capacité de le changer, en un mot notre politique ? Vaste question ! C'est à une perspective géopolitique de la diplomatie que je vous invite pour une perception des basculements des relations internationales dans lesquelles Madagascar a tissé ses politiques extérieures. Ne cherchez pas à quelle idéologie scientifique appartient ce texte. Il participe à une autonomisation de la science politique. Il s'agit de contribuer à saisir de façon pertinente les tentatives et les succès, mais aussi les actes manqués et les destructions. Pertinente dans le sens de conforme à la réalité du terrain et peut-être ainsi, plus efficace comme éclairage du politique.

LES INDÉPENDANCES ONT CHANGÉ LE MONDE

Les indépendances ont changé le monde depuis l'apparition de l'État-nation. Celui-ci est la nouvelle organisation politique née du traité de Westphalie en 1648. Il augure de relations désormais internationales au sens interétatiques, monopoles des États, garantis par des frontières intangibles. Ce « principe de territorialité » est caractérisé par la conjonction du territoire, de la souveraineté et d'une population devenue peuple

représenté en nation¹. Il se substitue au principe d'organisation politique fondé sur l'allégeance. L'État-nation est à l'origine de la prospérité européenne selon certains institutionnalistes². Mais ce que ceux-ci n'ont pas analysé, c'est qu'il l'est aussi de ses constructions impériales, à leur tour démantelées par la naissance d'États-nations engendrés par les indépendances. Il s'agit de celle des États-Unis d'Amérique de 1776 par exemple. C'est aussi de celle de Madagascar comme des décolonisations issues des luttes d'indépendance et des pactes au cours des destructions de la deuxième Guerre mondiale.

Les indépendances des années 1960 ont cependant ceci de spécifique : elles concrétisent une nouvelle démocratisation massive à l'échelle internationale. Des pays d'origine non européenne siègent aux Nations unies, devenues la nouvelle architecture internationale, où la règle de l'Assemblée générale est un État-nation, un vote. Le Conseil de sécurité, seul organe contraignant certes, coexiste avec cette dynamique de l'AG. L'indépendance de Madagascar relève de cette épopée collective souvent éclipsée par la diplomatie bilatérale. Elle est aussi le socle historique et stratégique des politiques multilatéralistes malgaches ainsi que de sa diplomatie territoriale.

LE PARADOXE GÉOPOLITIQUE DES INDÉPENDANCES

Ces indépendances se retrouvent dans un paradoxe géopolitique. D'un côté, le droit onusien de la décolonisation ouvre une dynamique du droit international. Il est le cadre et le garant du principe de territorialité pour ces nouveaux États. L'autre côté, la guerre froide et l'affrontement bipolaire configurent un jeu diplomatique de campisme Est-Ouest. La première République de Madagascar choisit l'Ouest et le président Philibert Tsiranana, un bilatéralisme privilégié avec la France, membre permanent du Conseil de sécurité. Le texte fondateur en est les accords de coopération qui comportent des accords de défense ainsi que de sécurisation du régime. Il s'inscrit dans la nouvelle politique étrangère de la France, un multiple bilatéralisme qui minore le multilatéralisme et consolide la Zone franc. Dix ans après, l'inadéquation avec les perceptions de néo-colonisation et les réalités difficiles provoquent un rejet par la population malgache. Cela mène la France à renoncer au respect de l'accord de défense du régime.

La crise et la transition militaire dirigée par le Général Gabriel Ramanantsoa qui céda le pouvoir au Colonel de gendarmerie Richard Ratsimandrava assassiné, puis par un direc- ...

••• toire militaire et le Capitaine de frégate Didier Ratsiraka ont abouti au retrait des bases militaires françaises et à l'institutionnalisation d'une deuxième République, démocratique³, présidée par celui-ci pendant trois mandats. Celle-ci change de camp et se rapproche de l'Est. Elle s'ouvre à un multiple bilatéralisme progressiste et participe au jeu multilatéraliste du mouvement des Non Alignés pour accéder à d'autres financements. Cependant, les accords avec l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) sont avant tout « *militaro-stratégiques* ». Néanmoins, contrairement à l'analyse d'Ardant et Kriegel⁴, l'État demeure une échelle pertinente d'analyse systémique sans en exclure d'autres. En effet, la diplomatie malgache présente ce double niveau de jeu⁵ où il se positionne en politique extérieure à la périphérie du système communiste mondial, lui-même acteur majeur de la guerre froide, et se centralise en capitalisme d'État planificateur à l'intérieur.

Le secteur privé des grandes sociétés étrangères est démantelé par nationalisation, les secteurs stratégiques, comme la filière rizicole, sont réorganisés par l'Etat-Parti et ce qui reste est étroitement encadré. Le retrait de la Zone franc dès 1973 – celle-ci ne disparaît qu'en 2020⁶ – et l'embellie des taux de change ont permis quelques années de balance des paiements aux grandes espérances pour Madagascar⁷. Mais le retournement des cours a entraîné une crise de surendettement qui détruira les investissements d'industrialisation. Ce champ de ruines contribuera à déterminer les configurations ultérieures du secteur privé malgache. Il fera du multilatéralisme onusien, Fonds monétaire international (FMI)-Banque mondiale en tête, ainsi que de l'austère comptabilité de trésorerie un ressort majeur de la diplomatie malgache.

GÉOPOLITIQUE DU MULTILATÉRALISME MALGACHE

La troisième République naît à Madagascar en 1992 d'une transition politique dans le contexte de la chute de l'URSS. Elle est l'issue d'une mobilisation sans précédent des mouvements sociaux et des sociétés civiles. Ils réclament une démocratisation faite de libertés publiques et de libéralisme économique en ces débuts de mondialisation. Les accords de sécurité et de défense sont ouverts à d'autres partenaires. La

troisième République est présidée par Albert Zafy de 1993 à 1996, empêché par une crise parlementaire, par Didier Ratsiraka jusqu'en 2002 ; et par Marc Ravalomanana suite à une crise électorale, jusqu'en 2009⁸ après sa réélection. Le nouveau multilatéralisme est caractérisé par deux basculements. Le premier a été la généralisation des fonds conditionnels dont la conditionnalité peut s'étendre de la comptabilité aux politiques publiques, aux orientations de politique générale jusqu'à la vie démocratique. Les négociations diplomatiques se caractérisent par un processus de (dé)légitimation financière souvent perçue comme remettant en cause l'indépendance du pays. Le deuxième est le processus d'effacement des dettes proposé à l'échelle transnationale par les ONG et mis en œuvre par ce multilatéralisme. La substitution d'investissements de développement à celles-ci est concrétisée. Elle permet à Madagascar comme à d'autres pays d'envisager à nouveau des investissements de développement et la multiplication de partenaires de coopération⁹. C'est en particulier le cas par le multilatéralisme régional comme le Comesa (Common market for eastern and southern Africa), la SADC (Southern african development community) ou l'Union Européenne.

Malgré les plans de privatisation, le difficile déploiement du secteur privé est certainement un des principaux ressorts du « *transitional state* »¹⁰ qui pourrait caractériser Madagascar. De la troisième République en passant par la Quatrième établie en 2010, il semble être entre « *natural state* » fait d'allégeance et « *democratic state* » dans lequel les ordres sociaux pourraient s'ouvrir sans violence à la prospérité. D'une part, ça ne favorise pas la stabilité politique et fait souvent de l'Etat un objet de prédation précipitant la paupérisation¹¹. D'autre part, la transition présidée par Andry Rajoelina de 2009 à 2013 a valu à Madagascar de dures sanctions diplomatiques et financières pendant lesquelles seuls les financements humanitaires ont été autorisés¹². Les États-Unis devinrent le premier donateur de Madagascar¹³. Le processus électoral de sortie de crise fut soumis aux conditions internationales. La majeure partie des sanctions financières ne furent que tardivement levées pendant le mandat du président Hery Rajaonarimampianina, de 2014 à 2018. Ces transitions amenèrent souvent Madagascar

à exploiter ses ressources naturelles sans être en position d'en obtenir des conditions optimales, voire équitables. Tout cela n'a pas été favorable à l'intégration internationale, et particulièrement régionale dans la mondialisation. Qu'en est-il du côté de la diplomatie territoriale ?

NOUVEAUX ENJEUX GÉOPOLITQUES DE LA DIPLOMATIE TERRITORIALE

Le président Philibert Tsiranana a négocié les accords d'indépendance. Il a poursuivi une discrète diplomatie territoriale pour ramener dans ce périmètre certaines îles, comme les Îles Crab par exemple¹⁴. Le président Didier Ratsiraka a initialisé les revendications de Madagascar aux Nations unies sur les Îles Eparses en 1979, maintenues depuis sans discontinuer par Madagascar dans cette enceinte face à la France. La Grande île a soutenu l'avènement du droit onusien de la mer par la Convention de Montego Bay de 1982, considérée comme une décolonisation économique majeure. Elle a développé dans ce cadre une territorialisation maritime par sa Zone économique exclusive (ZEE), puis l'extension de celle-ci et récemment, l'extension de son plateau continental¹⁵.

Il n'en reste pas moins, que l'économie de Madagascar vit très peu de ses ressources maritimes vivantes (halieutiques, biodiversité), fossiles (hydrocarbures) et minérales. La maritimisation¹⁶ malgache est le fait de grands investissements portuaires internationaux, relais du transport mondialisé, plutôt que de production maritime nationale. Le port en eaux profondes d'Ehoala de Rio Tinto, premier producteur d'ilménite, permet de rejoindre facilement l'océan Atlantique, le Canal du Mozambique et l'océan Indien. L'extension du port de Toamasina, avec l'appui de l'Agence de coopération internationale du Japon (Jica) sera un relais pour un contournement en haute mer du Canal du Mozambique, de plus en plus délaissé depuis la piraterie somalienne¹⁷. Le projet de nouveau port à Antsiranana avec des opérateurs chinois permettra d'accéder et/ou de contourner ce Canal sur les routes maritimes de la soie ainsi que du commerce mondial dont 93% se font par les océans. Ceux-ci et leurs ressources sont la nouvelle frontière de la mondialisation.

Le Canal du Mozambique est celui des quatre Îles éparses ou Nosy malagasy¹⁸ sur lesquels la France et Madagascar se sont accordés conjointement avoir un différend en novembre 2019¹⁹. Les présidents Emmanuel Macron et Andry Rajoelina en avaient initié la négociation le 29 mai 2019. Celle-ci se crispe sur le projet français de faire de Glorieuse, l'une d'entre elles, une réserve naturelle vouée à la biodiversité²⁰. Ce Canal est aussi une autoroute maritime. Il est devenu l'un des plus importants sites gaziers au monde exploités par le Mozambique et la Tanzanie et dont Total est en passe de devenir l'opérateur majeur²¹. Le Mozambique est devenu la priorité diplomatique de la France dans la région ces dernières années.

Le contraste entre Madagascar et ses voisins est saisissant. En fait, c'est toute la façade maritime de l'Afrique de l'Est qui est en émergence énergétique. Le pétrole du Kenya est conjointement exploité avec celui de l'Ouganda et les investissements portuaires sont reliés en pipelines jusqu'en Tanzanie. Le marché énergétique régional se structure tiré par le moteur émergent sud-africain pour irriguer corridors économiques et méga-projets. Les actifs d'hydrocarbures génèrent des emprunts sans précédents. Le risque stratégique aujourd'hui est, d'une part, l'effondrement des cours des hydrocarbures suite à la pandémie du coronavirus et, d'autre part, la menace djihadiste dans les territoires gaziers du Mozambique. Celui-ci vient à peine de signer des accords de paix interne²². La stabilité politique et sécuritaire est un enjeu crucial pour tous les pays de la sous-région qui suscite de nouvelles formes de coopération.

CONCLUSION

La mondialisation présente aujourd'hui un nouveau paradoxe. D'un côté, elle est de plus en plus déterritorialisée en raison de la multiplicité des acteurs étatiques et non étatiques comme les organisations internationales, les firmes multinationales, les ONG d'une part et la transnationalisation de leurs activités d'autre part. Cette forme de «*fin des territoires*» est caractérisée par un basculement sans précédent des relations internationales hors du monopole étatique. Chacun de ces acteurs est en mesure de changer les règles du jeu international.

D'un autre côté, elle connaît un processus de régionalisation dont la spécificité au Sud de l'océan Indien est d'un intérêt accru pour l'économie réelle territoriale, dont une maritimisation croissante. En revanche comme partout, elle se caractérise par une rude compétition pour les ressources. Dans ce contexte, la (dé)connexion de Madagascar à la mondialisation pourrait tenir à l'avenir, pour une partie non négligeable, à sa capacité à mettre en valeur sa territorialisation maritime, ses investissements maritimisés et son intégration régionale, elle-même de plus en plus maritimisée. Cela ne prendrait sens qu'avec l'intégration de sa propre économie territoriale et ses voies de communication. Sinon, la Grande île risquerait de rester un collier d'enclaves territoriales pauvres à faible maritimité dans la mondialisation au lieu de tirer profit de l'ensemble de ses positions stratégiques. P

RÉFÉRENCES

- Bertrand BADIE, *La fin des territoires : essai sur le désordre international et l'utilité du respect* (1995), nouvelle préface, CNRS Édition, Paris, 2013
- Douglass NORTH, John J WALLIS, Barry R. WEINGAST, *Violence and Social Orders : a Conceptual Framework for Interpreting recorded Human History*, Cambridge University Press, Cambridge, 2009
- Pascal CHAIGNEAU, *Un mode d'orientation socialiste à la périphérie du système : le cas singulier de Madagascar*, in Philippe ARDANT et Annie KRIEGLER, *Le système communiste mondial, Revue Pouvoirs n°21*, 1982, pp 108-116
- Philippe ARDANT et Annie KRIEGLER, 2002, op cit., p 3
- Robert D. PUTNAM, *Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games*, International Organization, Vol. 42, No. 3, (Summer) 1988, MIT Press, pp. 427-460
- Désiré AVOM, *Zone franc : fin et réincarnation*, *Revue Politique Etrangère*, 2020/2 (Été), pp 115-127
- Christiane RAFIDINARIVO, *Madagascar : monnaie, impact de la sortie du pays de la Zone franc*, interviewée par Marie AUDRAN, *Radio France Internationale*, 25 décembre 2015 : <http://www.rfi.fr/emission/20151225-madagascar-monnaie-impact-sortie-pays-zone-franc>
- Christiane RAFIDINARIVO, *Analyse politique des crises : basculements de paradigmes*, in Solofo RANDRIANJA (dir.), *Mettre fin à la fragilité : construire le présent à partir du futur*, Institut d'Études Politiques Madagascar et Banque Mondiale, Antananarivo, 2014, pp 9-13
- Christian BOUCHARD, Shafick OSMAN, Christiane RAFIDINARIVO (eds), *Southwest Indian Ocean Islands: Identity, Development and Cooperation*, Journal of Indian Ocean Region, Routledge, Taylor and Francis, 2019, pp 1-77
- Douglass NORTH, John J. WALLIS, Barry R. WEINGAST, 2009, op cit.
- Christiane RAFIDINARIVO, *Grande Corruption Internationale à Madagascar : Prospective de définition et de fonctionnement à travers le secteur financier*, Rapport au Conseil supérieur de lutte contre la corruption, Programme des Nations Unies pour le Développement, Unité stratégie et politique, Antananarivo, 2004
- Christiane RAFIDINARIVO, *Crise diplomatique et diplomatie humanitaire : A qui bénéficie le contournement de l'Etat ?*, *Diplomatic crisis and humanitarian diplomacy : Who benefits from the bypassing of the State ?*, in Thomas FOURQUET et Virginie TROIT (dir.), *Transition humanitaire à Madagascar*, Humanitarian Transition in Madagascar, Edition bilingue Karthala, Soutenue par le Centre De Crise et de Soutien (CDCS) du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, dans le cadre d'un programme de valorisation de la recherche francophone dans le champ humanitaire, Paris, 2018, pp 45-62

13. Christiane RAFIDINARIVO, *Globalisation et dynamique des relations internationales, actions internationales face à la crise politique malgache : légitimations et délégitimations*, in Solofo RANDRIANJA (dir.), *Mettre fin à la fragilité : construire le présent à partir du futur*, Institut d'Études Politiques Madagascar et Banque Mondiale, Antananarivo, 2014, pp 53-65

14. Christiane RAFIDINARIVO, *Enjeux géopolitiques des négociations sur les Îles Eparses*, in Christiane RAFIDINARIVO et Johary RAVALOSON (dir.), *Regards croisés sur les Îles Eparses, Ressources et territoires contestés*, avec cartes géopolitiques de Christiane RAFIDINARIVO et Thierry SABATHIER, Dossier spécial Îles Eparses n° 72-75, *Revue juridique Madagascar Conseil International*, 2016, p.22.

15. Christiane RAFIDINARIVO, *Madagascar reste fortement tributaire des financements extérieurs*, Interviewée par Jao PATRICIUS, *Newsmada*, 27 juin 2020 : <https://www.newsmada.com/2020/06/27/christiane-rafidinarivo-madagascar-reste-fortement-tributaire-de-financements-externiers/>

16. André VIGARIE, *Ports de commerce et vie littorale*, Hachette, Paris, 1979

17. Christiane RAFIDINARIVO, *Security Reform of France's Africa Policy Cooperation: Incremental Process*, in Check N. ACHU, Korwa G. ADAR, Ajume WINGO (eds.), *France's Africa Relations : Domination, Continuity and Contradiction*, geopolitical maps with Thierry SABATHIER, African Institute of South Africa, Pretoria, 2019, pp 64-105

18. Christiane RAFIDINARIVO et Thierry SABATHIER, *Ressources et Contestations Territoriales Internationales : Analyse politique comparée des Îles Eparses*, in Mémoires de l'Académie Nationale des Arts, des Lettres et des Sciences, FASCICULE LXV. 1947-2017, LXXème Anniversaire du 29 Mars 1947 - «*Pour l'État Malgache: Libre et Indépendant*», Actes du Colloque Scientifique International du 30 et 31 mars 2017, Académie Malgache, Antananarivo, 2018, pp 341-354.

19. Christiane RAFIDINARIVO, 27 juin 2020, op cit.

20. Christiane RAFIDINARIVO, *Hohe wellen um flache Insel: Die «Îles Eparses» vor Madagaskar*, interviewée von Friederike MÜLLER-JUNG, *Deutsche Welle Welt*, Berlin, 4. dezember 2019 : <https://www.dw.com/de/hohe-wellen-um-flache-inseln-die-iles-eparses-vor-madagaskar/a-51535824>

21. <https://www.agencecofin.com/hydrocarbures/1707-78657-mozambique-total-finalise-le-record-demprunt-pour-un-projet-en-afrique>

22. Christiane RAFIDINARIVO, *Un accord de paix historique au Mozambique*, interviewée par Mathilde BLAYO, *La Croix*, 2 août 2019 : https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/accord-paix-historique-Mozambique-2019-08-02_1201059047#



Christiane Rafidinarivo est politiste. Elle est Docteur habilité à diriger des recherches en Sciences Politiques. Elle est chercheur invité au Centre de recherches politiques CEVIPOF CNRS UMR 7048 de Sciences Po. Elle est présidente de de l'Association Océan Indien de Science Politique (AOISP). Ses axes de recherches sont l'analyse politique comparée, les relations internationales et la géopolitique. Elle est spécialiste de l'océan Indien ainsi que des contestations territoriales internationales.

Christophe Bouchard

Ambassadeur de France à Madagascar

« Les Îles Éparses ne doivent pas être un sujet de conflit, mais au contraire un sujet de coopération »

Indépendance, relation entre Madagascar et la France, Îles Éparses, coopération économique... L'Ambassadeur de France à Madagascar nous apporte ses points de vue.

PAR RAOTO ANDRIAMANAMBE

**“ C’est plus une
amitié, une
proximité que
nous voulons
continuer à
cultiver.**

C'est un fin connaisseur des rouages de la diplomatie qui a été nommé le 6 août 2019, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Madagascar. Succédant à Véronique Voulard-Aneini, Christophe Bouchard a pris ses fonctions dans un contexte particulier avec en point d'orgue les premiers pas dans les discussions franco-malgaches sur les Îles Éparses. Il nous a reçus dans ses locaux à Ambatomena. L'Ambassadeur n'a édulcoré aucune question.

Comme beaucoup de pays africains, Madagascar célèbre le soixantième anniversaire de l'indépendance cette année. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

C'est une date importante. Pour Madagascar, bien sûr, comme pour les autres pays africains qui célèbrent en même temps leur indépendance. L'année 1960 aura été une année décisive dans ce mouvement mondial de décolonisation qui était tout à fait nécessaire. À Madagascar, il s'est fait, si l'on prend la période 1958 - 1960, de façon harmonieuse. C'était un mouvement nécessaire qui a eu lieu à peu près en même temps dans tous les pays, à l'exception de pays où cela a été plus compliqué et où le mouvement d'émancipation a duré jusque dans les années 70. Je crois que, comme tous les anniversaires, cette commémoration doit être une occasion pour chacun de se pencher sur l'évolution du pays. Les promesses de l'indépendance ont-elles été tenues ? Parce que c'était une période de grands espoirs. Comment les pères fondateurs regarderaient-ils la situation ? Trouveraient-ils finalement la concrétisation des espoirs et des aspirations qu'ils avaient formulés en 1960 ? En France, on aime aussi beaucoup les commémorations, celles des moments heureux mais aussi des moments difficiles. Elles donnent l'occasion de se pencher sur son histoire pour pouvoir en tirer des enseignements pour l'avenir.

Vous avez parlé de mouvement. Vous avez évoqué l'histoire de la colonisation comme étant un pan de l'histoire française. Cette commémoration tombe dans un contexte mondial particulier. Comment la diplomatie française se déploie-t-elle avec un lourd passé colonial dans un pays comme Madagascar ?

C'est vrai que la France a fait partie de ces nations, au même titre que la Grande-Bretagne, le Portugal ou l'Espagne, qui, à une période de leur histoire, se sont inscrites dans ce mouvement de colonisation. Et puis au XX^e siècle, devant l'exigence légitime d'émancipation des peuples, il y a eu une prise de conscience dans les pays colonisateurs du fait que ce système ne pouvait pas durer. Très tôt d'ailleurs, en France comme dans d'autres pays, il y a eu beaucoup de secteurs de la société qui étaient contre ce système et qui ont aidé ces pays et ces peuples à aller vers la décolonisation, cela même si l'État continuait sa politique de colonisation. Pour un pays comme la France, il a fallu gérer avant et après les indépendances, et aujourd'hui faire un travail de mémoire. Je pense que la France a fait ce travail.

“ **Cette commémoration doit être une occasion pour chacun de se pencher sur l'évolution du pays.** ”

Plusieurs présidents de la République se sont exprimés, y compris le président Emmanuel Macron, de façon très claire sur cette période. Je crois qu'un pays se doit de regarder tous ses moments de l'histoire, les moments glorieux et les moments plus difficiles, et faire ce travail pour analyser ce qui s'est passé. Nous sommes maintenant en 2020. Il faut s'appuyer sur le lien très fort qui reste de cette période, car il y a une diaspora française importante à Madagascar et une diaspora malgache importante en France. Il faut regarder si on peut faire ce travail de mémoire ensemble. Ceci étant, il faut regarder vers l'avenir, et il ne faut pas que ce travail de mémoire nous bloque dans ce que nous faisons aujourd'hui. Notre travail diplomatique est de regarder ce qui se passe en 2020 et

ce qu'on va faire ensemble en 2030 ou en 2040. Le passé est important, mais on ne peut pas rester dans ce passé, dans une période qui est maintenant très ancienne. Je retiendrai cette formule du président algérien Houari Boumédiène : “Il faut tourner la page sans la déchirer”. Je crois que c'est une bonne formule. Avancer ne signifie pas oublier ou faire l'impasse sur ce qui s'est passé. Je crois que les populations, ici, à Madagascar comme en France, attendent autre chose que simplement regarder en arrière. On doit tirer les atouts pour travailler ensemble grâce à cette proximité qui vient de l'histoire et ne pas nous bloquer sur ce qui s'est passé il y a un siècle ou il y a 60 ans.

D'aucuns estiment que l'Afrique est sortie de la colonisation pour entrer dans une nouvelle ère : le diktat du capitalisme. Est-ce une fatalité d'après vous ?

Il ne faut pas mélanger les concepts. L'indépendance signifie que le pays est souverain et fait ses choix politiques librement. Après, chacun a son jugement sur le meilleur système à adopter. Madagascar a fait des choix différents au fil de son histoire, depuis l'indépendance. Ils ont été faits en pleine souveraineté. On ne peut pas dire que les pays soient passés de la colonisation à tel ou tel système économique-politique. Ce sont deux choses complètement différentes. L'important, c'est qu'il revient au pays de décider quel système économique ou politique il veut suivre, sachant que l'indépendance ne veut pas dire isolement. La France est certes indépendante, mais elle a choisi de s'unir avec l'Europe. Elle est aussi tenue par le système des relations internationales. La France, comme Madagascar, fait partie des Nations Unies et d'autres organisations globales ou régionales. L'important est que ce sont des choix faits par le pays, qui ne lui ont pas été imposés.

Comment percevez-vous la percée chinoise en Afrique et à Madagascar ?

La présence de la Chine en Afrique est un fait que tout le monde reconnaît. Il faut avoir une attitude positive par rapport à cela. Il nous semble qu'il faut percevoir cette relation autrement que comme une

simple relation de concurrence. Ce concept a été relayé par le président Emmanuel Macron depuis son élection. Des projets en matière de lutte contre le réchauffement climatique sont cofinancés par l'Agence française de développement (AFD) et des banques chinoises de développement. Ils visent à financer des projets de transition énergétique dans des pays d'Afrique. On peut travailler ensemble avec la Chine et développer des coopérations triangulaires. Il est clair qu'il y a des aspects qui sont plus concurrentiels : la concurrence économique ou la concurrence commerciale. Nous devons nous appuyer sur cette concurrence pour faire valoir nos atouts. Par exemple, à Madagascar, nous avons cette proximité culturelle, linguistique et la qualité de nos entreprises. Je pense qu'il nous incombe d'être "aiguillonnés" par cette concurrence et de la considérer comme une chose tout à fait normale dans un monde ouvert, globalisé, où il n'y a plus de "chasse gardée"...

...Justement, la doctrine de la France a-t-elle changé maintenant, en parlant de la «chasse gardée» ou de «pré carré» ?

C'est effectivement un terme qui appartient aux années 60 ou 70. Il ne veut plus dire grand-chose aujourd'hui. Il y a clairement des pays avec lesquels nous avons des relations, des liens plus forts qu'avec d'autres. Il est sûr que sur le continent africain, nous avons un lien plus privilégié avec les pays africains francophones. Mais cela ne veut pas dire qu'il y ait une chasse gardée car tout le monde est le bienvenu. Ce qui a sans doute changé depuis plus de vingt ou trente ans est que la France a également développé des relations avec les pays d'Afrique anglophone ou lusophone comme le Nigeria, l'Éthiopie, l'Afrique du sud, l'Angola... Nous y avons aussi implanté de grands projets, culturels, économiques. En gros, il y a aussi une globalisation de la présence de la France avec l'ensemble du continent, même si, bien entendu, il ne s'agit pas de diluer cette relation privilégiée que nous avons avec l'Afrique francophone.

La France est-elle toujours cette «grande sœur», pour ne pas dire la mère patrie, si omniprésente ?

Ce sont aussi des concepts anciens et paternalistes. Nous nous voyons comme un pays ami. Nous avons des relations très fortes avec l'Afrique certes, mais très respectueuses comme il se doit entre pays indépendants. C'est plus une amitié, une proximité que nous voulons continuer à cultiver.

“ Il existe un différend entre la France et Madagascar sur le plan juridique, sur la souveraineté des Îles Éparses.

Abordons le sujet qui fâche entre Madagascar et la France : les Îles Éparses. Des symboles que le président Andry Rajoelina entend mettre en valeur, ces îles sont les têtes de pont. Leur restitution est-elle réaliste ou envisageable au vu des dichotomies qui surviennent entre les négociations et les actions sur terrain, notamment les déclarations tonitruantes du président français ?

Il existe un différend entre la France et Madagascar sur le plan juridique, sur la souveraineté de ces îles. Notre souhait est de ne pas nous laisser bloquer par ce différend, mais de trouver ensemble des solutions. Les Îles Éparses ne doivent pas être un sujet de conflit, mais au contraire un sujet de coopération. C'est pour cette raison d'ailleurs que les deux présidents ont décidé de mettre sur pied une commission mixte pour essayer de trouver comment avancer ensemble. Les circonstances ont fait que la deuxième réunion n'ait pas pu avoir lieu. Elle devait suivre la première réunion organisée à Madagascar en novembre. Mais dès que les conditions de transport reviendront à

la normale, les négociations reprendront. En tout cas, notre souhait est de travailler avec les autorités malgaches pour essayer de trouver ensemble cette issue pour un développement commun. Nous verrons quelles sont les solutions que l'on pourrait trouver ensemble dans le cadre de ces négociations.

L'ambassade est-elle actrice dans les négociations ? Facilite-t-elle les discussions ?

Oui, nous sommes acteurs dans les négociations. Je fais moi-même partie de la délégation française pour la commission mixte. Le travail de l'Ambassade est, à la fois, d'expliquer et de relayer auprès des autorités malgaches les positions françaises et également d'expliquer et de rapporter aux autorités françaises la situation du débat dans la Grande île. Et d'une manière réciproque, de son côté, l'ambassade de Madagascar à Paris en fait autant, sûrement. Nous sommes des facilitateurs. La France est dans une démarche de dialogue et de coopération. Je vous renvoie aux propos du président Emmanuel Macron lors de la conférence de presse, aux côtés du président Andry Rajoelina à Paris (29 mai 2019, NDLR), et qui disait clairement que, compte-tenu de l'importance de la relation entre la France et Madagascar et de la volonté de la France d'appuyer Madagascar, il faut faire en sorte que ce sujet ne constitue pas un blocage pour la coopération entre les deux pays. Bien au contraire, c'est un sujet sur lequel nous pouvons travailler ensemble. Et cela au regard de l'importance des problématiques, autant pour la France que pour Madagascar, en particulier sur la question environnementale.

Il est à préciser que la problématique majeure des Îles Éparses aujourd'hui repose sur la préservation de l'environnement. En tous cas, c'est notre perception et nous souhaitons travailler le plus possible avec non seulement les autorités malgaches mais également les scientifiques malgaches. Concrètement, tous les acteurs concernés et impliqués ont intérêt à ce que l'environnement de cette zone très particulière et très privilégiée soit préservé, pour les générations actuelles et futures. ...

... Donc les positions peuvent-elles être conciliées et conciliables ?

Nous l'espérons, c'est précisément l'idée de la tenue de cette commission mixte. Il se trouve que les circonstances ont fait que toutes les démarches ont été ralenties, contrairement à ce que nous avions imaginé il y a à peu près un an déjà. Mais espérons que la crise sanitaire actuelle sera passée pour que nous puissions nous rencontrer et reprendre bien sûr les travaux, avec la volonté vraiment d'aboutir à un accord.

Sur le plan économique, quels sont les enjeux, les priorités, les chantiers de l'émanation économique française à Madagascar ?

Notre ambition est de renforcer davantage la relation économique entre la France et Madagascar. Autrement dit, faire en sorte que les entreprises françaises puissent contribuer au travail et à la politique de développement économique de Madagascar. Dans ce sens, nous nous inscrivons tout à fait dans la volonté du président de Madagascar de développer le pays et de rattraper ces 50 ans de retard de développement. Donc, les chantiers sont nombreux. Les financements français peuvent participer d'une manière significative et concrète à ce travail de développement et de reconstruction. Les secteurs où nous pouvons apporter notre contribution d'ailleurs très sollicitée par les autorités malgaches : l'énergie, les infrastructures, l'agriculture, etc. Il y a de grands projets sur lesquels nous travaillons déjà depuis des années.

À l'exemple de l'énergie, élément essentiel pour le développement, où l'enjeu est actuellement de produire et de promouvoir une énergie qui soit plus durable et plus écologique, donc moins carbonée, avec les projets de barrages de Sahofika et de Volobe notamment. Puisqu'il se trouve que l'énergie renouvelable, comme l'hydroélectrique, est à la fois beaucoup moins chère et propre comparée à l'énergie produite avec du fuel ou l'énergie thermique. Nous pouvons également parler des grands projets d'infrastructures avec les entreprises françaises qui, avec l'AFD, participent à des constructions et des réhabilitations de route. Ou encore les défis de l'industrialisation, à l'exemple des entreprises franco-malgaches œuvrant dans le secteur du textile ou dans les

nouvelles technologies. À noter que ce sont des secteurs clés du développement de Madagascar, et actuellement, beaucoup de sociétés œuvrent déjà dans ce domaine de l'informatique et des télécommunications. La raison est sans nul doute que la Grande île est très en avance par rapport aux autres pays de la région en matière d'Internet avec la 5G qui vient de faire son entrée dans le pays. Ces sociétés constituent une source inégalable de création d'emplois. En somme, dans tous ces secteurs, nous essayons de faire en sorte que les entreprises françaises jouent pertinemment leur rôle dans la participation à une politique

“ Nous voulons que les aides profitent à ceux à qui elles doivent vraiment profiter. ”

cohérente de développement de la Grande île. Madagascar est donc un pays avec lequel les entreprises françaises ont envie de travailler. On a vu l'année dernière, une mission d'entreprises françaises organisée par le Mouvement des entreprises de France (Medef), une première depuis quinze ans. Il y avait une vraie volonté de ces entreprises de venir à Madagascar. De nombreux défis restent à relever, en même temps, d'autres volets intéressent beaucoup les entreprises, en particulier la qualité de la main-d'œuvre. Dans le secteur des “call centers”, de plus en plus d'entreprises choisissent d'implanter ici leurs bureaux francophones. Les entreprises du textile s'intéressent également à la Grande île. Madagascar est un partenaire économique important. Un autre avantage est la dimension régionale. La Réunion est tout à côté. Un lien économique particulier se tisse entre les entreprises de La Réunion et les entreprises malgaches. Madagascar est un partenaire naturel pour la France grâce aux liens historiques très profonds qui existent.

Récemment, il a été révélé qu'une partie de l'aide au développement dans les pays pauvres seraient détournée vers des paradis fiscaux. L'AFD fait partie des organismes qui appuient les projets de développement à Madagascar, des mesures particulières sont-elles mises en place pour éviter que ces aides, justement, ne financent les flux illégitimes ? Êtes-vous regardant sur ce point ?

Nous voulons que les aides profitent à ceux à qui elles doivent vraiment profiter. Je dirais que ce n'est pas seulement une préoccupation, mais une exigence, autant pour nous que maintenant pour tous les principaux partenaires financiers. C'est même une exigence légale et morale de faire en sorte que l'aide internationale soit utilisée à bon escient ; vis-à-vis de l'opinion publique avant tout, de la population française, dont les contribuables sont les sources de financement. Nous devons convaincre nos propres populations qu'il faut continuer l'aide internationale. Le président Emmanuel Macron s'est engagé à ce que le pourcentage de l'aide internationale française soit augmenté à 0,55% du PIB. Les détournements sont au cœur des préoccupations actuellement. Dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), par exemple, il y a des normes qui sont de plus en plus strictes, des conditions sont imposées et la surveillance est de plus en plus vigilante dans l'utilisation des fonds. Les bailleurs multilatéraux, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque africaine de développement (Bad), la Banque européenne d'investissement (BEI) sont sur la même longueur d'onde et imposent des suivis très réguliers. Dans ce sens, nous pouvons aussi avancer les appuis aux structures existantes. Puisque nous nous inscrivons là aussi dans la volonté du gouvernement de lutter contre la corruption et de mettre en place une politique de transparence. Madagascar possède déjà des institutions consacrées à la lutte contre la corruption comme le Bureau indépendant anti-corruption (Bianco), le Samifin, le Comité pour la sauvegarde de l'intégrité (CSI)... Il est de notre devoir d'aider ces institutions pour qu'elles aient les moyens, en interne, de

veiller à ce que ces fonds soient utilisés à bon escient. Autrement, tout le système de l'aide internationale pourrait être remis en cause.

Globalement, comment appréciez-vous l'exercice du pouvoir actuel. Avançons-nous dans la bonne direction?

Ce n'est pas à moi d'en juger. C'est aux Malgaches de porter un jugement sur ce qui se passe à Madagascar. Justement parce que nous ne voulons pas nous ingérer dans les affaires intérieures du pays. C'est un débat qu'on laisse aux Malgaches. Il est important pour nous que Madagascar réussisse, comme le président Emmanuel Macron l'avait souhaité. Nous voulons le succès de la politique de développement actuelle. Nous mettrons tout en œuvre pour apporter notre contribution avec d'autres partenaires internationaux. Ils sont, je crois, dans la même logique. Compte tenu du constat que le président Andry Rajoelina a fait sur le retard de développement, il faut maintenant que le pays puisse émerger. Notre souci est d'apporter notre contribution à cette émergence.

Du 18 septembre 2018 au 1er janvier 2019, une grande exposition sur Madagascar a eu lieu au musée Quai Branly avec plus de 350 pièces. Que pensez-vous de la restitution des œuvres d'art à Madagascar et à l'Afrique en général ? Quel est votre avis sur ce débat ?

D'abord, vous avez raison de mentionner cette belle exposition dans un musée qui a été conçu et imaginé par l'ancien président Jacques Chirac. Les cultures et les arts des pays d'Afrique, d'Océanie, d'Amérique latine et de l'océan Indien y sont mis en valeur. L'exposition a eu un immense succès à Paris. Ce qui montre d'ailleurs ce qui a été évoqué tout à l'heure : un lien affectif très fort existe entre Madagascar et la France. Cela m'avait beaucoup frappé avant d'arriver ici. Cette affection qu'il y a entre la France pour Madagascar explique aussi tous ces programmes de coopération, comme les ONG, les volontaires français, l'implication des collectivités locales... Madagascar est le premier pays dans le monde en termes de coopération décentralisée française. Pour en revenir à la question

de l'art, l'exposition au Quai Branly a été un moment important. La restitution des œuvres d'art est un grand débat en ce moment. Le président de la République en a parlé peu de temps après son élection. Son discours à Ouagadougou – qui était son premier grand discours fondateur sur sa vision de la politique française vis-à-vis de l'Afrique – l'avait mentionné. Il a commandité un rapport à deux universitaires sur la question et il a dit très clairement que la France était favorable à la restitution des objets d'art. Néanmoins, cela doit se faire dans une optique qui doit être plus large que simplement la restitution. C'est vraiment dans une optique de coopération : la restitution pourrait prendre différentes formes. Des systèmes d'échanges pourraient être mis en place.

“ Nous voulons le succès de la politique de développement actuelle.

Il faut que les habitants des pays du Nord puissent aussi avoir accès à ces œuvres, parce qu'ils n'ont pas tous la chance ou la possibilité de venir dans les pays du Sud. Un travail avec les musées doit être effectué. La restitution suppose aussi qu'il y ait des infrastructures dans les pays d'origine qui puissent accueillir, mettre en valeur et conserver les œuvres d'art. La restitution est une politique globale sur laquelle nous n'avons aucun tabou. Récemment, des projets de loi visant la restitution d'objets d'art au Bénin et au Sénégal ont été présentés. Il est normal que ces objets reviennent dans leur pays d'origine et que les populations d'Afrique et de Madagascar puissent en profiter. Mais il faut que ce processus se fasse dans une optique de coopération globale.

Cela fait presque un an que vous êtes ici. Quelles sont vos impressions?

L'impression qu'il y a tant de choses passionnantes à faire et à construire ici ! En tout cas, nous mettrons tout en œuvre pour que l'ensemble des dossiers progressent. L'orientation globale avait été donnée juste avant mon arrivée, lors de cette visite bilatérale importante à Paris. Au mois de février, Madagascar a reçu la visite de notre ministre des Affaires étrangères, Jean Yves le Drian. Cela faisait vingt ans qu'il n'y avait pas eu de ministre des Affaires étrangères en visite dans la Grande île. Malheureusement, la crise du Covid-19 depuis mars nous a un peu ralentis dans ce travail. Je suis aussi frustré de ne pas pouvoir continuer à découvrir le pays, de ne pas pouvoir me déplacer dans toute l'île, dans toutes les provinces et dans toutes les régions. C'est ce que j'avais commencé à faire durant les premiers mois.

Je crois qu'il est très important de voir toute la diversité du pays. Puis, nous menons aussi des projets économiques, culturels et éducatifs partout sur l'île. Je suis impatient que la situation sanitaire s'améliore et qu'on puisse recommencer à voyager dans le pays pour aller voir où en sont tous ces projets. Nous avons organisé beaucoup de visioconférences qui ne remplaceront pas les visites. Nous avons besoin que des délégations de Madagascar viennent en France, et que celles de France viennent à Madagascar pour faire avancer les dossiers. Nous espérons faire redémarrer au plus vite la machine. P
AVEC HILDA HASINJO, KARINA ZARAFY
ET VAN-LEE BEHAJA

BIO

Christophe Bouchard est l'ambassadeur de France à Madagascar. Diplômé de l'Institut d'Études Politiques et ancien élève de l'École Nationale d'Administration (Ena), promotion « Liberté, Égalité, Fraternité », en 1989, il a déjà occupé diverses fonctions à l'administration centrale. Il a travaillé aussi bien aux États-Unis, en Algérie qu'au Niger.

PERSPECTIVES

43 Interview. Fela Mijoro Razafinjato : « Nous recherchons l'équité non pas l'égalité pour les personnes en situation de handicap »

46 Analyse. Genre. Le genre dans Madagascar d'aujourd'hui et dans l'avenir par Zo Vololona Randriamaro

49 Analyse. Identités et histoires. Construction identitaire nationale dans le champ de conflit de l'ethnicité merina et « côtière » par Jean-Aimé Raveloson

55 Interview. Michèle Rakotoson : « Le travail d'Indépendance est un travail psychologique, de confiance en soi et en sa culture »

61 Analyse. Système social. La protection sociale tout au long de l'indépendance par Léontine Mbolanomena

64 Fiction. Lettre aux anciens du pays par Na Hassi



«Une jeunesse émergente». Les jeunes constituent le présent et l'avenir de la Grande île, mais ils ne savent pas dans quelle direction avance leur pays.

Fela Mijoro Razafinjato

Présidente de l'Association des femmes handicapées de Madagascar (Afam)

« Nous recherchons l'équité non pas l'égalité pour les personnes en situation de handicap »

La présidente de l'Association des femmes handicapées de Madagascar (Afam) et directrice du Centre sembana mijoro (CSM), nous partage ses perceptions sur l'indépendance.

PAR VAN-LEE BEHAJA

Comme à son habitude, Fela Mijoro Razafinjato accueille ses invités avec un large sourire. Pour l'interview, elle a accueilli l'équipe dans les locaux modernes du Centre sembana mijoro (CSM), à Analamahitsy. La construction de ce bâtiment est une véritable fierté pour elle.

La directrice du centre et activiste pour la cause des personnes en situation de handicap est consciente des chemins qu'il faut parcourir pour que ces citoyens à part entière apportent leur pierre à l'édification du pays.

Que pouvez-vous dire sur ces soixante années d'indépendance de Madagascar?

Nous célébrons actuellement le soixantième anniversaire de l'indépendance de Madagascar. Personnellement, je trouve que la conjoncture et le développement ne reflètent guère ces années qui devraient, pourtant, déjà nous assurer de la maturité sociale, économique et politique. Ayant visité récemment l'île Maurice, qui a été colonisée également, nous étions stupéfaits de la différence entre elle et Madagascar. Malheureusement, notre pays est vraiment en retard sur le plan socio-économique, comparé à Maurice. Des écarts énormes se voient facilement, que cela soit sur le niveau de vie de la population, les salaires, la

propreté et surtout en termes d'infrastructures. Maurice a bien marqué son développement. Si ce pays est devenu ce qu'il est aujourd'hui, c'est dû à la bonne gouvernance. Contrairement à ce qui se passe à Madagascar, dont les infrastructures sont déplorables, les plans d'urbanisme font défaut dans les villes et la population vit dans l'insalubrité. Personnellement, il m'est difficile de me réjouir des 60 ans d'indépendance face à cette réalité. Notre pays demeure parmi les moins développés avec une indépendance qui est seulement de façade. Nous avons notre drapeau, notre hymne national et notre chef d'État, mais d'un autre côté Madagascar semble encore être entièrement colonisé. ...

“

Il est triste de constater que les personnes en situation de handicap sont peu considérées.



... **Quel est votre plus grand regret en termes de politique?**

La protection sociale nous fait énormément défaut. Dans certains pays, les personnes qui souffrent d'un handicap physique ou mental bénéficient d'indemnités d'invalidité, d'allocations sur le handicap ou d'autres mesures d'accompagnement. Mais à Madagascar, rien de cela n'existe. C'est ce qui nous a poussés à faire des plaidoyers, mais en vain. La difficulté repose sur l'inexistence d'une politique concrète sur la protection sociale à Madagascar, politique qui est malheureusement prise à la légère, jusqu'à présent, par les dirigeants. La politique existante actuelle se base sur un régime contributif à l'exemple de la Cnaps. Il est bien regrettable que les plus défavorisés, les chômeurs ou encore les handicapés ne peuvent toujours pas jouir d'une politique de protection sociale à régime non contributif après tant d'années d'indépendance et les différents dirigeants qui se sont succédés.

Comment les personnes en situation de handicap sont-elles perçues dans la société malgache?

Certaines personnes raisonnent encore comme si le handicap était une maladie, comme cela a été le cas il y a 30 ans de cela, alors que le handicap est un état. L'enjeu est seulement d'éviter le "sur-handicap" pour une meilleure intégration dans la société, cela en offrant un environnement social plus accessible aux personnes atteintes de handicap. Ainsi, comme tous les citoyens, les personnes en situation de handicap ont la liberté de circuler, mais les questions d'accessibilité constituent généralement d'importants obstacles.

Pouvez-vous apporter quelques précisions sur ces questions d'accessibilité?

L'accès à l'information et aux infrastructures constituent les principaux blocages. En effet, l'accès à l'information est vital, la situation dans laquelle nous vivons nous le démontre, avec la pandémie du Covid-19 qui sévit aussi dans la Grande île. Des efforts ont été déployés récemment par le gouvernement à travers ces interventions du président de la République et des différents responsables de la gestion de cette crise sur la chaîne nationale traduites en langue des signes, que nous avons vues. Avant cette épidémie, on ne voyait que

rarement de tels traductions ou gestes en faveur des personnes en situation de handicap. En guise d'exemple, au niveau des *fokontany* actuellement, les personnes en situation de handicap physique se trouvent en difficulté pour obtenir les aides comme les *tosika fameno* ou les *vatsy tsinjo*. L'accès aux informations doit être privilégié pour les personnes vulnérables. Pour ce qui est des infrastructures, Madagascar est loin d'offrir un cadre adéquat, un environnement inclusif dans lequel nous pouvons évoluer. Je veux dire par là que

“ **Certaines personnes raisonnent encore comme si le handicap était une maladie.** ”

jusqu'à présent, l'accès aux infrastructures existantes, aux écoles publiques ou aux bureaux administratifs n'est toujours pas facilité pour les personnes souffrant d'un handicap physique, par l'inexistence de rampes par exemple. En somme, en 60 ans d'indépendance, les personnes handicapées sont toujours contraintes de dépendre des autres dans leur vie quotidienne, alors que Madagascar ne devrait plus être à ce stade. Si le facteur environnemental, c'est-à-dire si les infrastructures et les informations étaient plus accessibles pour nous, il nous sera possible de surmonter nos handicaps physiques et de vivre sans l'aide et l'assistance d'une tierce personne. Nous pourrions ainsi contribuer au développement socio-économique du pays.

Comment se présentent vos relations avec les institutions gouvernementales?

À travers une plateforme, dont je suis moi-même membre du comité directeur, nous ne cessons de faire des plaidoyers pour une meilleure considération des personnes handicapées, et plus encore en cette période de crise que nous traversons.

Nous avons diffusé un communiqué de presse récemment et avons vivement sollicité le ministère de la Population. Dans cette démarche, nous tenons à préciser que nous recherchons l'équité et non pas l'égalité.

L'égalité est la reconnaissance des droits, et une équité par rapport à la jouissance et l'exercice des droits en adoptant des mesures exceptionnelles considérant nos handicaps. Il est triste de constater que les personnes en situation de handicap sont peu considérées. À chaque fois, nous devons faire des interpellations, des revendications et des relances pour attirer l'attention du gouvernement. Alors que tout ce dont on a besoin, c'est seulement de ce minimum de considération.

Quelle réforme doit-on entreprendre pour améliorer le cadre de vie des personnes en situation de handicap à Madagascar?

La mise en place d'un cadre législatif est primordiale. L'instrument juridique international le plus récent est la Convention internationale relative aux Droits des personnes handicapées, signée par Madagascar en 2007. La ratification date de décembre 2014, ce qui fait déjà preuve de plus d'engagement.

Mais jusqu'à aujourd'hui, la domestication de cette Convention internationale fait défaut. En effet, la loi 97-044 doit être désormais mise en conformité avec les dispositions imposées par la convention, incluant elle-même la protection sociale. Toutefois, nous ne cessons pas nos actions de plaidoyer, de revendication et de relance, qui constituent entre autres nos tâches principales, et les raisons d'être de notre plateforme. P

AVEC ANOUSKA FITIAVANA RANAIVOMANANARIVO

BIO

Fela Mijoro Razafinjato est une activiste militante en faveur des droits des personnes en situation de handicap. Elle préside l'Association des femmes handicapées de Madagascar (Afam). Elle a également fondé un centre spécialisé qui accueille les personnes en situation de handicap le Centre *sembana mijoro*. Le centre est aujourd'hui une référence pour les activités qu'il mène.



Le genre dans Madagascar d'aujourd'hui et dans l'avenir

Le regard que l'auteure porte sur la thématique du genre est celui d'une militante engagée dans le mouvement féministe de lutte pour les droits des femmes depuis plus de deux décennies. Elle rejette d'emblée la conception du genre en tant que concept purement technique et dépourvu de tout contenu politique.

PAR ZO VOLOLONA RANDRIAMARO

J'appartiens au mouvement féministe des pays du Tiers Monde qui a critiqué depuis les années 1980 les effets des politiques et des programmes de développement sur les femmes de ces pays. Ce mouvement a réclaté depuis l'accession des pays africains, comme Madagascar, à l'indépendance que les voix des femmes soient entendues dans le cadre du processus de définition du développement et des choix politiques. Ceci exige au préalable le démantèlement des structures patriarcales de la subordination des femmes, la reconnaissance du rôle central du travail des femmes dans les processus de reproduction sociale et de développement, ainsi que la libération de la domination coloniale et néo-coloniale, et l'autonomie nationale, tout au moins en matière de besoins de base tels que l'alimentation, les sources d'énergie, l'éducation, la santé et l'approvisionnement en eau (Dawn, 1987)¹.

PRÉDOMINANCE DES NORMES ET DES STRUCTURES PATRIARCALES

La plupart des analyses de la place des femmes dans les affaires nationales après l'indépendance² déplorent leur faible représentation dans les institutions et les instances de prise de décision politique, laquelle est sans commune mesure avec leur forte participation dans les mouvements populaires qui ont porté au pouvoir les régimes qui se sont succédé à Madagascar depuis l'indépendance. Une faible représentation politique des femmes témoigne habituellement d'inégalités et de problèmes plus profonds qui dépassent la simple discrimination sexiste, et touchent la culture et les institutions politiques en général. En particulier, l'égalité entre les hommes et les femmes représente une mise à l'épreuve décisive de l'engagement démocratique. La gouvernance démocratique ne peut se réaliser pleinement sans la participation et l'inclusion totale des femmes. La nature et la mesure de la participation politique des femmes, en tant que citoyennes, électrices, militantes, fonctionnaires et élues, révèlent clairement la force des institutions démocratiques d'un pays.

Afin de comprendre les causes de la faible participation politique des femmes, il importe de commencer par se poser la question de l'application du concept de genre dans le contexte spécifique de

Madagascar et des effets de son intégration dans les cadres légal et institutionnel ainsi que dans les politiques et programmes de développement sur le statut de la majorité des femmes malgaches.

Le contexte spécifique de Madagascar se distingue tout d'abord par la prédominance des normes et des structures patriarcales dans la société. Cependant, *«la promotion du genre en politique est nécessairement associée à la démocratie participative. Pour que les femmes ne soient plus exclues en politique, il faut déconstruire les normes sociales inégalitaires. La société malgache, fortement hiérarchisée, doit ainsi s'ajuster avec les principes démocratiques. L'égalité démocratique s'inscrit dans un processus dynamique vers l'octroi d'une plus grande*

“ **Le contexte spécifique de Madagascar se distingue tout d'abord par la prédominance des normes et des structures patriarcales dans la société.**

liberté aux femmes (...). La politique demeure encore un espace inégalitaire.» (Andriamahefa 2017:3).

BÉNÉFICIAIRES PASSIVES

La prédominance du système patriarcal qui perdure jusqu'à nos jours est confortée par le fait qu'au niveau des représentations symboliques qui prévalent dans la société malgache, *«le fait que cinq femmes ont régné à Madagascar au XIX^e siècle est souvent mentionné pour nier la pertinence de la lutte pour l'égalité de genre»* (Rabenoro 2012 :75), d'où la conviction très répandue qu'il n'y a

pas de problèmes d'inégalités de genre et d'accès au pouvoir entre les femmes et les hommes dans le pays.

D'une manière générale, l'application du concept de genre à Madagascar n'a pas amélioré la situation des femmes, que cela soit sur le plan politique, économique ou social, car elle n'a pas permis les changements nécessaires pour mettre fin aux inégalités structurelles de genre inhérentes au système patriarcal. Paradoxalement, cette situation a plutôt abouti à faire des femmes les gardiennes de facto du système patriarcal.

L'approche genre adoptée à Madagascar a consisté essentiellement à intégrer les femmes dans les processus de développement en les traitant comme des bénéficiaires passives des programmes et politiques y afférents, sans traiter les causes profondes des inégalités de genre. Ainsi, cette approche a extirpé du concept de genre le contenu politique qui est lié à l'essence même de sa définition, à savoir les rapports sociaux entre les hommes et les femmes qui sont fondamentalement des rapports de pouvoir.

La faible participation politique des femmes est aussi due à une approche genre qui n'a pas cherché à promouvoir la création d'un mouvement de femmes avec la masse critique suffisante pour impulser les changements nécessaires à l'amélioration du statut et des conditions de vie de la grande majorité des femmes malgaches. De ce fait, elle s'est résumée à une approche élitiste qui a concerné une minorité de femmes du milieu urbain aisé et proche de la classe politique et qui a marginalisé la grande masse des femmes qui vivent en milieu rural, sans accès aux ressources nécessaires à un engagement en politique et loin des cercles du pouvoir politique.

CHANGEMENTS SYSTÉMIQUES

Après 60 ans d'indépendance et en vue des 60 ans à venir, la question centrale à poser est celle de savoir si l'intégration du genre dans les cadres légal et institutionnel ainsi que dans les politiques et programmes de développement, telle qu'elle a été effectuée à Madagascar au cours des dernières décennies, a réellement changé le statut et la vie de la grande majorité des femmes ...

... malgaches. Une réponse exhaustive à cette question dépasserait largement le cadre de cet article, aussi nous résumerons-nous à partager le constat selon lequel «*la culture du patriarcat politique domine encore le fonctionnement du système politique malgache, en mettant les femmes à l'écart*» (Andriamahefa 2017:3). À cet égard, il importe de faire le lien avec d'autres facteurs déterminants qui se croisent et interagissent avec le système patriarcal pour perpétuer la marginalisation et la subordination des femmes.

Cet exercice est d'autant plus important dans le contexte actuel de la pandémie du Covid-19 qui se superpose aux crises climatique, économique et sociale traversées par Madagascar, avec des impacts et des impli-

“ La question du genre est inséparable de celle de la décolonisation ”

cations qui remettent fondamentalement en question le système néolibéral extractiviste et patriarcal de développement qui a été imposé au pays par les institutions financières internationales à travers la première vague des programmes d'ajustement structurel des années 1980.

SUREXPLOITATION DES FEMMES

À ce propos, le mouvement féministe des pays du Tiers Monde avait déjà dénoncé le caractère néo-colonial de ces programmes d'ajustement structurel, et remis en question le consensus général autour de l'hypothèse selon laquelle le problème était simplement que les femmes ne participaient pas suffisamment dans les processus «*bienfaisants*» de développement et de croissance économique. Le mouvement avait rejeté la définition étriquée du progrès comme étant la crois-

sance économique, et avait soutenu que le consumérisme effréné dans les pays riches et l'endettement des pays du Tiers Monde étaient les facteurs clés des crises qui ont aggravé les conditions de vie des femmes de ces derniers (Dawn 1987).

Le mouvement avait aussi décrié la surexploitation des femmes à travers «*leur intégration dans les processus de développement*» et leur prise en charge – avec leur travail de soins non rémunéré – des coûts sociaux générés par la réduction des dépenses publiques dans les secteurs sociaux qui avait été exigée par les pays riches créditeurs dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (Dawn 1987).

D'une part, face aux ravages du Covid-19, il faut rappeler que la tragédie actuelle de l'insuffisance des services de santé et de leur délabrement résulte de ces mesures d'austérité budgétaire. D'autre part, il faut souligner que les femmes constituent la grande majorité du personnel des services de santé et sociaux qui sont en première ligne dans la lutte contre le Covid-19, et que ce sont aussi les femmes qui s'occupent des malades au sein des ménages.

En conclusion, la question du genre est inséparable de celles de la décolonisation et de la démocratisation du paradigme de développement de Madagascar pour les 60 années à venir. La principale leçon à tirer des 60 années d'indépendance est que les femmes malgaches ont été en grande partie victimes du système néolibéral extractiviste et patriarcal de développement, mais que ce sont leurs perspectives et leurs voix qui doivent primer dans l'articulation d'une alternative radicale à la pensée unique et à l'hégémonie du néolibéralisme. P

RÉFÉRENCES

1. S. Gita and C. Grown, 1987 – Development, Crises, and Alternative Visions – Third World Women's Perspectives. Traduction libre.
2. Voir notamment RABENORO M., 2012. Le mythe des femmes au pouvoir, arme de l'antiféminisme à Madagascar. Cahiers du Genre, n° 52/2012; ANDRIAMAHEFA Zo N., 2017. Genre et politique à Madagascar. Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du Diplôme de Master II en Droit, option : Sciences Politiques ; et RAVAOZANANY (N.) Ravaozanany, Noroarisoa et autres (2009). Égalité de genre et processus électoraux à Madagascar. Johannesburg, Gender Links, Electoral Institute for Southern Africa (EISA), Focus Development Association.

BIO



Militante pan-africaine des droits des femmes, Zo Vololona Randriamaro a une expertise reconnue au niveau international en matière de questions de genre et de sociologie du développement. Elle a dirigé plusieurs programmes/projets internationaux de recherche et de plaidoyer sur les dimensions de genre des politiques macroéconomiques, commerciales et environnementales, ainsi que des questions de gouvernance mondiale. Elle a 25 années d'expérience dans ces domaines en tant qu'experte et chercheuse pour des organisations internationales et les principales agences des Nations unies, et a produit une vingtaine de publications, dont certaines font partie des documents de référence sur les questions de genre en matière de commerce et de mondialisation en Afrique.

Elle est la coordinatrice et fondatrice du Centre de recherches et d'appui pour les alternatives de développement – océan Indien (CRAAD-OI), ainsi qu'une associée du réseau international Development alternatives with women for a new era (Dawn), où elle a assuré la coordination de la formation sur les thèmes de l'économie politique de la mondialisation; l'écologie politique et le développement durable; la restructuration politique et la transformation sociale; et la santé et les droits reproductifs et sexuels



Identités et histoires

Construction identitaire nationale dans le champ de conflit de l'ethnicité merina et « côtière »

Durant les 60 années d'indépendance, on constate à Madagascar une concurrence permanente entre l'identité nationale et les identités « ethniques », ethno-régionales ou ethno-provinciales.

L'opposition Merina-« Côtier » définit largement l'imaginaire de beaucoup de Malgaches. Les identités se basant sur l'ethnicité merina et l'ethnicité « côtière » rapidement renforcées au temps de la colonisation constituent un facteur qui ne favorise pas la construction de nouvelles identités communes et nationales.

PAR JEAN-AIMÉ RAVELOSON

Les expansions de la monarchie *merina* et les traces laissées dans la conscience et l'imaginaire collectif des autres royaumes et tribus qui y ont fait résistance - ou lui étaient soumis à l'époque - constituent la base historique ainsi que l'engrais qui contribue à la fertilisation des stéréotypes liés à la construction de l'ethnicité voulue.

BASE HISTORIQUE DE LA CATÉGORISATION MERINA-« CÔTIER »

Dans le cadre de cette construction, les perceptions des groupes devant être mises en situation de confrontation ont été catégorisées suivant des critères choisis le long des champs de conflits entre les deux groupes à créer, en l'occurrence les *Merina* et l'autre groupe étiqueté « Côtier ». L'identité ethnique et ethno-régionale « côtière » s'est ainsi constituée dans l'imaginaire des Malgaches. Elle existe par opposition à l'ethnicité *merina* et inversement. Des résultats de brainstorming réalisés dans le cadre de nombreux séminaires de formation en leadership de jeunes leaders malgaches, femmes et hommes, issus de différents domaines professionnels, de différentes religions et régions de Madagascar font apparaître que ces critères comprennent un énorme champ de croyances, en l'occurrence l'origine (familiale, clanique, ethnique), la race (asiatique, africaine), la zone de peuplement (hautes-terres, côtes, provinces, Antananarivo), la couleur de la peau (noir, blanc), la nature des cheveux (*ngita*, *malama*), la religion (protestante, catholique), la langue (*malagasy ofisialy*, *fitenim-paritra*), la position vis-à-vis de la France (francophile, nationaliste/anti-français), les performances intellectuelles (naïf, intelligent), les traits de personnalité (arrogant, ouvert, direct, hypocrite), les comportements (lent, habile), les rapports de pouvoirs socio-politique et économique (majoritaire, minoritaire, privilégié, parasite, exploité, déshérité).

En réalité, il existe d'autres Malgaches qui objectivement n'appartiennent pas à ces deux groupes. Beaucoup des critères de catégorisation cités ci-dessus se répartissent de manière transversale sur l'ensemble de la population malgache. La bipolarisation des Malgaches en *Merina* et « Côtiers » augmente le potentiel de conflit entre *Merina* et « Côtiers » et l'effi-

cacité de la stratégie de monter la majorité constituée par les « Côtiers » contre la minorité *merina* et inversement. Cette bipolarisation a été renforcée par la mise en place du système des six provinces et la création des partis Partis des déshérités de Madagascar (Padesm) et Mouvement démocratique de la rénovation malgache (MDRM), ainsi que par la mise en place de l'administration coloniale sur la base des élites, d'abord issues du royaume *merina* et seulement plus tard issues des autres royautes et tribus malgaches. Ceci a dans une certaine mesure « institutionnalisé » l'ethnicité ethno-provinciale de manière durable.

L'ETHNICITÉ ENTRAÎNE LA RÉSOLUTION

DÉFINITIVE DE PROBLÈMES FONDAMENTAUX

Dans leur imaginaire, les Malgaches croient être divisés en *Merina* et « Côtiers » suivant les critères et stéréotypes cités ci-dessus. Celui ou celle qui se sent victime d'une catégorisation réagit par la catégorisation

“ **La bipolarisation des Malgaches en Merina et « Côtiers » augmente le potentiel de conflit entre Merina et « Côtiers »** ”

de l'autre. Ainsi, tout le monde catégorise, est catégorisé et se positionne en victime ou agresseur, ami ou ennemi, loyal ou traître.

Selon Denis Alexandre Lahiniriko, historien du politique à l'université d'Antananarivo, « l'acceptation de l'ancrage de l'opposition Merina-« Côtiers » dans l'imaginaire des

Malgaches et l'intériorisation relativement rapide par l'ensemble des Malgaches de la catégorisation en Merina et « Côtiers » s'expliquent en partie par l'unanimité malgache constatée dans certaines périodes de l'histoire ».

Le mécanisme de fonctionnement de la politisation des ethnicités *merina* et « côtière » est très simple et à la portée de tout le monde : transposer son problème ou un événement, même anodin, sur le plan d'une opposition ethnique *Merina*-« Côtiers » afin d'en créer un prétendu conflit ethnique ou ethno-provincial et en profiter pour atteindre son objectif ou accéder à des intérêts auxquels on pense ne pouvoir accéder autrement. Politiser l'ethnicité *merina* ou « côtière » se fait à moindre coût et s'avère efficace et efficient.

L'ethnicité, constitutionnellement et juridiquement insaisissable et incontrôlable, va à l'encontre des valeurs républicaines, de l'État de droit et des principes de la gouvernance démocratique. Mettant celui qui la politise au-dessus des lois et des règles, elle promeut le népotisme, le clientélisme ethno-politique, le système de patronage, le *raiamandrenisme* et l'instrumentalisation du *fihavanana*. Elle permet le chantage politique, favorise la corruption et l'impunité. Elle rend les institutions fragiles. La politisation de l'ethnicité entrave la résolution définitive des grands problèmes de la société. Dans le cadre de cette politisation, ces derniers sont constamment transposés dans des champs de conflits ethniques, ethno-provinciaux ou ethno-raciaux et n'y trouvent aucune solution mais augmentent par contre le potentiel de conflit en général.

STÉRÉOTYPES ET POLITISATION DE

L'ETHNICITÉ CHEZ LES ÉLITES POLITIQUES

Grâce à la bipolarisation *Merina*-« Côtiers », tout événement socio-politique appelle un contre-événement. À un 13 Mai 1972 à Antananarivo, perçu comme la province ou la capitale des *Merina*, suivent des contre-manifestations dans des villes perçues comme étant des villes des « Côtiers » comme Toamasina (perçu comme capitale des *Betsimisarakana*), Antsiranana (perçu comme capitale des *Antankarana*) ou Mahajanga (perçu comme capitale des *Sakalava*). Des *Merina* se laissent

facilement mobiliser contre un mouvement dirigé par un leader « côtier », comme en 1991 contre le régime de l'amiral Didier Ratsiraka (catégorisé en tant que « Côtier » *betsimisaraka* et se catégorisant lui-même en tant que « petit Côtier ». Mobiliser des « Côtiers » contre un mouvement dirigé par un leader *merina* se fait facilement et rapidement, comme en 2002 contre Marc Ravalomanana qui parlait de *hazalambo* et de « pacification ».

Jeannot Rasoloarison, docteur en histoire et professeur à l'université d'Antananarivo, nous livre une explication pour ces comportements. « *La revitalisation et les références aux concepts et éléments identitaires du passé dans le cadre d'aujourd'hui, appelé "anachronisme historique" revitalisent les mémoires collectives et (nous) replacent (les acteurs) dans l'ancien contexte au sein duquel ces concepts ont été créés et imposés/ utilisés même si c'est peut-être pour d'autres objectifs. Ceci rend la mobilisation et l'instrumentalisation de l'ethnicité plus facile* », soutient-il.

Les élites (politiques) malgaches des républiques successives relancent dans le cadre de leurs stratégies de pouvoir des anciens concepts issus et utilisés dans des anciennes périodes de l'histoire, et, ce faisant, elles donnent aux jeunes Malgaches la perception de vouloir retenir la population ou tout particulièrement retenir les jeunes générations dans des histoires ambiguës et pleines de ressentiments vécues dans le passé. Salvina Rakotovao, past vice-présidente du Club entrepreneurs étudiants du Rendez-vous des entrepreneurs (Ceere), confirme : « *ceci nous fait penser, nous, jeunes, que nos élites politiques ne veulent pas du tout qu'on sorte de ces contextes et références difficiles et figés dans le passé, elles ne veulent pas que de nouvelles identités se construisent, que le pays avance et se transforme. Elles ne cessent de jongler avec des stéréotypies verbales telles que "Côtier", "Côtiers vs. Merina", ambany tanàna, hazalambo, "État-nation merina", "pacification", "provinces", "gouverneur", "cause côtière", Feon'ny Merina. Un président-candidat utilise une chanson bourrée de stéréotypes ethno-racistes tels que "aiza daholo ry mainty, aiza daholo ry white, aiza daholo ry manga, na haute ville na bakarta" afin de se faire élire* ».

Dans leurs pratiques politiques, des porteurs de nos républiques sont à la tête ou membres d'associations d'originaires, d'associations ethno-provinciales et d'associations de descendants d'anciennes royautés malgaches. Allant plus loin que le général Gallieni, ils appellent à la sécession, à l'établissement d'un « territoire libéré », à la mise en place de structures à caractère ethno-racial (« État-nation *merina* », « États fédérés provinciaux », monarchie *merina*) et au déplacement de la capitale de Madagascar. Ils vont jusqu'à faire des menaces de guerre civile et de *adim-poko*. Ils favorisent le népotisme, le clientélisme et le système de patronage en instrumentalisant l'ethnicité *merina* ou « côtière ».

“ Dans leurs pratiques politiques, des porteurs de nos républiques sont à la tête ou membres d'associations d'originaires, d'associations ethno-provinciales.

« *Malgré leurs stéréotypies verbales et pratiques politiques malsaines, je trouve honteux aux yeux des jeunes générations de ce pays de voir des élus nationaux et des chefs politiques se présenter comme un messie sauveur de l'unité nationale, raïamandreny du firenena malagasy ou raïamandreny ethno-provincial, déclarant la lutte contre la corruption et l'impunité, postulant la bonne gouvernance, l'État de droit et la consolidation de l'unité nationale, appelant*

au “jugement de l'histoire” et à une réconciliation nationale, plaidant pour la “vérité et sainteté”, pour le respect des valeurs républicaines et des soatoavina malagasy, du fitiavan-tanindrazana et du hasin'ny tanindrazana», réplique Hemerson Andrianetrazafy d'un ton ferme et grave.

STÉRÉOTYPIE ET CATÉGORISATION CHEZ LES JEUNES MALGACHES : POURQUOI ET COMMENT ?

L'opposition imaginaire « *Merina-Côtier* » pénètre aussi les différentes couches de la population, en l'occurrence les jeunes générations. « *On peut dire que la plupart des jeunes Malgaches de mon âge fonctionnent aux stéréotypes, comme à peu près tout le monde d'ailleurs. On nous a sûrement éduqués dans ce sens, ou bien personne ne nous a rien raconté là-dessus de manière à ce que nous en prenons conscience, ni dans nos familles ni à l'école ni à l'église ni dans notre milieu professionnel* », répond Govina Damy, journaliste freelance, polyglotte, jeune *tandroy*, présidente fondatrice de l'Association Gasiko.

Est-ce parce que les jeunes ne connaissent pas l'histoire ou ne veulent rien savoir de leurs histoires parce qu'ils n'étaient pas encore là ? « *C'est possible que nous ne connaissons pas l'histoire de notre pays. D'ailleurs, de nombreux domaines de notre histoire sont laissés dans l'ombre, ne sont traités ni à l'école ni dans les universités ni lors des débats publics ni dans les médias ni dans les discours politiques ou prononcés lors des événements commémoratifs* », répond Ludonie Velotrasina, jeune enseignante à l'université d'Antananarivo et docteurante en philosophie de l'art. Des jeunes Malgaches engagés socio-politiquement admettent que la catégorisation en *Merina* et « Côtiers » ne tient plus la route et est dépassée par la réalité des choses à Madagascar. Nombreux d'entre eux restent toutefois figés dans des histoires ambiguës du passé de leurs parents sans vouloir chercher à les clarifier. « *Il appartient en premier lieu à nous jeunes de prendre conscience des enjeux, de l'importance de la construction de nouvelles identités nationales parce que l'avenir nous appartient, parce que nous voulons construire l'avenir. Notre génération ne faisait pas partie des acteurs de l'histoire, nous n'étions ni agresseurs, ni victimes, ni collaborateurs, ni traîtres* »,...

... soutient Ludonie Velotrasina. Hoby Rainilaiarivony, jeune syndicaliste et activiste dans le domaine de la formation en entreprise renchérit, non sans une certaine émotion : « *Les enfants de ceux qui dans l'histoire se sentaient victimes ou vaincus, comme les enfants de ceux qui dans l'histoire étaient perçus comme agresseurs, traîtres, collaborateurs ou vainqueurs peuvent souffrir des perceptions ou des souvenirs supposés ou réels liés aux histoires de leurs parents ou grands-parents victimes ou oppresseurs. Dans les deux cas, les descendants ne sont responsables ni des actes ni de la culpabilité de leurs parents. Notre unique responsabilité consiste à être conscient des responsabilités et des actes manqués de nos parents, à ne plus tomber dans les moules des stéréotypes à la manière du passé et à agir de telle sorte que de telles histoires n'arrivent plus jamais* ».

La croyance à l'imaginaire « Côtier » par opposition à l'ethnicité *merina* et la croyance à l'identité *merina* par opposition à l'unité imaginaire « Côtier » ne se basent plus exclusivement sur des ressentiments par rapport à des faits ou perceptions historiques vécus par les parents ou les aïeux. Les inégalités régionales et sociales flagrantes et croissantes depuis les temps des royautes et des tribus, de la colonisation et des républiques sont venues renforcer de manière objective ces croyances. Ceci contribue à la justification et à la persistance de ces croyances.

Mialisoa Razanarivony, magistrate et directeur dans un ministère nous partage ses perceptions concernant ce point : « *Se basant sur les histoires anciennes et les vécus des inégalités régionales et sociales d'aujourd'hui, des jeunes se mettent à suivre les chemins tracés par les anciens politiciens de la république : relancer les "États fédérés ethno-provinciaux". Les uns se disent vouloir se libérer de la domination perçue des autres et disposer de l'utilisation des richesses de leurs provinces, les autres se disent ne plus vouloir jouer le rôle de bouc émissaire et supporter les perceptions de menaces et de campagnes de peurs à leur rencontre* ». Sans juger de leur volonté réelle ou non de faire avancer le pays, beaucoup de ces jeunes veulent profiter des intérêts auxquels ils ne peuvent accéder autrement que par la porte de la politisation de l'ethnicité, ils se laissent recruter par les systèmes de

clientélisme et de patronage offerts par les *raiamandreny* ethno-provinciaux *merina* et « côtiers ».

REJET DE LA CATÉGORISATION CHEZ LES JEUNES MALGACHES

Il est vrai que les stéréotypes incitent les jeunes à porter jugement facilement et rapidement. Ils induisent aussi souvent en erreur les perceptions et jugements des jeunes gens. Toutefois, nombreux sont les jeunes Malgaches qui ne carburent pas aux stéréotypes « *Merina-Côtier* ». Nombreux sont ceux qui, informés et avertis, ont pris conscience et ont changé de position ou de comportement. « *J'avais l'opportunité d'en discuter assez profondément et longuement avec des co-apprenants, des historiens et des formateurs lors de ma formation au sein du YLTP de la FES. Je suis Malgache avant d'être*

“ **Les stéréotypes incitent les jeunes à porter jugement facilement et rapidement.** ”

Tandroy, et le fait d'être Tandroy fait de moi une Malgache brandissant son identité. Ainsi, je suis plus nationale que ethnique car je ne fonctionne pas ethno-racialement... Actuellement, j'ai fondé une association au sein de laquelle, je milite pour la construction de nouvelles identités saines, nationales et bien ancrées dans notre histoire et dans notre langue, le malagasy sous toutes ses variantes régionales, rurales et urbaines », nous confie avec fierté et assurance Govina Damy.

« *Lors de ma candidature au YLTP, ma famille m'a déconseillée d'aller à l'interview dans la capitale à Antananarivo. Parce que j'ai vraiment insisté pour tenter ma chance, ma mère m'a conseillée de ne pas y aller avec les cheveux tressés mais de les lisser ; mais je lui ai dit que je garde mes cheveux tressés puisque cela représente mon identité. Dès*

que j'ai vu la tête de la personne qui m'a invitée à entrer dans la salle où se tenait l'interview, je me suis dit que j'aurais dû écouter ma famille. Moi, qui en ce moment-là me sentait la "petite Côtière aux cheveux tressés" au pays des Merina, je me disais qu'"ils" allaient me mépriser et me sacrifier. Mais une semaine plus tard, j'ai été informée par la personne qui m'a accueillie à la porte de la salle d'interview que j'ai été reçue pour le YLTP », témoigne Floriane Loris Razafiarinivo, jeune infirmière originaire de la région Analanjirofo travaillant en tant que responsable régionale de la Santé de la reproduction à Fenoarivo Atsinanana, heureuse et pleine d'émotions positives. « *J'ai beaucoup appris de cette expérience. Je suis malgache avant d'être betsimisaraka* », ajoute-elle.

L'appartenance ethno-régionale multiple et le lien de mariage exogamique réduisent les loyautés à l'ethnicité « *Merina-Côtier* ». L'identité nationale prime alors sur les identités ethniques, ethno-régionales ou ethno-provinciales. « *J'ai un père tandroy, ma mère est betsileo, mes enfants sont merina, j'ai grandi dans la région bara. Je parle les langues betsileo, vezo, merina et antaisaka, j'apprends maintenant le tsimihety. Je suis "national et multiethnique", je ne peux être que malgache avant d'être ceci ou cela* », confirme, non sans fierté, Fanahimanana Tiaray, Magistrat financier et Directeur général de la Communication. Des jeunes Malgaches rejettent tout simplement l'opposition *Merina-Côtiers* et sa politisation, pour différentes raisons. Jean Arnaud Baraka, magistrat, Saintmarien comme il est, explique sa position et conviction : « *Je ne m'identifie pas du tout avec l'appellation "Côtier". Ça me révolte qu'on veuille me catégoriser, catégoriser toute une population sur la base de critères ethno-raciaux et l'étiqueter en tant que "Côtier". Dans la logique de l'opposition Merina-"Côtier", si je me définis en tant que "Côtier", je définis "l'autre" comme Merina ; alors qu'à Madagascar, il existe en dehors des Merina et des "Côtiers" (qui ont accepté d'être catégorisés comme tels) d'autres olombelona qui ne veulent pas du tout catégoriser les autres et se catégoriser. Malgré nos ressemblances, je pense qu'il est enrichissant en termes identitaires et de développement de respecter et d'entretenir nos différences et nos diversités. Personnellement, je pense que*

ce sont surtout les jeunes qui ne connaissent ou ne veulent pas connaître notre histoire et nos histoires qui tombent dans de tels pièges de catégorisation », réagit Michael Randriamaniraka, anthropologue, yltpien.

LAISSONS L'HISTOIRE NOUS PARLER, ANCIENS OU JEUNES !

Combien de fois nous, Malgaches, dirigeants et gouvernés, nous jurons-nous par l'histoire (*ny tantara no hitsara*) afin de nous justifier et de justifier nos choix et décisions ? Soixante ans après l'indépendance, écoutons notre histoire nous juger : Vous Malgaches catégorisés « côtiers » et *merina*, vous n'avez pas fait la guerre entre vous ni avec les autres Malgaches, vous êtes pourtant tous dans la mer des stéréotypes jusqu'au cou. Vous êtes encore loin d'une prise de conscience collective par rapport à vos identités, vous tournez en rond dans le champ des loyautés *merina* et « côtière ». Vous ne trouvez pas la sortie vers l'autoroute des identités nationales. Vous les jeunes générations, vous n'avez aucun repère, vous ne vous connaissez pas, vous ne connaissez pas l'histoire. Arriveriez-vous à consolider votre nation ?

ACCOMPAGNER LES JEUNES DANS LEUR QUÊTE IDENTITAIRE

Au début de la colonisation, le Malgache, indépendamment de son identité ethno-régionale, perçoit le Français comme « l'autre ». Durant les républiques, lorsque le colonisateur est parti et le colonisé n'existait plus, la conscience nationale développée dès les premières luttes anticoloniales ne s'est ni renforcée, ni généralisée. Bien au contraire, chez le Malgache catégorisé par l'opposition *Merina*-« Côtier », le *Merina* ou le « Côtier » prend la place de « l'autre ». Comment expliquer ou faire croire aux jeunes qu'ils peuvent changer tels comportements et se construire de nouvelles identités ?

Ici interviennent les historiens qui peuvent faire dire à l'histoire ce qu'elle a à dire. Les éducateurs, les enseignants et les médias doivent transférer et/ou enseigner ce que dit l'histoire aux jeunes dans une perspective nationale. Ils doivent confronter les jeunes avec le fait précolonial, colonial et postcolonial en rapport avec les questions identitaires, en particulier celles liées à l'opposition *Merina*-« Côtier », aux catégorisations

ethniques, ethno-provinciales et ethno- raciales du Malgache ainsi qu'avec les questions relatives à la transformation des représentations des histoires et identités en nouvelles croyances et en nouvel imaginaire collectif des Malgaches. L'objectif étant d'accompagner les jeunes dans leur quête de nouvelles identités nationales. Mais transférer et/ou enseigner l'histoire aux jeunes devrait aussi s'orienter à une perspective mondiale, incluant les relations avec la France en tant que principale source du renforcement et de la politisation de l'opposition *Merina*-« Côtier ». La France sera-t-elle prête à couper définitivement ses rapports coloniaux avec Madagascar ?

“ **Transférer et/ou enseigner l'histoire aux jeunes devrait aussi s'orienter à une perspective mondiale.** ”

60 ans après la fin officielle de la colonisation, est-ce que mettre fin définitivement à la colonisation que l'actuel président français décrit comme « un crime contre l'humanité » doit en 2020 encore faire l'objet de négociation ? Est-ce que la restitution de ce que la France nous a pris (ou volé) durant la colonisation, par exemple en termes artistiques (œuvres d'art) et territoriales (Îles Éparses), donc identitaires, constitue-t-elle un objet de négociation d'une coopération bilatérale ? Est-ce que la définition (officielle) actuelle de notre identité par rapport à la France nous permet-elle de vraiment être un pays indépendant et souverain ? La clarification de ces questions aiderait les jeunes Malgaches à se (re)positionner ou à clarifier leur question identitaire par rapport à l'histoire vécue avec la France

et à l'histoire future à construire avec la France d'aujourd'hui et de demain dans le cadre de la mondialisation.

DÉCONSTRUIRE LES CATÉGORISATIONS, CHANGER LES PERCEPTIONS DES JEUNES

Si le concept d'effets structurants des infrastructures et des nouvelles technologies vise la réduction des inégalités sociales et régionales, alors il peut impacter sur la déconstruction de la catégorisation et de l'opposition *Merina*-« Côtier » établi au sein des républiques pendant maintenant 60 ans. Toutefois, il est nécessaire d'expliquer aux jeunes qu'il est possible pour nous de réduire ces inégalités, que nous allons les réduire, et ancrer cette volonté de réduction dans les politiques publiques, afin de pouvoir changer leurs perceptions. Cette démarche concerne aussi d'autres domaines de problèmes perçus comme fondamentaux.

La décentralisation perçue par beaucoup comme non effective constitue un argument objectif pour la loyauté des jeunes à l'opposition *Merina*-« Côtier », pour leur facile mobilisation politique et pour leur intégration dans les réseaux de clientélisme à travers leurs loyautés ethnique, ethno-provinciale, ethno- raciale par les *raiamandreny* et chefs politiques. La catégorisation *Merina*-« Côtier » ne nous permet pas jusqu'ici de choisir, de mettre en place et de faire fonctionner de manière effective et durable les structures politiques et administratives appropriées et surtout acceptées par les *Merina* et les « Côtiers » stéréotypés et catégorisés. Par contre, la décentralisation devient un champ de politisation de l'ethnicité par excellence à Madagascar. Et 60 ans après l'indépendance, nous sommes encore là : les uns veulent la « décentralisation effective », une « décentralisation puis plus tard un fédéralisme » ; les autres des États fédérés et des États-nations, des monarchies constitutionnelles, une monarchie dirigée par un roi (*merina* ?), des provinces autonomes etc. La fédéralisation se fait sur la base de visions et valeurs communes comme solidarité, liberté, égalité, équité, justice et vouloir vivre ensemble.

En Suisse, au Brésil et en Allemagne (après sa réunification), des entités politiques se sont unies et se sont fédérées afin de ...

••• mettre ensemble leurs forces face aux enjeux de la globalisation, l'État fédéral constitue dans ces pays une émanation de l'unité des entités politiques qui les avaient composées. Pour le cas de Madagascar, créer des « États fédérés » ou des « États-nations » à base ethnique ou ethno-provinciale équivaut à déclencher un mouvement centrifuge tendant à diviser *a posteriori* un État d'abord unitaire. Des structures politiques et administratives conçues et créées dans le cadre de débats dominés par les conflits entre l'ethnicité *merina* ou « côtière » ne pourraient que produire des structures fonctionnant sur la base de l'opposition *Merina*-« Côtier » et ne peuvent que reproduire les mêmes résultats des dernières 60 années.

DU MALAGASY AU MALAGASY IOMBONONA

La langue malagasy constitue un élément fondamental et un des piliers sinon le pivot de la construction identitaire du Malgache et de la nation malgache. La langue malgache est certes unique du point de vue linguistique. Mais l'existence de ses variantes régionales ne facilite pas sa consécration en tant que langue codifiée officielle et nationale. « Depuis la codification de différentes variantes régionales de la langue malagasy à travers le sorabe, puis en alphabet latin et à travers la traduction de la bible, beaucoup d'efforts ont été réalisés pour la promotion de la langue malgache », constate Ludonie Velotrasina. Les travaux de codification commencés durant la première république ont été renforcés après 1972. En 1975, le *boky mena* du président Didier Ratsiraka postule la création du *malagasy iombonona* (Malgache commun) à partir des différentes variantes régionales y compris celle qu'on qualifie de *malagasy ofisialy*.

Pour ce faire, le *malagasy ofisialy* devrait passer un processus (de longue haleine) de standardisation concernant l'orthographe, le vocabulaire, la grammaire, la cohésion entre le parler et l'écrit, et le contexte d'utilisation. Aujourd'hui, l'essentiel pour Madagascar n'est pas d'ordre technique ou financier mais plutôt le côté visionnaire de la démarche : le *malagasy iombonona* sera et sera alors considéré comme une langue pluricentrique ayant plusieurs normes régionales et nationales, qui de manière générale ne diffèrent plus sur la base de

catégories ethniques ou ethno-provinciales. Cette vision permettra aux jeunes et aux futures générations d'avoir une perspective par rapport à la question identitaire linguistique, de croire à un *malagasy iombonona* et de rejeter des stéréotypes liées à l'opposition *Merina*-Côtier en tant que blocage à ce processus.

Le *malagasy iombonona* promeut des identités au pluriel qui permettraient aux jeunes malgaches de rapidement basculer entre les différentes variantes de la langue malgache, donc entre les différentes identités partiellement liées avec ces dernières, selon la situation dans laquelle ils se trouvent. Il deviendra la langue maternelle de tous les Malgaches sans que les variantes du *malagasy* n'aient aucunement à disparaître. L'association des Malgaches et des langues de toutes les régions de l'île à ce processus de standardisation est décisive pour la réussite ou l'échec de ce processus qui ne se décrètera pas. Mais est-ce que nous tenons encore à la vision du *malagasy iombonona*? Sinon quelle est la vision actuelle?

REVOIR LE CONTENU DES PROGRAMMES SCOLAIRES PAR RAPPORT AU FACTEUR ETHNICITÉ

Un autre domaine fondamental constitue le système éducatif et de l'enseignement qui est dans l'ensemble caractérisé par une incapacité de répondre aux défis auxquels font face les jeunes malgaches sur le plan identitaire. Il est difficile et presque impossible de changer les perceptions des parents et des anciens déjà ethniquement catégorisés par rapport à leurs loyautés ethniques et ethno- raciales. Par contre, il est recommandé de revoir le contenu des programmes scolaires et les outils pédagogiques par rapport aux valeurs républicaines et au facteur ethnicité en particulier. Par rapport aux inégalités régionales, il est nécessaire d'expliquer et de rattraper le retard des régions autres que Analamanga, Vakinankaratra et Haute-Matsiatra qui ont profité de l'enseignement introduit par les missionnaires du LMS bien avant la colonisation.

Afin que les jeunes dans les collèges et lycées puissent dès leur jeune âge renforcer leur instruction civique et en histoire, s'armer et s'outiller face aux stéréotypes,

à l'ethnicité et à leur politisation, une formation au politique (et non politique) s'avère nécessaire. La formation au politique favorise la promotion du civisme social et politique, de la participation politique et la construction de nouvelles identités citoyennes, nationales. Face aux défis de l'émergence, l'éducation civique ne suffirait pas. L'éducation et les formations amèneront les jeunes (citoyens) à respecter les valeurs républicaines, à lier leur identité et l'identité nationale à des valeurs libérées de l'exclusion, de la discrimination, et promouvant l'ascension sociale dans une solidarité ancrée dans la liberté et la justice pour tous.

MADAGASCAR ET TOUS LES MALGACHES COMME SOURCE DE LÉGITIMATION

Soixante ans après notre indépendance, nous pouvons concevoir et réaliser notre culture selon nos volon-tany (les couleurs de nos terres) et les aspirations exprimées dans toutes nos régions, et y ancrer la construction identitaire de notre nation toute entière. Nous pouvons légitimer nos visions, nos politiques publiques et nos décisions par rapport à la nation entière, et non plus par rapport aux *Merina* ni aux « Côtiers », ni à la France ni à la communauté internationale. Ainsi, les Malgaches d'aujourd'hui s'identifieront avec leur pays, avec l'actuel État-nation. Les jeunes accepteront de jouer leur rôle pour changer la réalité, transformer les *tanin-drazana* (terres des ancêtres) et le *tanindrazana* (patrie) en un *taninjanaka* émergent, prêt à accueillir les générations futures. P

RÉFÉRENCES

Alain Djacoba Tehindranarivelo, Zafera Antoine Rabesa, Jean Robert Gara, Ferdinand Velomita, Max Ramaroasy, Madagascar : Quelles vérités sur nos échecs et quels défis pour notre avenir ?, Afrique Express, juin 2005; Aldo Dam, la passion de l'indépendance: choix de textes, L'Age d'hommes, Lausanne, 1980 ; Charte de la révolution socialiste malagasy tous azimuts, Tananarive, août 1975 ; Eric Revel, Madagascar l'île rouge. Les remords d'un président déchu Didier Ratsiraka 1976-1995, Balland, Paris, 1994 ; Françoise Raison-Jourde et Gérard Roy, Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar, De Monja Jaona à Ratsimandrava, Karthala, Paris, 2010 ; Françoise Raison-Jourde, Solofa Randrianja, La Nation malgache au défi de l'ethnicité, Karthala, 2002 ; Janine Ramamonjisoa, L'ethnicisation des rapports sociaux à Madagascar, L'Express de Madagascar, mars 2005 ; Jean-Aimé A. Raveloson, Demokratisierung und Perspektiven der bäuerlichen Partizipation in Madagaskar, Bonner Studien zur Wirtschaftssoziologie, Bd. 16, Wehle, Witterschlick/Bonn, 2000 ; Muhr, Rudolf (Hrsg.), Standardvariationen und Sprachideologien in verschiedenen Sprachkulturen der Welt, Frankfurt am Main, Wien (u.a.), Peter Lang 2005 ; Rainer Tetzlaff, Politisierte Ethnizität: eine unterschätzte Realität im nachkolonialen Afrika, In: Africa Spectrum, Hamburg, Vol. 26, No. 1 (1991), pp. 5-28

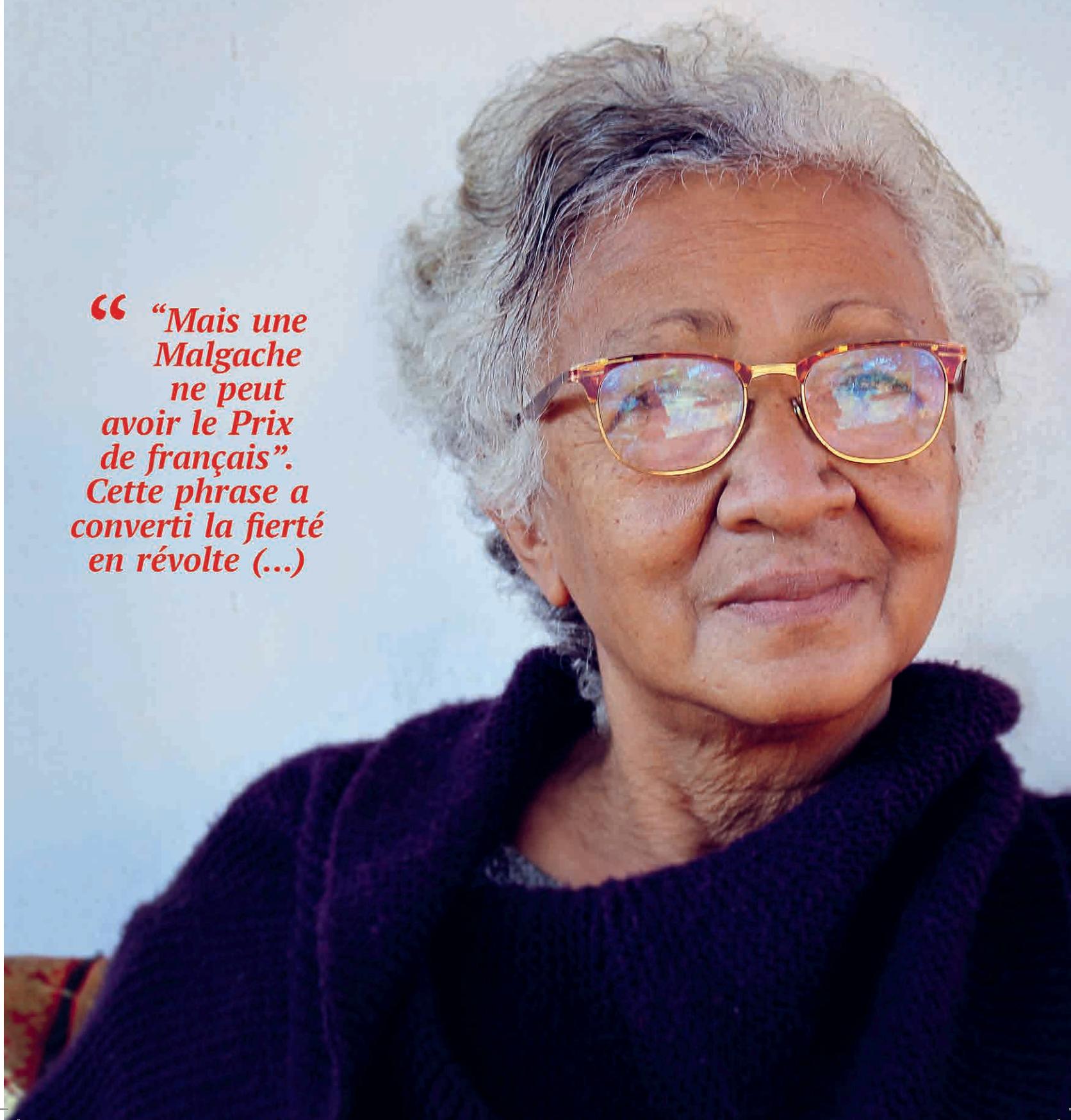
Michèle Rakotoson
écrivaine

**« Le travail d'Indépendance
est un travail psychologique,
de confiance en soi
et en sa culture »**

Revenue à Madagascar depuis plus d'une décennie, l'écrivaine Michèle Rakotoson est une voix écoutée et respectée. Interview.

PAR RAO TO ANDRIAMANAMBE

**“ Mais une
Malgache
ne peut
avoir le Prix
de français”.
Cette phrase a
converti la fierté
en révolte (...)**



Une rencontre avec Michèle Rakotoson n'est jamais anodine. L'écrivaine, porte-flambeau de la littérature francophone, porte en elle une énergie créatrice et culturelle. Elle a forgé sa plume dans le milieu des lettres, puis dans le milieu du journalisme, en France. Quand nous avons discuté avec elle d'un entretien pour évoquer l'indépendance et l'histoire contemporaine, elle a tout de suite accepté, tout en prévenant amicalement : « *il y aura de la colère !* »

Comme la plupart des pays africains, Madagascar célèbre le soixantième anniversaire de son indépendance cette année. Que cela vous inspire-t-il ?

Ce soixantième anniversaire m'inspire beaucoup de choses : j'avais douze ans quand l'Indépendance fut prononcée et mon père étant alors journaliste, à Mad Press, l'ancêtre de l'agence Anta, il me traînait partout et j'ai assisté aux premiers rangs au défilé du Président Tsiranana et du Général De Gaulle (dont je ne me souviens que de la longue silhouette au très long nez, à côté d'un Président malgache, qui du coup avait l'air tout rond) à Mahamasina. J'ai assisté aussi au choix du drapeau malgache et de l'hymne de l'Indépendance malgache au lycée Gallieni, où j'étais aussi quand en 1972, nous y avons réclamé que nos copains qui avaient été envoyés à Nosy Lava soient ramenés. Ce ne sont que des souvenirs d'enfant, des souvenirs de l'inconscient, que je n'ai pas analysés plus que ça. Mais je crois que dans la symbolique, ils sont très importants. Ce fut une grande joie, mais en même temps, chez nous, nous étions très mitigés. Mes sentiments aussi.

À la maison, mon père nous racontait ses reportages, ses interviews et un nom revenait souvent Foccart.... J'étais trop jeune pour comprendre, mais ce nom évoquait pour moi quelque chose de glauque, d'agent secret, de mainmise et de contrôle, de barbouzes. N'oublions pas que mon père avait

souffert en 1947 et un de mes oncles maternels, Marchand Ramahandry, avait été déporté dans les camps de Mahanoro, dont il ne sortit qu'en 1948, cassé. L'Indépendance symbolisait la libération... peut-être. Il y avait quelque chose de faux, de non abouti disait-on autour de moi. Je me souviens d'un état de questionnement et de frustration, entériné par des souvenirs de trahisons lors des mouvements de 1947, que mon oncle me racontait. Ces trahisons sont évoquées en filigrane dans le livre de E.D Andriamalala « *Fofombadiko* ». C'était très ambigu. Nous redevenions malgaches, à part entière ? mais comment ? tout était encore dirigé par des Français, il y avait des assistants techniques partout. Nous, nous étions sous-développés !

“ Un pays qui a été un Empire, un peuple qui fut ou est très puissant ne lâche jamais facilement ses colonies et son emprise. ”

Je continue sur les questions personnelles qui se sont posées à moi. Je suis née quasiment à la Bibliothèque Nationale où j'ai grandi, ma mère y était employée. Là, j'avais l'impression que je pouvais avoir accès à toute cette culture du livre, cette culture de l'autre qui nous était présentée, tacitement, comme inaccessible. Fallait-il que j'arrête cette part de moi ? Dès cette époque, j'étais imbattable en français et en littérature, c'était une véritable boulimie. Il fallait être plus fort qu'eux dans leur domaine, inconsciemment je

me disais que c'est en possédant leur culture que je ne serais plus considérée comme "la petite fille noire et crépue, issue d'un peuple de demi-civilisés". D'ailleurs, les enseignants étaient stupéfiés que je rafle tout le temps le Prix de français. Une d'entre elles a dit d'ailleurs : "mais une Malgache ne peut avoir le Prix de français". Cette phrase a converti la fierté en révolte, que j'ai jusqu'à maintenant. D'excellente élève, je suis devenue meneuse de grèves. Ce sont des souvenirs personnels, mais je crois que ces souvenirs sont symboliques de toute une génération. Il y a des racismes systémiques qui vous marquent à vie.

Le conservateur se nommait Eugène Jaeglé, un vieux monsieur alsacien, et son bureau était tapissé de livres. Puis à sa mort, vint Juliette Ratsimandrava et dans son sillage, E.D Andriamalala, l'écrivain qui dans ses rencontres avec le public nous parlait de la vie, de ses livres, de ses colères, de ses mots, qui étaient les nôtres. J'y ai trouvé les réponses à mes questions. Ces rencontres organisées par Juliette Ratsimandrava, ont permis de rencontrer E.D Andriamalala, Rado, Clarisse Ratsifandrihamanana et elles furent d'une aide plus que précieuse pour sortir mentalement du sentiment d'infériorité suggéré fortement. Ils étaient des écrivains, des philosophes et ils nous parlaient de nous.

Je suis âgée maintenant et je dis très tranquillement : un pays qui a été un Empire, un peuple qui fut ou est très puissant ne lâche jamais facilement ses colonies et son emprise. Le travail d'Indépendance est aussi un travail psychologique, de confiance en soi et en sa culture, Il faut que les pays qui furent sous emprise puissent arriver à dire, sans colère : "nous voici avec nos failles et nos forces. Nous sommes comme nous sommes, car il y a eu une histoire collective dans laquelle tout le monde a eu sa part de responsabilité, nos ancêtres, mais les vôtres aussi. Maintenant nous allons discuter sans ...

... colère : d'abord sortons des schémas préétablis et des rôles attribués à chacun. Nos pères et mères ont été des victimes. Nous refusons ce rôle. Voici nos intérêts, qui ne sont pas les vôtres, on discute en personnes adultes pour ne léser personne, car le bateau collectif est en train de couler et il faut peut-être revoir la partition". C'est facile à dire, mais c'est un long chemin à faire, il faut savoir que dire cela, c'est faire front à des intérêts matériels et financiers puissants, et que pour le faire, il faut avoir une image de soi, belle, sûre et solide et avoir une connaissance sans faille de son histoire et de celle de l'autre, de tous les rouages économiques, financiers et même psychologiques des deux parties, et arriver à dire : "à chacun sa culture profonde et son histoire et ce n'est pas parce qu'on a perdu une bataille qu'on a perdu la guerre".

Dans le sillage du mouvement Black Lives Matter, quel est votre avis sur les condamnations des figures historiques, notamment françaises, qui ont joué un rôle de près ou de loin dans la colonisation. Des condamnations allant jusqu'au déboulonnement des statues (par exemple celle de Gallieni) ?

Je suis pour le déboulonnage de toutes ces statues, symboliquement, pour nous, c'est difficile à supporter, car c'est nous mettre en pleine figure les symboles de nos défaites. Mais je crois que le travail de déboulonnage est fait : la statue de Gallieni n'est plus là et le lycée Jules Ferry est maintenant le lycée de Faravohitra. Par contre à Mahajanga, il y a une stèle commémorative remerciant les soldats de l'expédition coloniale. Elle est oubliée, mais elle est là, à la place du débarquement, sur la corniche, devant le cimetière. Quand on a un minimum d'histoire, elle est insupportable. Par contre, ce qui serait génial c'est que tous ces symboles soient remplacés par des œuvres d'art.

On aime à présenter que 1972 est la deuxième indépendance. Partagez-vous ce point de vue ? Comment appréciez-vous la manière dont la « nouvelle indépendance » a été utilisée par l'amiral Didier Ratsiraka ?

Je n'ai pas envie d'en parler. Pour moi cette période fut celle des hélicoptères qui ont explosé en plein vol, des assassinats inexplicables, du camp Pochard, des gosses tués à balles réelles dans des manifestations où ils étaient pacifiques, des ponts explosés à la dynamite. Certes, il y eut une embellie économique dans les années 1990, et merci à des gens comme José Kely. Mais j'espère que les historiens feront leur travail.

“ **Il ne faut jamais oublier qu'il y a eu un travail politique de résistance impressionnant qui a été fait lors de ces années terribles.** ”

L'expérience de la démocratie est-elle concluante pour Madagascar ?

Il ne faut jamais oublier qu'il y a eu un travail politique de résistance impressionnant qui a été fait lors de ces années terribles. Le travail des partis MFM, Monima, AKFM et j'en oublie, un travail culturel fait par les Mahaleo, Vaovy Jean Gabin ou par des gens comme Tsilavina Ralaindimby, Solofo José ou Henri Rahaingoson, Monique Rakotoanosy, Christiane Ramanantsoa et j'en oublie beaucoup. Ils ont repris le travail des anciens comme le pasteur Ravelojaona, Venance Manifatra et la

jeune génération reprend le flambeau. Difficilement car les enjeux financiers sont trop importants. Mais le travail démocratique est en cours. Il prend d'autres formes. Culturellement, je vois le travail que fait l'association Faribolana Sandratra dans toute l'île. Il y a une structure culturelle en place hors pair ; il n'y a qu'à voir les résultats des élections. Nous sommes loin des 80% à 90% d'autrefois, même dans les campagnes les votes sont contrôlés, certes difficilement, mais il y a contrôle, et la manipulation des résultats est plus sophistiquée. La prise de conscience est là et si les gens refusent d'aller voter, comme on dit : *ao raha*. Il faut aussi interroger le silence des Malgaches, j'appelle cela, la technique d'enlèvement. "Je te regarde subir les conséquences de tes actes."

Ce peuple est profondément démocrate. Ce n'est pas la peine d'envoyer des blindés pour qu'il se masque, 99,5% de la population est masquée. Par contre, il faut trouver des solutions économiques pour qu'elle puisse adopter la distanciation sociale. Et surtout observer et analyser les solutions qu'elle a trouvées pour survivre, et les formaliser. Il est peut-être temps de tourner les regards dans cette direction, au lieu de réprimer à tout va.

Depuis 1960, nous sommes allés de déception en déception. Pensez-vous que c'est une fatalité ?

Non, ce n'est pas une fatalité. Nous sommes en train d'essayer de sortir d'une économie de prédation, pour aller vers une économie inclusive. Ce n'est pas évident. Les intérêts en jeu sont trop importants. Comme disent les sociologues et les économistes actuels, il faut passer par des destructions constructives, donc faire tomber des structures obsolètes pour les remplacer par d'autres. Mais ce n'est pas facile, car nous revenons de très loin : d'un système d'esclavage, de castes et de traite, puis d'un système colonial,

puis... J'espère tout simplement, que les Malgaches pourront passer à une autre étape sans effusion de sang. Mais je crois que la génération actuelle ne le veut pas. De toute façon, personne ne l'a voulu. Il y a des prises en charge à faire, mais j'espère que cela se fera non par les armes, mais par une éducation adéquate. La priorité actuelle est là. Nous avons des gosses géniaux, il faut voir comment ils se sont emparés d'internet, mais il faut leur donner une culture, et une éducation, une vraie, et arrêter de leur raconter des bobards empaillés. Et les ouvrir au monde, le monde de la réflexion profonde et les aider à aller au bout de ce qu'ils sont en train de créer.

En tant qu'écrivaine, êtes-vous plus sensible aux soubresauts de l'Histoire malgache ?

En tant qu'écrivaine, l'histoire malgache me passionne, non parce que je suis malgache, mais parce que l'histoire de cette île du bout du monde est passionnante. Elle a tout vécu : l'isolement, les pirates, les naufragés, les diverses migrations, les royautes, les guerres de royaumes, les expéditions coloniales. Tout. Et la population a construit des rizières en terrasses, les pêcheurs bravent les mers sur des pirogues, et les anthropologues généticiens sont en train de découvrir les multiples racines des Malgaches : l'Indonésie, mais aussi, Perses, les Arabes, les Bantous. Il y a de quoi rêver non ? Par contre, je suis très distante vis-à-vis des soubresauts politiques contemporains. Je préfère analyser ce qu'il y a derrière.

Pour vous qui aviez vécu de longues années en France, quelle relation entretenez-vous avec elle ?

Avec l'Histoire ou avec Madagascar ? Avec l'Histoire, je l'ai dit précédemment. Avec Madagascar j'ai un rapport d'amour-haine. Il y a des choses qui me font hurler, mais il y en a qui me font littéralement

fondre. Madame à la campagne voit émerger une culture des *zanaky ny tsy fananana*, les enfants de la pénurie, une culture de débrouillardise, de recyclage, de bricolage, une culture de fait très moderne, très ingénieuse, malheureusement le plafond de verre est trop bas, il faut le briser.

Kateb Yacine écrivait à propos de la langue française que «le français est notre butin de guerre» en parlant des anciens pays colonisés par la France. Quelle est votre relation avec la langue de la Nation qui a colonisé votre pays de naissance ?

Je n'aime pas ce terme, "pays de naissance", quoique... Je me définis comme une Malgache qui a vécu longtemps à l'extérieur et qui a une identité multi-facettes. J'aime beaucoup le terme d'Edouard Glissant : "Tout-Monde". Je partage la langue française avec ce "Tout-Monde" et je partage aussi avec eux une histoire commune, des blessures communes, des cris communs, des colères communes et aussi une même compréhension du monde. Je les partage avec des Sénégalais, des Camerounais, des Guyanais, des français de souche, des Français d'origine yougoslave, des Vietnamiens, des Algériens et j'en passe. C'est notre langue de cœur, ma langue post-coloniale, car s'il fallait de nouveau se définir, je me définirais de la tendance "post-coloniale", dans la mouvance des Achille Mbembe, Elwine Sarr. Mais la langue de l'âme c'est le malgache, le malgache c'est la langue de ma mère.

Après la profusion des productions des auteurs malgaches entre les années 1960 et jusque dans les années 1990 – c'est ce qui vous a d'ailleurs sûrement motivé à lancer l'opération Bokiko – la littérature et l'édition locales semblent avoir péri-clité. Comment expliquer ce déclin ?

La raison profonde de cette éclipse fait partie des dégâts collatéraux du système de censure qui sévissait alors et du système de contrôle des esprits. Après le système colonial, c'est ce système qui a sévi, il fallait imiter la Corée du Nord et la Chine d'alors. Et cette interdiction s'est greffée sur une peur déjà existante qui est celle du *henamaso*, ce qui pourrait dire approximativement, la peur de perdre sa dignité au regard des autres. Et cette double peur est encore terrible. Il y a eu aussi une décision, excusez-moi du terme, "débile" en 1972, ne plus faire acheter de livres par les parents dans les écoles. Du coup, tout le marché s'est effondré, alors que s'il avait existé, il aurait évolué. Et surtout, ce qui a arrêté tout, c'est la mort de l'usine Papmad. Il a fallu importer du papier et le livre est devenu extrêmement cher. Et c'est dommage, car il y avait des auteurs comme Bao Ralambo, Mathilde Rakotozafy, Monique Rakotoanosy et tant d'autres encore et tout le travail qu'a fait feu Claude Rabenoro en son temps ou des librairies comme la librairie Mixte, le TPFLM, ou la Librairie de Madagascar. Heureusement qu'une des plus anciennes, la librairie Fakra à Toamasina survit encore et que des auteurs, comme Solofo José et Lydiary, ainsi que Henri Rahaingoson, Hemerson Andrianetrazafo, et d'autres comme Patrick Andriamangantiana ont tenu haut le flambeau.

Mais ils sont malgachophones, donc sans aide, et n'ont pu résister au bulldozer francophone qui bénéficiait d'un circuit puissant. Ce n'est pas un reproche, juste un constat. Quand on prend une décision aussi importante comme la malgachisation, il faut aller au bout de la logique, et accompagner le mouvement par une politique culturelle, non idéologique, mais privilégiant la production. Malheureusement, il y eut des tapuscrits de la plus haute importance qui ont existé, ils ont disparu depuis. Mais il y a des urgences comme éditer ...

... les *hira vokatry ny tany*. Moi, j'ai sauvé ma peau, car je vivais à Paris, travaillais à RFI et faisais partie du monde culturel "noir". Il y a un courant de renouveau actuellement, véhiculé par les jeunes auteurs de mouvements littéraires comme le Faribolana Sandratra, il y a des poètes majeurs comme Riambola Mitia, il faut déjà sauver tous leurs textes, mais je crois que la Direction des bibliothèques le fait. Car maintenant, il y a un travail important qui est en train de se faire en direction des bibliothèques et d'une politique d'auteurs balbutiante, mais en ce moment, le Covid-19 tue toute initiative.

Avant de revenir définitivement dans la Grande île, vous aviez effectué régulièrement «(des) vacances chez vous». Quelle est la place et la légitimité de la diaspora dans le développement de Madagascar? Doit-elle être plus active en faveur du pays ?

La diaspora a une place à prendre dans le développement de Madagascar. Elle peut être une excellente passerelle dans un mode de partenariat bien clair. C'est toute une réflexion alternative à faire. Qui fait quoi sur un projet commun à part égale. Là, il faut éviter toute compassion ou commisération, ou pitié néfaste. Mais il y a des partenariats et des actions qui ont été faites en ce sens, en mode développement durable et écologie. Il faudra entériner le modèle et le diffuser pour qu'il soit plus connu et suivi. Vahinala Baomiavotse, l'actuelle ministre de l'Environnement y a beaucoup contribué.

À la lumière de ces dernières années, a-t-on des raisons d'espérer un lendemain qui chante ?

Des lendemains qui chantent, je ne sais pas, et je dirais même que les lendemains qui viennent vont être très difficiles, mais des sur-lendemains paisibles pourquoi pas ?

Le président de la République voudrait faire de l'érection d'un colisée au cœur du Rova, un symbole marquant pour ce soixantième anniversaire de l'indépendance. Etes-vous d'accord avec la démarche et le choix ?

Bof un colisée ! c'est historiquement un endroit où les romains faisaient des jeux de cirque avec des gladiateurs qui s'entreuaient. Et un colisée en béton armé sur une colline qui s'effrite donne froid dans le dos.

D'une manière générale, comment appréhendez-vous la conservation des patrimoines matériels et immatériels malgaches ?

Que voulez- vous que je vous dise : on remblaie des rizières centenaires qui sont des chefs d'œuvres en matière hydraulique, on a volé la couronne de la Reine et le dinosaure du Palais d'Andafiavaratra, on a démolit la Poste d'Antaninarenina, qui fut un bijou d'Art Moderne et on vous vend des manuscrits arabico-malgaches ou des ouvrages de Grandidier dans la rue... Pas de commentaires à faire.

Êtes-vous pour la restitution des œuvres d'art en France à Madagascar ?

Oui, mais à une condition, que leur protection soit bien assurée ici. En attendant, il y a un travail urgent à faire, recenser tout ce qui existe, les cataloguer, les numériser, avant toute chose. Ce travail commence à se faire, notamment au niveau des archives nationales. Mais ce sera long, très long. Mais il faudra le faire pour que le public en ait connaissance. Et puis, il n'y a pas qu'en France, en matière de livres, par exemple, il y en a à Londres, à Stavenger en Norvège, en matière de statues funéraires, il y en a aux États-Unis... Il faut vraiment faire le point de l'existant. Et s'ils sont dans des musées prestigieux, recensés, protégés et expliqués, pourquoi pas, ce seront de bons ambassadeurs de l'île, mais

il faudrait les numériser pour que les Malgaches puissent en profiter eux aussi. Et protéger le reste pour qu'il n'y ait plus de pillages et préparer la conservation sur place.

D'aucuns pointent du doigt la responsabilité (ou l'irresponsabilité, c'est selon) de l'élite dans l'étiollement économique surtout de la Grande île. Partagez-vous cet avis ?

Est-ce qu'ils ont eu le choix ? Déjà ils ont le mérite d'exister. J'ai dit au début de cet entretien que nous sortons ou essayons de sortir d'une économie de prédation et d'extraction. Pour une politique économique inclusive, il faut des lois, des balises, de la formation... Mais ce n'est pas mon domaine, je risque de dire n'importe quoi.

Enfin, doit-on dire malgache ou malagasy ? (rire)

Euh... je ne sais pas (rires) P

BIO

Après avoir été professeur de lettres à Madagascar et mettre en scène, elle quitte Madagascar en 1983 pour des raisons politiques. À Paris, elle travaille comme journaliste à la radio (Radio France Internationale et France Culture) et à la télévision (RFO-AITV). En 1990, elle devient responsable des manifestations littéraires à RFI, s'occupant notamment du concours des inédits de RFI-ACCT, du Prix RFI-Témoin du Monde et d'autres activités littéraires et culturelles. En 2008, elle quitte RFI pour s'occuper à plein-temps du projet Opération Bokiko, un projet de relance de l'édition et du livre à Madagascar.

Elle est auteure de plusieurs pièces de théâtre qui sont jouées sur scène en Afrique, en Europe et en Amérique.

Dans une oeuvre centrée essentiellement sur la recherche de la culture et de l'identité malgaches, Michèle Rakotoson revisite les traditions et les coutumes.



Système social

La protection sociale tout au long de l'indépendance

Cette année, Madagascar souffle la soixantième bougie de son indépendance. La question de la protection sociale anime régulièrement les débats. L'auteure nous présente un panorama des dispositifs existants, bien insuffisants au regard des défis qui se posent.

PAR LÉONTINE MBOLANOMENA

Ces régimes ont changé d'une période à une autre par un mouvement populaire. Entretemps, la croissance démographique a été telle que le nombre total de la population malgache atteint actuellement les 25 millions. Le système de développement économique de Madagascar est encore basé sur l'agriculture malgré la stratégie de redressement de l'économie ces dix dernières années par l'exploitation des ressources naturelles, notamment les secteurs miniers qui ont été mis en avant par les différents programmes généraux de l'État. Étant donné que Madagascar est classé parmi les cinq pays les plus pauvres au monde, le niveau de vie des 72% de la population malgache reste encore en dessous du seuil de la pauvreté. Ils ont un revenu inférieur à deux dollars par personne par jour. Ainsi, un programme de protection sociale s'impose et doit être une priorité des priorités. Il permet de réduire à la fois les inégalités sociales et la pauvreté.

PROTECTION SOCIALE ET SÉCURITÉ SOCIALE

En principe, la protection sociale englobe l'ensemble des mécanismes de prévoyance permettant de faire face aux aléas durant tout le cycle de la vie. De manière pratique, elle permet de faire face par le biais de mesures sociales ou financières aux conséquences d'une baisse des ressources ou une hausse des dépenses indépendamment de la situation des cotisants. En effet, il s'agit d'un besoin universel tout au long de la vie. La sécurité sociale fait partie de la protection sociale en tant que système mis en place pour assurer durablement des ressources financières afin d'accéder aux besoins essentiels des citoyens (éducation, santé, nourriture...). Chaque organisation internationale, ainsi que chaque pays a sa propre classification des régimes couverts selon les éléments prioritaires. L'Organisation internationale du travail (OIT) met en priorité les soins médicaux, la maladie, l'invalidité, la vieillesse, les survivants, la maternité, les familles/enfants, le chômage, les accidents du travail et les maladies professionnelles, et enfin la protection contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

CAISSE DE RETRAITE

Depuis longtemps, Madagascar utilise différents systèmes contributifs de protection sociale pour les groupes de

citoyens. À leurs débuts, ces systèmes visaient essentiellement à couvrir la population active : un régime pour les employés de l'État (les fonctionnaires et les militaires), par la Caisse de retraite civile et militaire (CRCM), et un régime pour les travailleurs dans le secteur privé, par la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnaps) qui affine également les employés de courte durée (ECD) au sein des services publics, les maîtres Fram, les employés des Collectivités territoriales décentralisées (CTD) et des Services techniques décentralisés (STD) au sein des districts, des communes et des *fokontany*.

“ Actuellement, les actifs de la Cnaps sont équivalents à une réserve pour deux années.

Une autre caisse est également dédiée aux agents non encadrés de l'État, c'est-à-dire des employés qui exercent dans les services publics mais qui ne sont pas encore intégrés et titularisés comme fonctionnaires de l'État : la caisse de prévoyance à la retraite (CPR) pour les employés de longues durées (ELD) et les employés fonctionnaires et assimilés (EFA). Tous ces systèmes sont contributifs, mais la contribution est différente pour chaque groupe. Le régime pour les employés de l'État, connaît peu de changement et prend en charge les pensions de retraite ; tandis qu'au niveau de la Cnaps, elle a passé par différente évolution.

LA CNAPS

La Cnaps a été créée en 1956 sous la dénomination Caisse de compensation des prestations familiales (CCPF) qui était un organisme de droit privé chargé de la gestion des prestations familiales des travailleurs régis par le Code du travail. Elle a mué en une Caisse des prestations familiales (CPF) qui a été absorbée, par

la suite, par la Caisse nationale d'allocations familiales et des accidents du travail (CNAFAT), cette dernière étant également un établissement public à caractère industriel et commercial, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière. CNAFAT était en plus chargée de la gestion du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles antérieurement assurée par divers organismes privés.

Actuellement, la Cnaps a hérité du régime de la CNAFAT en gardant comme service offert aux ayants droits les prestations familiales, les rentes pour les accidents du travail et maladies professionnelles, en ajoutant les pensions de retraite. Étant un établissement public à caractère industriel et commercial, la Cnaps est sous tutelle de deux ministères : le ministère du Travail de l'Emploi, de la Fonction Publique et des Lois Sociales et le ministère de l'Économie et des Finances. Elle est gérée par un conseil d'administration tripartite (les représentants de l'État, ceux des travailleurs et ceux des employeurs), ainsi qu'une direction générale qui assure les fonctions exécutives. Parmi les 12 millions de population active à Madagascar, 500 000 travailleurs sont affiliés à la Cnaps. 350 000 travailleurs sont à jour pour leur contribution. La Cnaps adopte un système par répartition. Outre la sensibilisation pour l'adhésion et affiliation des travailleurs, elle opte pour des investissements divers afin de couvrir certaines dépenses, essentiellement, celles de fonctionnement. Actuellement, ses actifs équivalent à une réserve pour deux années.

PROTECTION SOCIALE SANTÉ

La santé est régie par un autre système. Les travailleurs du secteur privé sont pris en charge par les différents Services médicaux interentreprises (Smie), qui sont gérés de manière tripartite, il s'agit également d'un système contributif. Selon les conventions internationales, 60% des activités de ces services sont à vocation préventive. C'est pour cette raison, qu'en absence d'une convention particulière entre l'organisme et l'entreprise, les travailleurs hospitalisés ne sont pas pris en charge par le système. Ils doivent prendre en charge leurs frais de soins, sans remboursement. Tandis qu'en cas de maladie, les employés de

l'État prennent en charge également leur frais de soins, qui seront ultérieurement remboursés par le département dédié à ce service au sein du ministère de l'Économie et des Finances.

LE SECTEUR INFORMEL

À Madagascar, le travail dans le secteur informel représente plus de 70% du poids total des activités. Le secteur informel englobe les travailleurs indépendants, les travailleurs dans des entreprises familiales qui ne les déclarent pas officiellement, les travailleurs ruraux, etc. Ces travailleurs ne sont couverts d'aucun système de protection sociale. Durant les premières années de la quatrième République, le ministère du Travail de l'Emploi, de la Fonction Publique et des Lois Sociales a mis en œuvre un programme de protection sociale, qui s'agit de manière pratique d'une aide sociale. Ce programme a comme cibles les populations démunies et vulnérables ainsi que les villageois. Il se base sur les mêmes stratégies, son déploiement varie d'une période à une autre, de même que pour les zones concernées.

“ **Le système de protection sociale à Madagascar est un système à trois vitesses qui met encore plus en évidence les inégalités entre les citoyens.** ”

Ce programme d'aide sociale se présentait sous plusieurs manières dans la réalisation sur terrain à savoir le système de coopérative qui a incité les concernés à prendre des responsabilités pour le fonctionnement et surtout la pérennité de la couverture

sociale ; le système d'aide et les dons en numéraire qui ont pour but de résoudre temporairement quelques problèmes de vivre ; le système de prise en charge qui a pu regrouper les concernés dans un centre et d'assurer leurs vivres et leur surveillance sanitaire pendant une certaine période.

Outre l'aide sociale, la Couverture santé universelle (CSU) a été adoptée par le ministère de la Santé publique, en 2015. Ce système contributif est déjà opérationnel dans certains districts pilotes (Vatomandry, Faratsiho, Manandriana...) En somme, le système de protection sociale à Madagascar est un système à trois vitesses qui met encore plus en évidence les inégalités entre les citoyens. En outre, le système de protection ne couvre que quelques secteurs. Certaines préoccupations ne sont pas encore considérées, alors qu'elles semblent prioritaires et importantes, telle que la protection sociale relative au chômage, qui est une situation en recrudescence actuellement, suite au Covid-19. En outre, suite à l'allègement des charges pour les entreprises, annoncé par le président de la République, nombreuses sont les entreprises qui ont décalé le paiement des cotisations sociales. Par conséquent, des milliers des travailleurs du secteur privé ne bénéficient plus d'aucune prise en charge au sein des SMIE et de la Cnaps.

ÉLARGISSEMENT DE LA COUVERTURE

Entre autres, l'adoption d'un seul système pour tous les citoyens et l'élargissement de toute couverture à chaque citoyen, la mise en place des régimes essentiels comme l'allocation de chômage, l'élargissement et l'amélioration du CSU... sont nécessaires. Certaines problématiques doivent être également résolues de manière urgente : la non affiliation des travailleurs, le non versement ou le retard de versement par les employeurs de la cotisation de la Cnaps, la lourdeur administrative au sein de la Cnaps pour le paiement des droits des travailleurs, la révision du mode de calcul du rente et montant de retraite, la mise à jour de la liste des maladies professionnelles, l'ajout de régime indemnité de chômage et la situation de crise sanitaire. P

BIO



Léontine Mbolanomena est membre fondateur et secrétaire administratif du syndicat des infirmiers et sages-femmes de Madagascar (SISFM) en 2009, elle a participé au programme Réseau des jeunes travailleurs, organisé par la FES en partenariat avec la CTM, en 2010. Au cours de cette formation, elle a rejoint l'Union des syndicats autonomes de Madagascar (Usam) auquel le SISFM s'est affilié. Passionnée par la vie syndicale, elle a suivi les différentes formations offertes par l'USAM et ses partenaires nationaux et internationaux. Elle a été élue secrétaire générale lors du congrès en 2014.

Fiction

Lettre aux anciens du pays

Énième nuit. Dernière nuit de confidences. Quelques murmures. Bruit léger de crépitement de flamme. Faible lumière bleue et jaune. Parfum de cire fondant. Vent léger faisant valser les rideaux des fenêtres. Ils sont là. Ils patientent. Ils ont soif d'apprendre. Ils ont faim de comprendre.

Comme chaque soir, je leur parle, ils m'écoutent et ils écrivent. Je leur raconte le pays ici. Ils ont besoin de savoir, ils ont le devoir de transmettre. Il faut connaître son histoire. On n'y échappe pas. Parce qu'ils doivent survivre là où ils sont. Pour qu'ici ne soit pas un rêve, il faut qu'ils existent par là-bas.

Tout a commencé hier. À mon anniversaire, à la fête nationale. Il y a 60 ans. Hier n'est jamais loin quand on perpétue la mémoire. Hier soir, le ciel était sombre et le quartier silencieux. Aucun feu d'artifice ne venait exploser pour faire éclater notre cœur de joie avant d'incendier nos yeux d'espoirs et d'étincelles. Aucune guirlande ni lumière n'habillait cet ange gardien, seul comme l'île, mais fatigué de veiller sur une population longtemps déseparée. Celle-là même qui flottait comme des fantômes dans les promesses creuses de ses dirigeants. Celle-là même qui s'abîmait comme de la

chair en décomposition dans une spirale de crises et de pauvreté. Celle-là même qui priait tous les dieux possibles pour se faire bénir du Seigneur comme le peuple d'Israël. Celle-là même qui ne croyait aux morts qu'après l'enterrement, mais qu'une pandémie venait de gangréner, avec des courbes aussi alarmantes qu'un résultat de détecteur de mensonges. Celle-là même qui avait le fil de son histoire emmêlé comme une pelote tombée dans les griffes d'un chat noir.

Clignement de paupières. Comme un sommeil empoisonné, et elle - cette population somnambule - se réveille le lendemain, sans rien reconnaître, sans se reconnaître elle-même. Deuxième clignement de paupières. Toujours rien. Pincement de soi. Tentative de souvenirs. Rien. Que le vide. Que le noir. Que l'oubli. Une amnésie partielle longtemps simulée qui a fini par devenir totale et réelle. Plus personne là-bas ne sait rien. Aucun ne se souvient d'hier. C'était il y a soixante ans. Sauf moi. Et les miens, la nouvelle génération. Nous sommes aujourd'hui, mais ils sont encore perdus dans ce qu'hier leur a été. Nous sommes ici, mais ils sont encore égares dans un pays qu'ils ont longtemps habité, dont le souvenir les a quittés.

Ma mission n'est pas de leur raconter ce qu'ils ont vécu, ni ce qu'ils ont fait ou dit, mais de leur parler d'aujourd'hui. C'est ce qui se passe maintenant qui donne sens au chemin traversé. Parfois, l'essentiel n'est pas de savoir par où on est passé, mais de simplement savoir qu'on est arrivé quelque part. Là où aucun espoir n'a pu se glisser dans leur présent, qui n'existe plus désormais d'ailleurs. Ma mission n'est pas de leur expliquer, mais simplement de leur raconter ici. C'est en se forçant à trouver des explications partout qu'ils ont fini par se tromper eux-mêmes, à se mentir chaque jour et à fournir de fausses preuves selon l'humeur de la tension sociale à dissoudre ou à provoquer. Je ne leur apporte aucune preuve de ce que je dis. Aucun chiffre. Aucune date. Aucun lieu. Aucune photo. Je parle. Ils écoutent. Je raconte. Ils écrivent. Ils savent que c'est la vérité. Parce qu'aujourd'hui, la parole vaut ce qu'elle vaut vraiment. Parce qu'aujourd'hui, plus personne ne gagne en abusant autrui. Parce qu'aujourd'hui, plus personne ne s'enrichit en volant autrui. Parce qu'aujourd'hui, plus personne n'est fort en détruisant autrui.

Ici, c'est le meilleur des mondes. Aucun autre pays n'est mieux. Pour la simple raison qu'il n'y a pas de raison de se comparer ailleurs. Nous sommes chez nous. Ceux qui sont partis sont revenus. Le retour de l'enfant prodigue. Ils nous conseillent à chaque décision à la Grande Table. C'est ainsi que leur retard a été notre avantage, nous ayant permis aujourd'hui d'éviter les erreurs des voisins avancés. Ceux-là même qui ont dû faire quelques pas en arrière pour retrouver le droit chemin. Chacun est ici à sa place, accepté à sa juste valeur. Je me demande d'ailleurs comment ils ont dû se battre autrefois pour se faire valoir. Comment ils ont pu acheter des diplômes, des carrières et des places pour avoir une fonction stable ? Comment ils ont pu soudoyer quelqu'un pour tenir un poste à «responsabilités» ? N'y a-t-il pas plus naturel que d'être là où on aime être sans avoir à (se) mentir ? Que l'île est suffisamment vaste et fertile pour une population aussi créatrice, aussi dynamique et motivée ? Ma mission n'est pas de leur poser des questions. Ils ne se souviennent de rien de toute façon.

Ici, nous nous comprenons tous, nous parlons la même langue. Non. Les mêmes langues. Aucune cartographie ethnique. Aucune ligne ne sépare une cité d'une autre. Les dialectes ont remplacé les langues étrangères à l'école. Aucune n'est supérieure à l'autre. Toutes sont valables auprès des bureaux et des administrations. Toutes sont autorisées et utilisées dans les lettres et les communications, officielles ou officieuses. Les plaques publicitaires exposent

cette richesse linguistique, cette harmonie, cette compréhension, cette unité. Je me demande comment ils ont dû débattre autrefois pour décider entre *malagasy* et malgache. Ma mission n'est pas de leur poser des questions. Ils ne se souviennent de rien de toute façon.

Ici, nous ne tombons pas malades, nous sommes naturellement immunisés. Nous savons que nous sommes une partie du Tout qui constitue l'univers. Nous nous en remettons à nos plantes, à nos racines, à nos feuilles et à nos fleurs. Nous nous nourrissons de ces vertus au quotidien, qui nous renforcent et nous apportent la Santé. Chacun de nous est son propre guérisseur. La Nature n'a plus de secret. Solila. Beroberoka. Vahona. Mandravasarotra. Fanalasilimba. Mokotra. Velonarivotaoana. Talapetraka. Dingadingana. Ahidronono. Vonenina. Amboafotsikely. Valanirana. Harongana. Voafotsy. Mazambody. Katrafay. Ravintsara. Vahintsokina. Masonjoany. Mapaza. Ananambo. Tamotamo. Taniditra. Tanantanana. Moina. Ahibalala. Aferotany. Tsihitafototra. Kininimpotsy. Aviavy. Satrikoazamaratra, etc.

Ici, nous mangeons à notre faim, car chaque famille a son terrain et cultive ce dont elle a besoin. Légumes et feuilles comestibles sur une parcelle par-là. Forêt de fruits de saison derrière la maison. Poulailier et bétail à l'arrière-cour. Carrés de rizières partout. Que du vert. Que des couleurs. Que la Vie. Ici, nous récoltons ce que nous semons. Rien n'est aussi simple. Comment

ont-ils pu acheter ailleurs ce qu'ils ont pu produire ici, sous prétexte que c'est mieux emballé et étiqueté ? Comment ont-ils dû payer pour se nourrir ? La nourriture n'est-elle pas un don de Mère Nature autant que le soleil qui se lève, que la lune qui miroite la lumière, que le vent qui souffle ou même l'air qu'on respire ? Ma mission n'est pas de leur poser des questions. Ils ne se souviennent de rien de toute façon.

Dernière nuit de confidences. J'entends leur soulagement à travers le bruit léger de crépitements de flamme. J'entrevois l'espoir étinceler dans leurs yeux à travers la faible lumière bleue et jaune. Je respire leur nouveau souffle à travers le parfum de cire fondant. La valse des rideaux des fenêtres rejoint le battement de leur cœur. Il est temps pour eux de partir. De rentrer là-bas et raconter ce que vivent leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Je lève mes yeux. La lumière cendrée de la lune embue mon regard d'émotions. Diffuses et intenses à la fois. Arc-en-ciel dans le pays. Réconciliation après l'œil du cyclone. Couleurs d'ici. Rouge du soleil levant. Lendemain tant attendu. Blanc du drapeau. Voyage d'une colombe de la paix, depuis ce passé jusqu'à aujourd'hui. À mi-chemin, cent-vingt ans après l'indépendance.

Ce dernier soir, je leur révèle mon identité. Une confession qui les aidera à comprendre comment j'en sais autant sur ce qui se passe ici. Je m'appelle Ampelamanajary, actuelle présidente du pays. P

BIO



Tonihassina Razafimahaleo est née le 26 juin 1989. Elle a travaillé sur le recueil Simple Voyelle d'Esther Nirina pour obtenir son Master 1 ès Lettres Françaises et Francophones. Après dix ans dans la rédaction web, elle se concentre sur l'écriture poétique. Elle a participé à des performances dans l'océan Indien (Madagascar, Comores, La Réunion) et aux lectures scéniques du Masa d'Abidjan 2020. Son recueil de poèmes audio est sorti en 2016, intitulé «Prozodik, l'hystérique et ses masques».

Elle publie des chroniques: «Na Hasi Constat» sur SakMag Comores (2017) et «Les chroniques de Madagascar» sur Indigo Le Mag (2019-2020). Ses poèmes sont parus dans : «Takelaka Tsara Soratra» (Ranjasoa Publishing 2016-2017-2018), «Les mots d'une île à l'autre» (éditions Union pour la Défense de l'Identité Réunionnaise 2018) et Project-îles Revue (2019).

NOTA BENE



La fanfare finale pour la Grande Dame

Le Coronavirus ? Mais oui ! la migration ? Bien sûr. La dette publique ? Toujours. Le changement climatique ? Sans doute. Tout préoccupe les Allemands en 2020. Mais aucun autre sujet n'a causé autant d'incertitude en Allemagne que la situation précaire de l'Union Européenne. L'Europe est-elle solidaire ? Les Européens se tournent-ils vers les populistes ? La zone euro éclate-t-elle ? Les frontières se referment-elles ? D'autres pays quitteront-ils l'UE après la Grande-Bretagne ? L'Allemagne est effrayée. La peur allemande règne dans le pays. Dans cette situation d'incertitude, la plus grande puissance de l'Europe prend la Présidence de l'Union Européenne. C'est une opportunité historique – et un risque énorme.

Le projet européen, unique au monde, a considérablement été avancé par l'Allemagne au cours des dernières décennies. L'histoire n'a semblé connaître qu'une seule direction : enfin la paix en Europe ! puis l'union économique, la libre circulation, l'union monétaire. Chaque fois qu'il y avait des problèmes, l'Allemagne a su trouver une entente avec la France concernant la démarche à suivre, ou sinon, octroya plus de financement à Bruxelles, ce qui a satisfait ses partenaires. Et maintenant ?

Durant cette crise due au Coronavirus, nous avons vu à quel point la communauté reste une entité fragile. Les frontières physiques ont été restaurées du jour au lendemain. Les appels à l'aide de l'Italie pour faire face à l'urgence sanitaire ont été délibérément ignorés. Et qu'en est-il du règlement qui gère la redistribution des réfugiés sur le continent Européen ? Inexistant. Une union de la dette pour compenser les investissements nécessaires

n'est pas souhaitée par l'Allemagne, après tout, durant les dernières années, elle a fait du « schwarze Null » (littéralement le « zéro noir » : le budget de l'État doit avoir un déficit zéro, ou être en excédent) son credo.

Oui, l'Europe a toujours réussi à sortir des situations difficiles lorsque le courant passait entre les chefs d'État et de gouvernement. Cela est de moins en moins probable aujourd'hui, compte tenu du populisme croissant en Europe. Le commerce communautaire serait à l'ordre du jour en ce moment. Non seulement pour faire face aux défis actuels, mais aussi pour développer une nouvelle idée, un nouveau narratif pour l'Europe du XXI^e siècle.

Les attentes envers la présidence allemande sont énormes, plusieurs goulots d'étranglement attendent d'être écartés. L'Allemagne serait « vouée » à diriger l'Europe, mais, seulement, le veut-elle ? On se demande aujourd'hui ce que pourra bien faire en six mois une présidence allemande. Personnellement, je ne suis pas particulièrement optimiste, et cela a aussi à voir avec le style politique d'Angela Merkel.

La Chancelière s'est forgée en Allemagne un style politique qu'on pourrait décrire de manière flatteuse comme une « force tranquille ». Elle est à la tête du gouvernement fédéral depuis 2005. Elle a accédé au pouvoir, quand Jacques Chirac était encore Président en France, et, entre-temps, elle a vécu une dizaine de Chefs de gouvernement italiens. Mais, à part le fait d'avoir fait cavalier seul durant la crise des réfugiés en 2015, personne en Allemagne ne se souvient d'une seule initiative

politique majeure de la chancelière en 15 ans. Bien sûr, la continuité et la stabilité sont des éléments à ne pas sous-estimer en ces temps difficiles. Mais une force tranquille suffit-elle vraiment pour les problèmes de l'Europe ?

Angela Merkel ne se présentera plus aux élections fédérales en Allemagne en 2021 ; une ère touche à sa fin. C'est la dernière fois qu'Angela Merkel préside l'Europe. Par conséquent, elle n'a plus à être très prévenante envers son pays d'origine, mais peut utiliser la présidence pour faire avancer des projets qui ne soulèvent pas vraiment des tempêtes d'enthousiasme de la part de ses concitoyens, en particulier du parti conservateur. Parce que dans la situation actuelle, la stratégie habituelle d'attentisme de l'Allemagne envers l'UE ne fonctionne plus. Il n'y a tout simplement personne d'autre pour prendre l'initiative. Soit le gouvernement fédéral prend les choses en main, soit l'Europe court à un échec.

Jusqu'à présent, la plus grande contribution européenne d'Angela Merkel est d'avoir provoqué l'annulation du sommet du G20 aux États-Unis avant la tenue des Présidentielles américaines. Mais la Chancelière allemande doit encore prouver qu'elle a l'esprit européen. L'«European Green Deal» et les relations de l'Europe avec l'Afrique, notamment, exigent l'accomplissement de vrais progrès. Il reste donc à voir si la Grande Dame prendra cette occasion historique pour s'inscrire dans les mémoires de l'Europe. En avant ! il reste encore six mois.

Constantin GRUND

L'INDUSTRIALISATION pourquoi ?

25%

du PIB :
Contribution du secteur
industriel dans le PIB
en 2025

L'union fait la force

L'Alliance pour l'Industrialisation Durable de Madagascar rassemble et fédère cinq organisations issues du milieu économique et social de la nation. Elles partagent une même conviction et des mêmes valeurs. L'Alliance promeut l'émergence du pays à travers une industrialisation durable et soucieuse de l'environnement.

www.alliance-industrialisation.mg
www.facebook.com/allianceindustrialisation

**ALLIANCE**
POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE

politikā



VIVONS
LA POLITIQUE
DIFFÉREMMENT